



**Faire converger,
s'engager, innover**

Rapport quinquennal
sur la recherche

**Converging, Committing,
Innovating** Five-year
Research Report

2014 – 2019



Faculté de droit

Université 
de Montréal et du monde.



La recherche dans la Cité *Research in the City*

La recherche est l'une des missions centrales des universités, mais cette mission demeure souvent mal connue hors des cercles d'initiés. Comment cette mission se concrétise-t-elle à la Faculté de droit de l'Université de Montréal ? En fait, la recherche qui y est effectuée est à l'image du foisonnement intellectuel, culturel et juridique que l'on observe quotidiennement entre les murs de la Faculté.

La recherche s'y donne d'abord à voir comme un lieu de convergences : entre traditions juridiques, disciplines et continents. Nos chercheuses et chercheurs évoluent dans un environnement favorable à l'épanouissement intellectuel, développant leurs projets dans une grande autonomie. En outre, dans une conjoncture où les évolutions sociales et technologiques échappent trop souvent aux adaptations législatives qu'elles rendent nécessaires, la recherche à la Faculté se veut également avant-gardiste, soit en ce qu'elle sert d'impulsion à la réforme du droit, soit en ce qu'elle tente de saisir des phénomènes qui lui échappent encore. La recherche se veut enfin et avant tout vectrice d'impact social, en ce que ses fruits ont vocation, à terme, à être utilisés au bénéfice de la communauté. L'Université, loin d'être la tour d'ivoire que certains dépeignent, est au cœur de la Cité, et la recherche réalisée à la Faculté le rappelle

Although research figures among the core mandates of universities, it often remains misunderstood outside academic circles. How is this mission carried out at the Faculty of Law of the University of Montreal? Actually, our research reflects the Faculty's rich legal, cultural and intellectual environment.

The research produced at the Faculty of Law brings together legal traditions, disciplines and continents. Our researchers evolve in an intellectually fulfilling environment, enjoying a broad autonomy in developing their own projects. In addition, in a context where social and technological evolutions progress faster than the legal frameworks that purport to govern them, research at the Faculty is also forward thinking, examining paths for legal reform, or analyzing phenomena that are yet unbeknownst to the law. Finally, and most importantly, our research has a social impact, as it is ultimately intended to benefit the community. Actually, far from being an ivory tower, as some would claim, the University is at the heart of the City, as is evidenced by the research conducted at the Faculty. Indeed, research carried out at the Faculty is useful. Fortunately, usefulness is not the only evaluation criterion – if it were, it would mean the end of fundamental research, which is so important in the long term – but it is still a factor to take into consideration. Of course, legal researchers do not elaborate life saving medication, but what they do really matters in the lives of citizens, since they contribute to strengthening the Rule of Law when they criticize its shortcomings, and when they propose paths for reform.

« L'Université, loin d'être la tour d'ivoire que certains dépeignent, est au cœur de la Cité, et la recherche réalisée à la Faculté le rappelle régulièrement. Disons-le, la recherche qui s'y fait est *utile*. »

régulièrement. Disons-le, la recherche qui s'y fait est *utile*. Ce n'est heureusement pas là le seul critère d'évaluation de la recherche – si c'était le cas, c'en serait fini de la recherche fondamentale si importante à long terme –, mais il s'agit tout de même d'une qualité non négligeable. Certes, les chercheurs en droit ne développent pas de médicaments susceptibles de sauver une vie mais ce qu'ils font est aussi très important. Ils renforcent l'État de droit en critiquant ses travers et en proposant des pistes de réforme.

Bien sûr, parler de l'État de droit fait rarement frémir les foules. Pourtant, sa présence, et la qualité du droit qui s'y attache, sont des déterminants cruciaux du développement social, économique et politique d'un État. Un collègue argentin me rappelait récemment qu'au début du vingtième siècle, son pays et le Canada étaient à un stade à peu près équivalent de développement. Nous savons tous ce qui allait suivre : alors que l'État de droit se renforçait au Canada, il se détériorait en Argentine, où régimes autoritaires et dictatures se succédèrent jusqu'au rétablissement, encore récent, de la démocratie. Pendant ce temps, le niveau de développement des deux pays s'éloignait de plus en plus. Aussi, lorsque la professeure Marie Annik Grégoire met en question, en se fondant sur des études empiriques relatives aux pratiques de négociation des baux des résidences de personnes âgées, l'adéquation du cadre juridique en vigueur dans une optique de protection des

Surely, discussing the Rule of Law rarely makes crowds shudder. Yet, its existence, as well as the quality of a country's legal environment, are crucial determinants of a state's social, economic and political development. An Argentinian colleague recently reminded me that at the beginning of the twentieth century, his country and Canada were at a quite similar stage of development. We all know what happened next: while the Rule of Law was being strengthened in Canada, it was weakened in Argentina where authoritarian regimes and dictatorships succeeded one another until the recent restoration of democracy. In the meantime, the development gap between these two states kept increasing. Thus, when Professor Marie Annik Grégoire questions, on the basis of empirical studies on the conditions presiding over the negotiation of seniors' residence leases, the adequacy of the applicable legal framework in view of protecting vulnerable persons, when Professor Stéphane Rousseau explores the ways to promote women's participation on board of directors of joint stock companies, when Professor Amissi Manirabona researches the role of victims in restorative justice processes, or when Professor Catherine Piché examines whether and how class actions can improve access to justice, they all contribute to strengthening the Rule of Law.

personnes vulnérables, lorsque le professeur Stéphane Rousseau s'intéresse aux moyens de promouvoir la présence des femmes aux conseils d'administration des sociétés par actions, lorsque le professeur Amissi Manirabona réfléchit à la place faite aux victimes dans les processus de justice réparatrice, ou lorsque la professeure Catherine Piché se penche sur les conditions d'ouverture des actions collectives dans l'optique d'accroître l'accès à la justice, c'est l'État de droit que ces chercheuses et chercheurs contribuent à renforcer.

En plus d'inspirer les contenus des enseignements à la Faculté, la recherche est aussi au cœur de la formation des étudiants sur le plan méthodologique. Dès le premier cycle, les aspirants juristes sont initiés à la recherche juridique sous ses multiples déclinaisons. Aux cycles supérieurs, les étudiants à la maîtrise s'y attèlent davantage dans la préparation de leur mémoire de fin d'études tandis que pour les étudiants au doctorat, la recherche joue un rôle crucial dans leur vie quotidienne, leur objectif avoué étant de faire avancer les connaissances.

In addition to inspiring the content of the Faculty's programs, research is also at the heart of our students' methodological training. Undergraduates are initiated to the various forms of legal research. For their part, LL.M. students have a greater opportunity to develop research skills in preparing their masters dissertation, while research plays a crucial role in the daily lives of doctoral students, whose ultimate objective is to contribute to the advancement of knowledge.

The central role that research plays at the law school explains the diversity of its research structures, which cover a wide array of topics such as governance, fundamental rights, business law and new technologies, and bring together foundational fields such as civil law and constitutional law, and novel ones, such as, to name but a few, cyberjustice, the regulation of artificial intelligence, and the emergence of a collaborative culture in law and health policies. Many of these areas inevitably intersect. For example, the problems pertaining to access to justice point to as many causes or symptoms - court congestion, multiplication of unrepresented litigants, or the lack of clarity of legal language for citizens -, as potential solutions.

Whenever research is given the mission to develop solutions to critically important social issues, subdivisions traditionally set within the legal field, be it between private law and public law, between different areas of law, or even between law and other fields, may no longer bear the hegemonic influence they used to. That being said, how to draw a portrait that reflects as faithfully as possible the richness and scope of the research carried out at the Faculty?

La place centrale qu'occupe la recherche à la Faculté explique la grande diversité des structures de recherche qui y sont hébergées et dont les travaux s'articulent autour d'une mosaïque de domaines tels que la gouvernance, les droits fondamentaux, le droit des affaires et les nouvelles technologies, alliant les matières traditionnelles et fondatrices comme le droit civil et le droit constitutionnel à des domaines exigeant une projection vers l'avenir, comme, pour n'en citer que quelques-uns, la cyberjustice, la saisie juridique des enjeux découlant des développements en intelligence artificielle et l'éclosion d'une culture collaborative en droit et politiques de la santé. Ces domaines d'expertise ne sont évidemment pas étanches et de nombreux croisements s'opèrent entre eux. C'est par exemple le cas de la thématique des problèmes d'accès à la justice dont les causes ou symptômes, qu'il s'agisse de l'engorgement des tribunaux, de la multiplication des justiciables non représentés ou de l'inintelligibilité du langage juridique pour les citoyens, sont tout aussi variés que les solutions qu'il est possible d'y apporter.

Dès lors que la recherche se donne pour mission de contribuer à l'élaboration de solutions à des problèmes sociaux qui se posent avec une grande acuité, les frontières traditionnellement établies dans la discipline juridique, que ce soit entre droit privé et droit public, entre les différents domaines du droit, mais également entre le droit et d'autres disciplines, ne peuvent plus

This report provides an overview of the research output at the Faculty in the past five years under three leading ideas, namely, convergence, commitment and innovation. Without being perfectly exhaustive, it provides a fair picture of our recent achievements in terms of research. It also presents portraits of researchers whose commitment and innovative approaches reflect the values inspiring all the professors-researchers of the Faculty. Moreover, it presents all the actors and structures of research at the Faculty, in addition to showing how much we value research training. Lastly, the report compiles the large number of publications by professors in all areas of law over the reference period¹. I hope you enjoy it.

Jean-François Gaudreault-DesBiens, FRSC, Ad. E.

DEAN (2015-2019)

¹ Reference period: January 1, 2014 – April 30, 2019.

exercer l'emprise hégémonique qu'elles exercèrent jadis. Comment alors dresser un portrait reflétant le plus fidèlement possible la richesse et l'étendue de la recherche réalisée à la Faculté ?

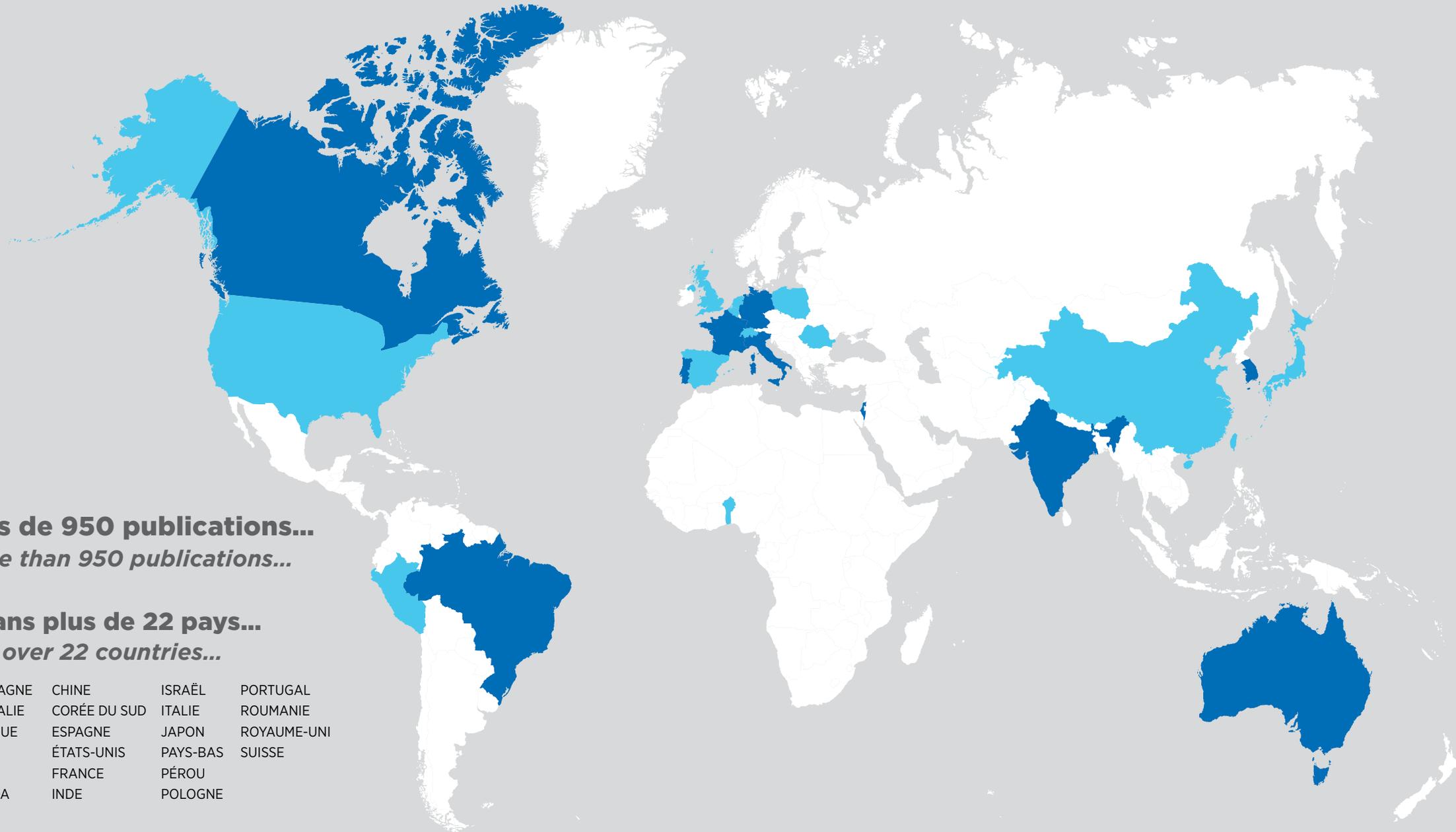
Le présent rapport brosse un tableau des activités de recherche exercées à la Faculté durant les cinq dernières années, et ce, à partir de trois idées fédératrices, soit la convergence, l'engagement et l'innovation. Sans prétendre à une parfaite exhaustivité, il offre une bonne image des réalisations récentes en matière de recherche. Il dresse ainsi les portraits de certains chercheurs dont l'engagement et l'esprit d'innovation sont à l'image des valeurs inspirant l'action de tous les professeurs-chercheurs de la Faculté. Il présente aussi tous les acteurs et vecteurs de la recherche à la Faculté, en plus de mettre en lumière l'importance que nous accordons à la formation à la recherche. Enfin, le rapport recense les très nombreuses publications, dans tous les champs du droit, réalisées par les professeurs de la Faculté pendant la période de référence¹. Je vous en souhaite une excellente lecture.

Jean-François Gaudreault-DesBiens, MSRC, Ad. E.

DOYEN (2015-2019)

¹ Période de référence : 1^{er} janvier 2014 – 30 avril 2019.

« La place centrale qu'occupe la recherche à la Faculté explique la grande diversité des structures de recherche qui y sont hébergées et dont les travaux s'articulent autour d'une mosaïque de domaines tels que la gouvernance, les droits fondamentaux, le droit des affaires et les nouvelles technologies, alliant les matières traditionnelles et fondatrices comme le droit civil et le droit constitutionnel à des domaines exigeant une projection vers l'avenir [...] »



Plus de 950 publications...
More than 950 publications...

...dans plus de 22 pays...
...in over 22 countries...

- | | | | |
|-----------|--------------|----------|-------------|
| ALLEMAGNE | CHINE | ISRAËL | PORTUGAL |
| AUSTRALIE | CORÉE DU SUD | ITALIE | ROUMANIE |
| BELGIQUE | ESPAGNE | JAPON | ROYAUME-UNI |
| BÉNIN | ÉTATS-UNIS | PAYS-BAS | SUISSE |
| BRÉSIL | FRANCE | PÉROU | |
| CANADA | INDE | POLOGNE | |

...en plus de 6 langues!
...in more than 6 languages!

Français

Anglais

espagnol
italien
japonais
mandarin
portugais

Subventions de recherche

La recherche en droit a plusieurs visages. Historiquement, une bonne partie de la doctrine a été produite à la suite de recherches individuelles, sans financement externe. En revanche, la pluralisation des méthodologies en droit, qui fait désormais en sorte que certaines recherches ont une dimension empirique ou carrément expérimentale, a rendu fréquente la quête d'un financement externe qui permet de couvrir les coûts plus élevés de ce type de recherche. L'obtention de subventions sert par ailleurs à financer la formation à la recherche d'étudiants, surtout aux cycles supérieurs, dont certains, à terme, deviendront à leur tour professeurs. Si les fonds, publics ou privés, disponibles pour financer la recherche en droit, tout comme celle en sciences humaines ou sociales, sont considérablement inférieurs à ceux auxquels peuvent avoir accès les chercheurs en sciences exactes, appliquées ou de la santé, certains organismes publics (Conseil de recherche en sciences humaines, Fonds québécois Recherche, Société et Culture) ou privés (Fondation du Barreau, Fonds d'études notariales, etc.) n'en financent pas moins la recherche en droit.

Research Grants

Legal research has many faces. Historically, most of the legal scholarship resulted from individual research, without external financing. In contrast, the pluralization of methodologies in law, which has led some scholars to engage in empirical or even experimental research, has made the resort to external funding necessary to cover its higher costs. Such grants also allow for the funding of the research training of students, particularly graduate ones, some of whom will eventually become academics. Although private or public funds allocated to legal research are, as is generally the case with other fields in the humanities or social sciences, considerably below those made available for natural and health sciences, some public (Social Sciences and Humanities Research Council, Quebec Research Fund, Society and Culture) and private organizations (Quebec Bar Foundation, Notarial Studies Fund, etc.) offer financial support to legal research.

Bilan :
plus de CAD 16 000 000
de subventions actives²

Overall:
more than
CAD 16,000,000
of active grants²

16 000 000 \$

² Montant au 30 avril 2019 au titre des exercices 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019.

² Amount as of April 30, 2019 for the following financial years: 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019



Faire converger Converging

La Faculté de droit arrime les mondes

La diversité de la recherche qui est réalisée à la Faculté s'explique par l'ancrage de celle-ci dans les deux principales traditions juridiques occidentales que sont le droit civil et la common law. En découlent de multiples croisements entre systèmes juridiques. Ces croisements ne se donnent toutefois pas qu'à voir entre systèmes juridiques nationaux; ils se révèlent aussi dans l'ordre international, voire à l'échelle transnationale. Ils se révèlent enfin dans l'interaction, de plus en plus fréquente, entre droits étatiques et non étatiques. Par exemple, redynamisés, les droits coutumiers autochtones interpellent de plus en plus l'État, tout comme du reste les droits religieux.

La recherche à la Faculté opère en outre des croisements entre le droit et d'autres disciplines comme la sociologie, la philosophie, l'économie ou l'intelligence artificielle. La Faculté a d'ailleurs été l'une des premières à favoriser ce dialogue, par exemple en accueillant en son sein pendant plus de trente ans l'éminent sociologue Guy Rocher qui, avec ses collaborateurs juristes, allait proposer une réflexion originale sur ces rapports d'internormativité.

Au final, cette idée d'arrimage de mondes différents révèle l'importance que la Faculté et ses professeurs-chercheurs accordent à la diversité, sous toutes ses formes, et à son aménagement durable. Concrètement, cet engagement à l'égard de la diversité présuppose également un engagement à l'égard de la diffusion du savoir juridique dans plusieurs langues, en commençant par le français, plutôt que de céder à la tentation, comme on l'a fait dans d'autres disciplines, de rétrécir nos horizons à la lingua franca du moment.

The Faculty of law bridges worlds

The diversity of the research produced at the law school results from Quebec's unique legal system that combines both civil law and common law. This situation enables a cross-pollination between legal systems. These interactions do not merely take place between national legal systems, but also in the international sphere, and even on a transnational level. Reciprocal influences ultimately reveal themselves in the increasingly frequent interactions between State and non-State legal orders. For example, the revitalization of Aboriginal customary law inevitably challenges the State, as do religious rights.

Moreover, research at the Faculty brings together law and other disciplines such as sociology, philosophy, economics or artificial intelligence. The Faculty was actually a pioneer in fostering this interdisciplinary dialogue, for example by hosting for more than thirty years famous sociologist Guy Rocher, who proposed, together with legal collaborators, an original reflection on internormative relations.

Ultimately, this idea of bridging different worlds reveals the importance that the Faculty and its professors-researchers give to diversity in all its forms, and to its sustainable management. In concrete terms, this commitment to diversity also implies a commitment to the dissemination of legal knowledge in several languages, starting with French, rather than blindly accepting, as it is the case in some disciplines, to narrow our horizons to the current lingua franca.



Convergences interdisciplinaires

Gouvernance économique, droit de la concurrence, responsabilité civile

Pierre Larouche, PROFESSEUR TITULAIRE

« Jusqu'ici, j'ai toujours su résister à la spécialisation à outrance, et à première vue mes recherches et mes enseignements semblent couvrir un champ disparate, allant de la responsabilité civile à la théorie de la réglementation économique.

Des lignes de forces sous-tendent toutefois mes activités : je suis fasciné par la complexité de nos sociétés contemporaines, qui réunissent des multitudes d'individus et d'organisations, chacun.e avec ses préférences et ses ambitions. C'est un poncif de dire que le droit cherche à trouver cet équilibre fragile entre la liberté de chacun.e et l'intérêt général, mais trop souvent cette recherche passe par une réduction de cette complexité. Mes travaux en gouvernance économique – droit de la concurrence et réglementation – visent justement à conceptualiser et analyser le droit de sorte à y intégrer cette complexité, voire à en bénéficier. De là vient mon intérêt pour la manière dont le droit appréhende l'innovation, un phénomène qui est largement imprévisible. Je mène mes recherches dans une perspective que je qualifierais de « méta-comparée », où le droit est un corpus de connaissances dont les systèmes juridiques sont des applications dans un contexte spécifique, et où l'ouverture aux autres disciplines est essentielle. »

Converging fields

Economic governance, competition law, civil liability

Pierre Larouche, FULL PROFESSOR

“So far, I have always been able to withstand excessive specialization, and at first glance, my research and teachings seem to cover disparate fields, from civil liability to the theory of economic regulation.

There are, however, common threads underlying my activities: I am fascinated by the complexity of our contemporary societies, which bring together multitudes of individuals and organizations, each with its own preferences and ambitions. It is commonly said that the law seeks to find the delicate balance between individual freedom and the general interest, but too often this quest involves a reduction of this complexity.

My work in economic governance - competition law and regulation - aims to conceptualize and analyze the law in order to integrate this complexity, even to benefit from it. Hence my interest for the manner in which the law grasps innovation, a largely unpredictable phenomenon. I conduct my research in a perspective that I would call “meta-comparative”, where the law represents a body of knowledge, of which legal systems are particular applications in specific contexts, and where openness to other disciplines is essential.”



Droit international économique

Hervé Prince, PROFESSEUR AGRÉGÉ

« Je m'intéresse particulièrement aux processus d'intégration économique à l'échelle mondiale, ce qui m'a amené à fonder en 2014 l'Observatoire de l'intégration économique (LOIE). LOIE est un centre de formation et de recherche constitué en pôle d'excellence sur les enjeux et défis mondiaux des accords commerciaux régionaux. Ayant suivi avec intérêt les négociations menant à la conclusion de l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, j'ai coordonné des travaux de recherches d'envergure internationale qui ont conduit à la publication d'un ouvrage réunissant une vingtaine de chercheurs d'horizons variés, ainsi qu'à la mise sur pied d'une école d'été sur les accords économiques internationaux en collaboration avec l'Université de Milan.

L'impact des accords économiques internationaux, et plus largement des dynamiques d'intégration économique, sur nos sociétés est tel qu'il est impérieux de consacrer une attention soutenue à ces phénomènes, et ce, autant dans la recherche que dans la formation que nous offrons aux juristes du futur. Je suis également directeur du Centre de droit des affaires et du commerce international, qui joue un rôle central dans l'enseignement, la recherche et le rayonnement du droit des affaires et du commerce international au Québec, au Canada et dans le monde. Nos chercheurs, en plus de contribuer à l'élaboration d'une doctrine particulièrement riche, sont impliqués dans l'enseignement à tous les cycles d'études, incluant la formation de chercheurs de haut niveau. »

International economic law

Hervé Prince, ASSOCIATE PROFESSOR

“I am particularly interested in global processes of economic integration, which led me to launch in 2014 the Observatory of Economic Integration (LOIE). LOIE is a training and research center conceived as a pole of excellence on challenges arising from global and regional trade agreements. Having followed with interest the negotiations leading to the conclusion of the Free Trade Agreement between Canada and the European Union, I coordinated an international research project which led to the publication of a book bringing together about twenty scholars from different backgrounds, as well as to the organization of a summer school on international economic agreements in collaboration with the University of Milan.

The impact of international economic agreements on our societies and, more broadly, economic integration dynamics make it imperative to devote sustained attention to these phenomena, both research-wise and in the training offered to the future legal experts. I also serve as Director of the Center for Business and International Trade Law, a key player in education, research and influence on business and international trade law in Quebec, Canada and around the world. Our researchers, in addition to contributing significantly to the development of scholarship, are involved in teaching at all levels of study, including the training of high-level researchers.”



Convergences internormatives

Harith Al-Dabbagh, PROFESSEUR AGRÉGÉ

« Civiliste et comparatiste de formation, j'ai étudié et enseigné le droit sur trois continents. J'ai été fasciné par la diversité du droit dès ma première formation juridique en Irak et cette passion a continué de m'animer après mes études supérieures en France (doctorat) et au Canada (post-doctorat).

Mes travaux se sont orientés vers l'étude des phénomènes liés au pluralisme juridique, notamment à l'interaction entre le droit positif et la religion dans le monde occidental et en terre d'Islam. Les thèmes dominants de mes recherches sont la sécularisation, la démocratisation, le changement politique et juridique, la modernisation et la modernité et l'État de droit. Les questions de circulation entre cultures juridiques et de dialogue normatif entre elles font partie de mes champs d'intérêt. Je me suis récemment penché sur la problématique de la réception des institutions familiales musulmanes au Canada et en France et sur le statut réservé aux minorités non musulmanes dans le monde arabo-musulman. »

Converging sources of normativity

Harith Al-Dabbagh, ASSOCIATE PROFESSOR

“My legal education focused on both civil and comparative law. I studied and taught law on three continents. I was fascinated by legal diversity since my first legal training in Iraq and even after my graduate studies in France (doctorate) and Canada (post-doctorate), I am still driven by this passion.

From then on, my work has focused on the study of phenomena related to legal pluralism, and, in particular, the interaction between positive law and religious norms in the Western world and in Islam. The dominant themes of my research are secularization, democratization, political and legal change, modernization and modernity, as well as the Rule of Law. The migration of norms and ideas between legal cultures and the normative dialogue resulting from such dynamic are of particular interest in that respect. For instance, I recently examined the question of the reception of Muslim family institutions in Canada and France, and the status of non-Muslim minorities in the Arab-Muslim world.”



Convergences internationales

Miriam Cohen, PROFESSEURE ADJOINTE

« Mes recherches se penchent sur les mécanismes internationaux et nationaux encadrant l'application des droits humains, avec un intérêt particulier pour les droits des victimes et la réparation des violations du droit international. Parmi ces grands thèmes, certains de mes projets de recherche actuels portent sur les droits de la personne au Canada et l'accès à la justice, la réparation des violations des droits de la personne et les droits des victimes de la traite des personnes.

Je réalise en ce moment un projet de recherche comprenant un travail de terrain en vue d'interroger des parties prenantes travaillant à la réparation des torts causés aux victimes de crimes internationaux et de violations des droits humains. J'étudie également les réponses juridiques et politiques à la traite des personnes au Canada, qui découlent d'une recherche collaborative dans les domaines des droits de la personne, du droit international et des études sur les femmes. Une telle recherche exige des entrevues avec les représentantes d'organismes communautaires sur le terrain. Un autre projet intéressant consiste en la création d'une base de données fournissant un outil de recherche, d'usage facile et précis, des décisions de principe rendues à propos des lois sur les droits de la personne au Canada, et contenant des informations vulgarisées sur ces droits. Ce projet vise à rendre ce corpus juridique plus accessible au public. Les étudiants jouent un rôle clé dans toutes mes équipes de recherche, où ils explorent le régime applicable aux droits humains et le droit international tout en contribuant au développement de projets de recherche. »

Converging international rules

Miriam Cohen, ASSISTANT PROFESSOR

“My research focuses on international and national human rights mechanisms, with a special interest for victims' rights and reparations for violations of international law. Within these broad themes, some of my current research projects are in the areas of Canadian human rights and access to justice, reparations for violations of human rights, and the rights of victims of human trafficking.

I am engaged in a research project which includes field work to interview stakeholders working on reparations for victims of international crimes and human rights violations. I am also working on legal and policy responses to human trafficking in Canada, a project which stems from collaborative research in the areas of human rights, international law and women's studies. This project is based on interviews with community organizations. Another interesting project is the creation of a database which provides an advanced user-friendly search tool of leading decisions in Canadian human rights law and contains plain language information about human rights in Canada. This project aims to make human rights laws more accessible to the public, fostering access to justice for all. Students play a key role in all my research teams, where they learn about human rights and international law while contributing to the development of research projects.”



Convergences entre le droit civil et la common law

Jean-François Gaudreault-DesBiens, PROFESSEUR TITULAIRE

« Je m'intéresse depuis longtemps au rôle que jouent les diverses variables sociales sur la construction des identités juridiques. Le droit mixte du Québec et celui, officiellement bijuridique, de la fédération canadienne offrent à cet égard des terrains fertiles à la réflexion. Il découle d'abord de ces préoccupations une réflexion intéressante sur le droit positif : comment se donnent à voir les jeux d'influences entre le droit civil et la common law non seulement en droit substantiel mais aussi sur le plan de la méthode et de l'épistémologie. On constate alors que si ces influences se révèlent inévitablement en droit privé, elles n'épargnent pas entièrement le droit public canadien. À une échelle médiane, ces préoccupations incitent à s'interroger sur l'impact des présupposés intellectuels sous-tendant les traditions juridiques sur les relations entre systèmes juridiques particuliers. Souvent d'origine ancienne, ces présupposés, plus ou moins explicites, structurent la pensée juridique qui se déploie au sein d'une tradition, ainsi que son rapport à d'autres traditions. Leur influence se révèle autant dans les modes étatiques de régulation des phénomènes sociaux que dans la saisie des rapports de convergence ou de concurrence entre traditions et systèmes juridiques. De pareilles préoccupations mènent enfin à une analyse davantage macroscopique relevant de la sociologie des cultures juridiques : quels rôles jouent les représentations du « soi juridique » et de l'« autre juridique » dans la

The convergence between civil law and common

Jean-François Gaudreault-DesBiens, FULL PROFESSOR

"I have long been interested in the role played by social variables on the construction of juridical identities. In this respect, Quebec's mixed law, as well as that, officially bijural, of the Canadian federation, provide much fertile ground for reflecting on this question. This line of questioning first induces one to reflect on potential zones of cross-pollination between civil law and common law systems, not only from a substantive law standpoint, but also from a methodological and epistemological one. One soon realizes that whilst such influences may arise in private law fields, they do not necessarily spare Canadian public law. At a median level, these concerns require one to examine the impact of the intellectual presuppositions underlying legal traditions on relationships between, and within, legal systems. Often ancient, these presuppositions, which may be more or less explicit, structure legal thought as it develops within a tradition, as well as the relationship the latter may entertain with other traditions. Their influence is also revealed both in the manner in which the state regulates social phenomena, and in the way relationships of convergence or competition arising between legal systems are understood. Such concerns finally lead to a macroscopic inquiry pertaining to the sociology of legal cultures: what roles do representations of one's "legal self," and of one's "legal other(s)" play in the dynamics underlying relationships between legal traditions? Thus, an initial focus on Canada and Quebec as juristic laboratories serves as a springboard to delve into broader interrogations on the relationships between legal traditions and systems. One soon realizes that the mixity or "métissage", irrespective of their sources, have become fundamental features of contemporary legal systems."

dynamique des rapports entre traditions juridiques ? C'est ainsi qu'en se servant des tremplins que sont les laboratoires d'expérimentation juridique que constituent le Canada et le Québec, l'on en vient à s'interroger sur des thèmes qui mobilisent les rapports entre traditions et systèmes à une échelle beaucoup plus vaste. Et l'on s'aperçoit également que la mixité ou le métissage, quelles qu'en soient les sources, sont devenus des caractéristiques fondamentales de la plupart des systèmes juridiques. »



S'engager Committing

Les chercheurs de la Faculté respectent scrupuleusement les canons de l'objectivité scientifique. Ils ne font donc jamais l'impasse sur les faits qui vont à l'encontre des propositions qu'ils mettent de l'avant. Il n'en demeure pas moins que, voués à la réflexion critique sur le droit, notamment en vue de proposer des pistes de réforme, ils en viennent inévitablement à s'engager. Toute recherche qui vise à repenser l'État, ses modes de gouvernance, ses relations avec ses citoyens, mais aussi l'aménagement qu'il fait des relations des acteurs privés entre eux est ainsi, par définition, engagée, ne serait-ce qu'à l'égard de l'amélioration de la vie sociale.

Researchers of the Faculty dutifully respect standards of scientific objectivity. Therefore, they never obscure the inconvenient facts that could contradict their views. Yet, as they are dedicated to critical reflection on the law, notably with a view to proposing avenues for reform, they inevitably are committed. Any research that seeks to rethink the state, the way it is governed, the relationship it entertains with citizens, as well as the manner in which it regulates interactions between private actors, is thus, by definition, committed, be it only to the betterment of social life.



La gouvernance des rapports entre l'État et les individus

Relationships between the state and individuals

Les frontières du droit constitutionnel

Noura Karazivan, PROFESSEURE AGRÉGÉE

« Je m'intéresse aux frontières du droit et dans le droit. Cet intérêt pour l'épistémologie territoriale se manifeste d'abord dans mes recherches sur l'impact du fédéralisme coopératif sur la thèse de l'exclusivité des compétences. En effet, la théorie classique fédérale repose sur une notion de séparation étanche entre les compétences fédérale et provinciales, afin de maximiser l'autonomie de chaque palier. La montée du paradigme coopératif, où les enchevêtrements sont plus acceptables qu'auparavant, bouleverse-t-elle cette théorie classique ? Qu'en est-il par ailleurs de la Charte canadienne des droits et libertés, qui, sauf exception, n'a d'application que sur le territoire canadien ? Les tribunaux, qui sont responsables de délimiter l'espace territorial de la Charte, considèrent que seule l'action exécutive qui est menée en territoire canadien relève de l'autorité canadienne. Dans cette logique, le territoire fonde l'autorité du Souverain. Même si les considérations liées à la sécurité internationale et la nécessité d'actions concertées mènent le Canada à poser des actes exécutifs hors du territoire canadien, la question de l'application de la Charte demeure pour l'instant à l'abri de toute considération de fonctionnalité ou d'efficacité qui ont, pourtant, assoupli le droit constitutionnel à d'autres égards. C'est la vision d'un droit rivé sur un territoire qui stimule en ce moment mon projet de recherche sur l'analyse géographique du droit et sur la cartographie des droits constitutionnels. Avec l'aide des étudiants qui m'appuient dans ces recherches, j'espère faire développer les connaissances dans ce domaine. »

The boundaries of constitutional law

Noura Karazivan, ASSOCIATE PROFESSOR

"I am interested in boundaries: those of law itself, and those that exist within the law. My research on the impact of cooperative federalism on the thesis of interjurisdictional immunity evidences this acute interest for territorial epistemology. For instance, classical federal theory presupposes a watertight division between federal and provincial powers, in order to maximize the autonomy of each level. Does the rise of the cooperative paradigm, where entanglements are more acceptable than before, disturb this theory? What about the Canadian Charter of Rights and Freedoms which, save for some exceptions, only applies within Canada? Courts, which are responsible for delimiting the territorial space of the Charter, consider that only executive action that takes place in Canada falls under Canadian jurisdiction. Following this logic, the Sovereign's authority is grounded upon the territory. While considerations of international security and the need for concerted action induce Canada to act outside its territory, the question of the Charter's application remains, for the moment, immune from considerations based on functionality or efficiency that have, however, affected constitutional law in other respects. It is the vision of a law attached to a territory that stimulates my current research project on the geographic analysis of the law and on the mapping of constitutional rights. With the help of students who support me in this research, I hope to contribute to the advancement of knowledge in that field."



Droit constitutionnel, droit administratif, sociologie du droit

Martine Valois, PROFESSEURE AGRÉGÉE

« Mes travaux s'inscrivent sous le sceau de la multidisciplinarité et portent sur le droit constitutionnel, le droit administratif et la sociologie du droit. Mon objectif est d'aider le public à mieux comprendre le fonctionnement de notre système juridique et les décisions des tribunaux canadiens. En 2013, je publiais l'ouvrage « L'indépendance judiciaire. La justice entre droit et gouvernement » qui a obtenu le Prix Walter-Owen 2012 et fut plus tard traduit en anglais. J'y examine la fonction judiciaire dans notre système « à la lumière des remaniements historiques dans l'organisation des pouvoirs politiques et la production du droit ». Le sujet de l'indépendance, de la justice administrative cette fois, a fait l'objet d'un rapport de recherche dont je suis coauteure : « La justice administrative : entre indépendance et responsabilité. Jalons pour la création d'un régime commun pour les décideurs administratifs indépendants ». Par ailleurs, la théorie des systèmes sociaux de Niklas Luhmann, dont les travaux inspirent ses réflexions sur le droit et le rôle des tribunaux dans les sociétés modernes, m'intéresse particulièrement. J'y ai d'ailleurs consacré en 2018 un séjour de recherche à l'Institut Max-Planck pour l'anthropologie sociale à Halle (Saale), en Allemagne. »

Constitutional law, administrative law, sociology of law

Martine Valois, ASSOCIATE PROFESSOR

"My multidisciplinary work deals with constitutional law, administrative law and the sociology of law. My goal is to help the public to better understand the functioning of our legal system and the decisions of Canadian courts. In 2013, I published "Judicial Independence: Keeping Law at a Distance from Politics", the French version of which won the 2012 Walter Owen Award. The book examines the judicial function in our system "in the light of historical reorganizations in the structuration of political powers and the production of law". I also collaborated to a research report addressing the question of the independence of administrative justice: « Administrative justice: between independence and responsibility. Milestones for the creation of a common regime for independent administrative decision-makers ». Moreover, Niklas Luhmann's theory of social systems, which inspires his reflections on the law and the role of courts in modern societies, is of particular interest to me. In 2018, I devoted a research visit to the Max Planck Institute for Social Anthropology in Halle (Saale), Germany, to this subject."



La transformation des rapports sociaux

Transforming social relations

Droit des femmes

Isabelle Duplessis, PROFESSEURE TITULAIRE

« Mon enseignement et mes recherches portent sur la condition sociojuridique des femmes dans le monde. Grâce aux approches et méthodes développées par le féminisme contemporain, je tente de broser une histoire thématique des femmes (pouvoir politique, économique, conséquences liées au mariage et à la maternité, santé génésique, violences sexuelles, pratiques néfastes pour l'intégrité corporelle, encadrement vestimentaire) à partir d'exemples tirés de la Préhistoire, l'Antiquité, la Renaissance avec l'établissement du système interétatique moderne, l'ère coloniale du XIX^e siècle et l'internationalisation des mouvements des droits des femmes au sein des institutions multilatérales du XX^e siècle comme les Nations Unies. En pareil contexte, les normes juridiques internationales destinées à la promotion et à la protection des droits des femmes, des plus anciennes aux plus récentes, sont au centre des questionnements soulevés. Pourtant, malgré ses ambitions universalistes, le système juridique onusien réussit-il à garantir les droits des femmes et, dans l'affirmative, de quelle façon ? En fait, des controverses persistantes, comme celle entourant l'avortement aux États-Unis, révèlent la précarité des droits des femmes même dans les démocraties libérales et montrent l'importance cruciale d'une réflexion interdisciplinaire sur la condition sociojuridique des femmes.

Women's rights

Isabelle Duplessis, FULL PROFESSOR

“My teaching and research activities focus on the socio-legal condition of women. Relying on approaches and methods put forward by contemporary feminist thought and activism, I strive to brush a thematic historiography of women (political and economic power, consequences of marriage and motherhood, reproductive health, sexual violence, practices violating women's bodily integrity, dress codes) drawing on illustrations ranging from Prehistory, Antiquity, the Renaissance with the establishment of our modern inter-state system, the 19th century's colonial era, and the 20th century's internationalization of women's rights movements through, and within, multilateral institutions, such as the United Nations. In a context of globalization, international legal norms, such as those elaborated on prostitution by the League of Nations after WWI, or on women's work by the International Labor Organization, are of particular interest, as are the various initiatives taken by the United Nations Organization since the mid-twentieth century and seeking to protect and promote women's rights. In spite of its universalist ambitions, does the international legal system succeed in guaranteeing such rights, and, if so, how? Interdisciplinary reflections on the socio-legal condition of women remain vital in light of recurring controversies, such as the U.S. debate on abortion. Yet, that debate on abortion merely represents the tip of the iceberg.”

C'est à l'échelle planétaire que les droits de « l'autre moitié de l'humanité » restent fragiles. Aussi mon objectif est-il de sortir les femmes de l'invisibilité où elles ont été reléguées dans l'histoire et le fonctionnement contemporain des différentes sociétés. Il ne s'agit pas seulement d'appréhender le droit dans les livres mais de déconstruire les stéréotypes genrés qui freinent durablement l'atteinte d'une égalité substantielle sur le terrain et dans les esprits. Alors que nos cohortes étudiantes sont majoritairement composées de jeunes femmes se destinant à embrasser une carrière juridique et appelées à dessiner l'avenir de nos sociétés, ce travail est une nécessité.»

At the international level, the rights of the “other half of humanity” are still characterized by precariousness. My goal is to take women out of the invisibility to which both history and the current working of societies have relegated them. For that purpose, it is not enough to look at law in books, but one must also deconstruct the gender-based stereotypes that impede, both in people's minds and on the ground, the achievement of substantive equality. At a moment in time where the majority of our students are young women who wish to embrace a legal career and to participate in the (re)building of our societies, I see such work as responding to a dire social need.”



L'accès au droit et à la justice

Access to law and justice

Accès au droit et régulation sociale

Pierre Noreau, PROFESSEUR TITULAIRE

« Mes travaux sont essentiellement inspirés par la sociologie du droit. On y développe l'idée que le droit est d'abord et avant tout un système de régulation sociale. Aussi, au-delà de la conception que nous entretenons souvent d'un droit abstrait fondé sur un lexique et une grammaire particulière, le droit peut être défini comme un fait social. Ses fonctions se déclinent alors de multiples façons. Abordé comme outil d'intervention de l'État il agit comme mécanisme de l'action publique. Dans une perspective plus globale, il intervient comme mécanisme d'ajustement mutuel des attentes et des comportements, sinon comme mécanisme de gestion des différends. Abordé dans ses significations diverses, il porte les valeurs de la société. Mes travaux actuels portent sur la capacité du droit de porter le changement et sur les conditions d'accès au droit et à la justice. »

Access to law and social regulation

Pierre Noreau, FULL PROFESSOR

"My work is essentially inspired by the sociology of law. It develops the idea that the law is first and foremost a social regulation instrument. From that perspective, beyond its frequent representation as a system of abstract rules based on a particular lexicon and grammar, the law may be defined as a social fact. It also has several functions. Envisaged as a social engineering tool, law is a governmental action mechanism. From a broader perspective, it encourages the mutual adjustment of expectations and behaviors, in addition to serving as dispute management mechanism. Ultimately, it bears the values of society. My current work focuses on the law's ability to act as a vector of change and on the conditions of access to law and justice."



Modes alternatifs de règlement des différends

Marie-Claude Rigaud, PROFESSEURE AGRÉGÉE

« Mes recherches et mon enseignement portent sur les modes privés de prévention et de règlement des différends, principalement l'arbitrage et la médiation, dans une perspective transnationale et interne, ainsi que sur l'éthique et la déontologie professionnelle. En ce qui concerne la justice privée, je me suis particulièrement intéressée aux phénomènes de transnationalisation du droit, surtout procédural, ainsi qu'à la notion de syncrétisme juridique. Depuis quelques années, mes travaux m'ont conduite à m'interroger sur la place que prend la médiation dans plusieurs sphères du commerce et de la réglementation, et plus récemment sur le rôle de l'expert dans l'instance civile et dans la justice privée. Mon approche est résolument multisectorielle, lorsque, par exemple, je m'interroge sur la place de l'éthique et la déontologie au sein de la justice privée, sur l'avenir des professions juridiques, sur leur réglementation et prochainement sur l'impact qu'aura l'intelligence artificielle sur celles-ci. »

Alternative dispute resolution

Marie-Claude Rigaud, ASSOCIATE PROFESSOR

"My research and teaching activities focus on private methods of dispute prevention and resolution, mainly arbitration and mediation, from a transnational and local perspective, as well as on ethics and professional ethics. With regard to private justice, I have been particularly interested in the phenomena of the transnationalization of law, especially in procedural law, as well as in the notion of legal syncretism. For some years now, my work leads me to question the place of mediation in several spheres of trade and regulation, and more recently, on the role of the expert in civil proceedings and private justice. My approach is firmly multi-sectoral, when, for example, I question the place of ethics and deontology in private justice, on the future of legal professions and their regulations, and soon on the impact of artificial intelligence."



L'accompagnement des évolutions sociales

Droit de la famille, droit de l'enfant et droit animalier

Alain Roy, PROFESSEUR TITULAIRE

« Je me spécialise en droit de la famille, en droit de l'enfant et en droit animalier. Les travaux de recherche sur la réforme du droit de la famille que je poursuis depuis mes études doctorales m'ont amené à jouer un rôle de premier plan auprès des autorités gouvernementales. Après avoir agi à titre d'expert du procureur général du Québec dans l'affaire connue du grand public sous le nom de *Éric c. Lola*, dont la Cour suprême du Canada a disposé en 2013, j'ai assumé la présidence du Comité consultatif sur le droit de la famille à la demande du ministre de la Justice du Québec (2013-2015). Déposé en 2015, le rapport du Comité, connu sous le nom de « rapport Roy », contient 82 recommandations visant à réformer globalement le droit de la famille québécois, tant dans son volet conjugalité que filiation. Au printemps 2019, la nouvelle ministre de la Justice, Sonia LeBel, a annoncé son intention d'amorcer le processus de réforme sur la base des recommandations du rapport Roy et m'a demandé d'agir à titre d'expert-conseil auprès d'elle. »

Supporting social evolutions

Family law, children's rights, animal rights

Alain Roy, FULL PROFESSOR

*"I specialize in family law, children's rights and animal rights. The research on family law reform that I have been pursuing since my doctoral studies has allowed me to play a leading role with governmental authorities. After having served as expert for the Attorney General of Quebec in the well-known case *Éric vs. Lola*, which was decided in 2013 by the Supreme Court of Canada, I chaired the Advisory Committee on Family Law at the request of the Quebec Minister of Justice (2013-2015). The Committee's report, published in 2015 and also known as the "Roy Report", contains 82 amendment proposals to Quebec family law, encompassing questions pertaining to both conjugal and filiation. In the spring of 2019, the new Minister of Justice, Sonia LeBel, announced her intention to launch a formal reform process based on the recommendations of the Roy report and asked me to act as her consultant."*

Innov Innovating

Les chercheurs de la Faculté repoussent les frontières de la pensée juridique, révélant des usages et des visages du droit dont on n'aurait souvent pu soupçonner l'existence. En fait, la Faculté est depuis longtemps un incubateur d'innovations théoriques. Dans le monde civiliste et francophone, c'est en ses murs que l'analyse économique du droit a d'abord obtenu droit de cité. De même, la sociologie du droit, longtemps tenue pour un corps étranger dans les facultés de droit, y a été pratiquée bien avant qu'elle le soit ailleurs. Les chercheurs de la Faculté se sont aussi préoccupés de conjuguer théorie et pratique, notamment en cherchant à voir comment les innovations technologiques pouvaient être mises à contribution pour renforcer l'État de droit. C'est ainsi qu'il y a près de trente ans, des chercheurs de la Faculté mobilisaient des outils informatiques alors encore embryonnaires pour améliorer l'accès au droit. Sous les auspices du LexUM, ces pionniers développèrent la technologie qui allait donner naissance au moteur de recherche qui est maintenant le plus connu au Canada : CanLII. D'autres furent pour leur part les premiers à se pencher sur la régulation d'un entité alors nouvelle – le cyberspace – qui fait maintenant partie de la vie quotidienne de tous les citoyens.

Scholars at the law school are pushing back the boundaries of legal thought, revealing unsuspected uses and faces of the law. In fact, the Faculty has long served as an incubator of cutting-edge theoretical innovations. It is the place where law and economics made its first steps in a civil law and francophone environment. It is also the place where the sociology of law, long regarded as a foreign body in most law schools, was practiced long before it was elsewhere. Researchers at the Faculty have also long been concerned about combining theory and practice, for example by seeking to figure out how technological innovations could be used to strengthen the Rule of Law. This explains why, about thirty years ago, Faculty scholars were already using embryonic computing tools in order to improve access to law. Under the auspices of LexUM, these pioneers developed the technology that would give birth to what later became the best-known legal research platform in Canada: CanLII. At the same time, some of their colleagues were the first to look into the regulation of a then new concept - cyberspace - which is now part of the everyday life of all citizens.

This pioneering spirit is still present at the Faculty, which hosts the Cyberjustice Laboratory, a unique research infrastructure harnessing the potential of artificial intelligence to increase access to justice. Since its creation in 2010, the Laboratory's team has been analyzing the impact of technologies on justice, and developing promising, concrete technological tools adapted to the reality of judicial systems. The Lab's work boosted multiple research projects focusing on the legal, regulatory, and ethical issues stemming from innovation, science, and technology in areas such as biotechnology and health care, as well as information technologies.

Cet esprit pionnier vit toujours à la Faculté qui héberge le Laboratoire de cyberjustice, infrastructure de recherche unique au monde visant à harnacher les possibles de l'intelligence artificielle afin d'accroître l'accès à la justice. Depuis sa création en 2010, l'équipe du Laboratoire analyse l'incidence des technologies sur la justice et développe des outils technologiques prometteurs, concrets et adaptés à la réalité des systèmes judiciaires. Les travaux du laboratoire ont donné l'impulsion à une multitude de projets de recherche parallèles visant à réfléchir plus largement aux enjeux légaux, réglementaires et éthiques de l'innovation, de la science et des technologies dans des domaines tels que les biotechnologies et la santé ou encore les technologies de l'information.



Cyberjustice et intelligence artificielle

Karim Benyekhlef, PROFESSEUR TITULAIRE

« Depuis leurs premiers balbutiements, c'est-à-dire il y a maintenant plus de 30 ans, je m'intéresse au croisement des champs du numérique et du droit. Cet intérêt m'a conduit à étudier en profondeur les incidences de la technologie sur le droit, et ce, tant à travers les questions de protection de la vie privée que celles des modes de résolution en ligne des conflits. La question des mutations du droit induites par les technologies et la mondialisation constitue un autre angle de mes travaux. Croyant que la recherche se doit d'aller à la rencontre des enjeux du monde actuel, j'ai fondé en 2010 le Laboratoire de Cyberjustice. L'ambition de celui-ci est de produire des connaissances relatives aux impacts des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle sur la justice, mais également de développer des outils logiciels permettant d'apporter des solutions concrètes aux défis qu'apportent les profondes mutations liées à l'émergence de la société numérique. Pour ce faire, mon équipe multidisciplinaire et ses nombreux partenaires, alliant juristes, informaticiens, sociologues, entrepreneurs et agents gouvernementaux, s'appliquent à étudier l'introduction des technologies dans le monde de la justice et à la mise en place de guides de meilleures pratiques, ainsi qu'à développer une nouvelle génération de logiciels en code ouvert dont un Tribunal virtuel, des plateformes de règlement en ligne des conflits ou des Chatbots juridiques pour les citoyens, autant d'outils permettant de mettre la technologie au service de la justice et d'améliorer l'accès à cette dernière. »

Cyberjustice and artificial intelligence

Karim Benyekhlef, FULL PROFESSOR

“For more than 30 years, I have been examining the intersections between the digital world and the law. This interest led me to initiate an in-depth study of the impact of technology on the law, through the lens of both privacy protection and online dispute resolution methods. The question of the changes affecting law and induced by technologies and globalization is another line of inquiry that I pursue. Driven by the vision that research must meet the current challenges faced by our societies, I founded in 2010 the Cyberjustice Laboratory. The Laboratory's vision is to produce knowledge on the impacts of new technologies and artificial intelligence on justice, and to develop software tools intended to provide concrete solutions to the challenges raised by the substantial changes associated with the emergence of the digital society. To this end, my multidisciplinary team and its many partners, including lawyers, computer scientists, sociologists, entrepreneurs and government bodies, combine forces in order to examine the introduction of technologies in the world of justice and the implementation of best practices guides, as well as to develop a new generation of open source software including a virtual court, online dispute resolution platforms or legal Chatbots for citizens, all aiming at putting technology at the service of justice as well as to improve its accessibility.”



Droit et politiques de la santé

Catherine Régis, PROFESSEURE TITULAIRE

« Mon champ d'expertise est le droit et les politiques de la santé, tant à l'échelle nationale qu'internationale. À titre d'exemple, j'effectue des recherches sur l'intelligence artificielle en santé, l'incidence de l'Organisation mondiale de la santé sur le développement du droit interne et le renouveau du professionnalisme médical au travers de nouvelles modalités d'interaction entre les acteurs du système de santé (pratiques collaboratives de soins, patients accompagnateurs, partenariats préventifs en santé, etc.). Ce domaine du droit m'intéresse particulièrement parce qu'il cherche à valoriser la dignité humaine et évolue dans le cadre effervescent de l'innovation dans les soins et les services de santé. Pour mener à bien ces travaux, je détiens une Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé ainsi qu'un laboratoire de recherche transdisciplinaire de pointe qui fédère des recherches sur les grands enjeux qui caractérisent les systèmes de santé contemporains. »

Health Law and Policy

Catherine Régis, FULL PROFESSOR

“My field of expertise is health law and policy, both nationally and internationally. As examples, I am doing research on artificial intelligence in health, the impact of the World Health Organization on the development of domestic law, and the revival of medical professionalism through new methods of interactions between actors of the health system (collaborative practices of care, patient companions, preventive partnerships in health, etc.). This area of the law is of particular interest to me because it seeks to promote human dignity and evolves in the effervescent context of innovation in health care and services. To carry out this work, I hold a Canada Research Chair in Collaborative Culture in Health Law and Policy, as well as an interdisciplinary research laboratory that shapes research on the major issues relating to contemporary health systems.”



Les acteurs de la recherche *Research Stakeholders*

Corps professoral (2014 – 2019)
Our Professors (2014 – 2019)

Harith Al-Dabbagh Professeur agrégé Associate Professor	Miriam Cohen Professeure adjointe Assistant Professor	Vincent Gautrais Professeur titulaire Full Professor	Noura Karazivan Professeure agrégée Associate Professor	Guy Lefebvre Professeur titulaire Full Professor	Sophie Morin Professeure agrégée Associate Professor	Catherine Régis Professeure titulaire Full Professor	Gilles Trudeau Professeur titulaire Full Professor
Stéphane Beaulac Professeur titulaire Full Professor	Paul Daly Professeur agrégé (2012-2016) Associate Professor (2012-2016)	Ysolde Gendreau Professeure titulaire Full Professor	Konstantia Koutouki Professeure titulaire Full Professor	Violaine Lemay Professeure titulaire Full Professor	Nanette Neuwahl Professeure titulaire (2001-2018) Full Professor (2001-2018)	Marie-Claude Rigaud Professeure agrégée Associate Professor	Pierre Trudel Professeur titulaire Full Professor
Karim Benyekhlef Professeur titulaire Full Professor	Sibidi Emmanuel Darankoum Professeur titulaire Full Professor	Gérald Goldstein Professeur titulaire Full Professor	Diane Labrèche Professeure titulaire (1977-2018) Full Professor (1977-2018)	Thérèse Leroux Professeure titulaire (1987-2019) Full Professor (1987-2019)	Pierre Noreau Professeur titulaire Full Professor	Stéphane Rousseau Professeur titulaire Full Professor	Daniel Turp Professeur titulaire Full Professor
Julie Biron Professeure agrégée Associate Professor	Patrice Deslauriers Professeur titulaire Full Professor	Marie-Annick Grégoire Professeure agrégée Associate Professor	Pierre-Claude Lafond Professeur titulaire Full Professor	Didier Lluelles Professeur titulaire Full Professor	Hugues Parent Professeur titulaire Full Professor	Alain Roy Professeur titulaire Full Professor	Martine Valois Professeure agrégée Associate Professor
Anne-Marie Boisvert Professeure titulaire Full Professor	Renée-Claude Drouin Professeure titulaire Full Professor	Matthew P. Harrington Professeur titulaire Full Professor	Suzanne Lalonde Professeure titulaire Full Professor	Amissi Melchiade Manirabona Professeur agrégé Associate Professor	Catherine Piché Professeure agrégée Associate Professor	Jeffrey A. Talpis Professeur titulaire Full Professor	Nicolas Vermeys Professeur agrégé Associate Professor
Élise Charpentier Professeure titulaire Full Professor	Isabelle Duplessis Professeure titulaire Full Professor	Jean Héту Professeur titulaire (1972-2017) Full Professor (1972-2017)	Pierre Larouche Professeur titulaire Full Professor	Derek McKee Professeur agrégé Associate Professor	Danielle Pinard Professeure titulaire Full Professor	Hugo Tremblay Professeur agrégé Associate Professor	Han-Ru Zhou Professeur agrégé Associate Professor
Johanne Clouet Professeure adjointe Assistant Professor	Jean-François Gaudreault-DesBiens Professeur titulaire Full Professor	France Houle Professeure titulaire Full Professor	Jean Leclair Professeur titulaire Full Professor	Benoît Moore Professeur titulaire (2000-2017) Full Professor (2000-2017)	Hervé A. Prince Professeur agrégé Associate Professor	Luc B. Tremblay Professeur titulaire Full Professor	Hélène Trudeau Professeure agrégée Associate Professor
			Brigitte Lefebvre Professeure titulaire Full Professor	Michel Morin Professeur titulaire Full Professor	Annick Provencher Professeure agrégée Associate Professor		



Les lieux de la recherche *Locī of Research*

Au-delà des professeurs individuels effectuant leurs activités de recherche, des organes existent au sein de la Faculté de droit qui visent à impulser une dynamique collaborative et à favoriser le rayonnement de la recherche qui y est réalisée. Il s'agit des Centres, des Chaires, des Laboratoires, des Cliniques, etc., tous d'importants vecteurs de réalisation et de diffusion de cette recherche de pointe.

The Faculty hosts many structures intended to induce collaboration between scholars and promote research. These Centers, Chairs, Laboratories, Legal Clinics, etc., play an important role in carrying out and disseminating the cutting-edge research produced at the law school.





Centre de recherche en droit public (CRDP)

DIRECTEUR : Vincent Gautrais

DIRECTEUR PRÉCÉDENT : Karim Benyekhlef

Les travaux menés par les chercheurs du CRDP depuis sa fondation en 1962 portent sur les formes contemporaines du droit, sur ses conditions d'émergence et sur ses rapports avec les autres formes de normativité et de régulation sociale. La mission du CRDP de « favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif » a évolué au fil du temps et comprend désormais l'étude d'un large éventail de thèmes relatifs au droit contemporain autour de trois axes thématiques de recherche : Droit et nouveaux rapports sociaux, Droit et technologies de l'information et des communications ainsi que Droit, santé et développement durable. Le CRDP est le plus grand centre de recherche en droit au Canada.

www.crdp.umontreal.ca

 @crdp_udem

Public Law Research Center (CRDP)

DIRECTOR : Vincent Gautrais

PREVIOUS DIRECTOR : Karim Benyekhlef

Research activities carried out at the CRDP focus on contemporary manifestations of law, its conditions of emergence, and its relation to other forms of normativities and social regulation. The CRDP's initial mission of "fostering and organizing research in public law, particularly in constitutional and administrative law" has evolved and now includes the study of a wide range of contemporary topics federated around three axes: Law and New Social Relations, Law and Information and Communication Technologies, as well as Law, Health and Sustainable Development. Established in 1962, the CRDP is the largest law research center in Canada.



Un projet lié au CRDP Accès au droit et à la justice (ADAJ)

DIRECTEUR : Pierre Noreau

ADAJ aborde l'accès au droit et à la justice en fonction de trois axes distincts : la connaissance et la conscience du droit en tant que composantes de la citoyenneté, l'adaptation des pratiques professionnelles et des contraintes organisationnelles de justice à l'état des rapports sociaux ainsi que la légitimité publique et politique des institutions juridiques et judiciaires contemporaines. Exploités de façon complémentaire, ces trois axes structurent la coopération entre chercheurs universitaires et acteurs du monde juridique. ADAJ part du constat, désormais indiscutable, que l'accès à la justice connaît depuis longtemps des ratés et qu'il urge d'y remédier.

www.adaj.ca

 @ADAJ_udem

A CRDP-affiliated project Access to law and justice (ADAJ)

DIRECTOR: Pierre Noreau

ADAJ examines access to law and justice through three distinct lenses: knowledge and awareness of law as components of citizenship, the adaptation of professional practices and organizational constraints of justice to the state of social relations, as well as the public and political legitimacy of contemporary legal and judicial institutions. Envisaged as complementary, these three axes shape the cooperation between academic researchers and legal professionals. ADAJ's premise is the undeniable fact that access to justice has long been lagging and that there is an urgent need to remedy to this situation.



Centre de droit des affaires et du commerce international (CDACI)

DIRECTEUR : Hervé Prince

DIRECTEUR PRÉCÉDENT : Stéphane Rousseau

En plus des recherches consacrées aux méthodes de règlement des différends, à l'analyse économique du droit et au droit de la sécurité et du commerce électronique, les travaux du CDACI s'articulent autour de trois axes de recherche ayant trait à la gouvernance des sociétés et des marchés financiers, les relations économiques internationales et le droit ainsi que le droit et le développement.

Center for Business Law and International Trade (CDACI)

DIRECTOR: Hervé Prince

PREVIOUS DIRECTOR : Stéphane Rousseau

In addition to research activities ranging from the resolution of legal disputes to law and economics, as well as e-commerce law, the CDACI' research activities focus on three main topics relating to corporate and financial markets governance, international economic relations, as well as law and development.

www.cdaci.ca



Chaire en gouvernance et droit des affaires

Chaire en gouvernance et droit des affaires

TITULAIRE : Stéphane Rousseau

La Chaire vise à étudier les problématiques reliées au droit des affaires et du commerce international et à proposer des solutions pouvant y répondre de façon efficace. Elle vise également à assurer la formation de juristes et de chercheurs capables d'affronter la concurrence et aptes à devenir des chefs de file dans leur domaine. La Chaire vise enfin à favoriser la coopération entre les milieux où évoluent les acteurs du droit des affaires et du commerce international.

Governance and Business Law Chair

CHAIRHOLDER: Stéphane Rousseau

The Chair examines the most salient challenges relating to business law and international trade law, about which it seeks to provide efficient solutions. Through the training it offers to lawyers and researchers, it strives to enable them to become leaders in their field. Lastly, the Chair facilitates cooperation within sectors where actors of business law and international trade evolve and interact.

www.droitdesaffaires.ca



Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé (CRCCCDPS)

TITULAIRE : Catherine Régis

L'objectif général de la Chaire sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé est de mieux comprendre et de modéliser le défi de la collaboration au sein des systèmes de santé, un enjeu ayant des retombées concrètes et notables sur leur viabilité. Outre les contributions scientifiques qui en découlent, la Chaire fournit un tremplin pour communiquer des idées, provoquer des débats et susciter des collaborations inédites. La Chaire propose un environnement stimulant pour la formation des étudiants et chercheurs postdoctoraux en droit et politiques de la santé et réunit des intervenants du milieu académique, professionnel, gouvernemental, corporatif et des institutions de la société civile interpellés par le défi de la collaboration.

www.chairesante.ca

@chaire_sante

Canada Research Chair in Collaborative Culture in Health Law and Policy (CRCCCDPS)

CHAIRHOLDER: Catherine Régis

The general objective of the Canada Research Chair in Collaborative Culture in Health Law and Policy is to better understand the challenge of collaboration in healthcare systems, an issue having real and perceptible impacts on their sustainability. Above and beyond its scientific output, the Chair also acts as a springboard to communicate ideas, trigger discussions, and foster unexpected collaborations. It offers a stimulating environment for the training of students and post-doctoral researchers in the area of health policy and law, and brings together stakeholders from academic, professional, governmental, corporative, and institutional civil society circles faced with the challenge of collaboration.

Un projet lié à la CRCCDPS le Hub santé : politique, organisations et droit (H-POD)

CO-DIRECTRICE : Catherine Régis

Le regroupement volontaire des chercheurs qui composent le H-POD a pour objectif de développer des connaissances transdisciplinaires de pointe et une perspective comparative sur les grands enjeux qui marquent l'évolution des systèmes de santé contemporains, comme l'innovation numérique et le renouveau du professionnalisme médical. Le H-POD mise sur des collaborations étroites avec des décideurs gouvernementaux, gestionnaires et praticiens afin d'amplifier la portée de la recherche. Les étudiants et chercheurs – nationaux et internationaux – y trouvent un milieu de recherche et de formation stimulant ainsi que des forums d'échanges avec les milieux de pratique et de décision.

www.h-pod.ca

 @H__POD_

A CRCCDPS-affiliated project the Health Hub: Policy, Organizations and Law (H-POD)

CO-DIRECTOR: Catherine Régis

H-POD researchers collaborate on a voluntary basis with a view to developing cutting-edge transdisciplinary knowledge and a comparative perspective on the key issues that mark the evolution of contemporary health systems, such as digital innovation and the renewal of medical professionalism. The H-POD relies on a close collaboration between government decision-makers, administrators, and practitioners in order to expand the scope of its research. The H-POD provides students and researchers – both from Canada and abroad– with a stimulating research and training environment, as well as a forum for sharing knowledge with practitioners and decision-makers.



Chaire du notariat

TITULAIRE : Jeffrey Talpis

TITULAIRE PRÉCÉDENTE : Brigitte Lefebvre

La mission de la Chaire est de soutenir le développement et le rayonnement de l'institution du notariat et de la profession de notaire. Les moyens privilégiés à ces fins sont multiples et comprennent, notamment, la réalisation d'études, l'organisation de conférences, l'attribution de bourses et la promotion d'échanges internationaux.

Notarial Chair

CHAIRHOLDER: Jeffrey Talpis

PREVIOUS CHAIRHOLDER : Brigitte Lefebvre

The Chair supports the development and promotion of the institution and profession of notary. Its multiple activities include research and the dissemination of knowledge through conferences, awarding scholarships and promoting international exchanges.

www.chairedunotariat.gc.ca

 @ChaireNotariat



Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil

TITULAIRE : Brigitte Lefebvre

TITULAIRE PRÉCÉDENT : Benoît Moore

La Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil vise à promouvoir l'enseignement et la recherche comparative en droit civil et à contribuer au rayonnement international du droit civil québécois.

Jean-Louis Baudouin Chair in Civil Law

CHAIRHOLDER: Brigitte Lefebvre

PREVIOUS CHAIRHOLDER : Benoît Moore

The Jean-Louis Baudouin Chair in Civil Law promotes teaching and comparative research in the field of civil law; it also seeks to expand the international influence of Quebec civil law.

www.chairejlb.ca

 @ChaireJLB



Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique

TITULAIRE : Vincent Gautrais
TITULAIRE PRÉCEDENT : Pierre Trudel

La Chaire L.R. Wilson consacre ses activités à l'étude des mutations du droit et des autres normativités encadrant les échanges dans le cyberspace. Elle vise à mieux comprendre l'adaptation du droit actuel en vue d'encadrer le commerce électronique et les autres échanges dans le cyberspace, d'accroître l'expertise portant sur les contrats, la propriété intellectuelle, les droits des personnes, la prévention et la résolution des conflits dans le cyberspace, et de développer des stratégies pour assurer le bon déroulement des activités du commerce électronique et des autres interactions sur internet.

L.R. Wilson Chair in Information Technologies and E-Commerce Law

CHAIRHOLDER: Vincent Gautrais
PREVIOUS CHAIRHOLDER: Pierre Trudel

The L.R. Wilson Chair looks at the changes occurring in law and in other normative systems framing interactions within the cyberspace. The Chair's objectives are to examine how existing law adapts to regulate e-commerce and other exchanges on the Internet; to increase expertise with respect to contracts, intellectual property, human rights, and dispute prevention and resolution in cyberspace; and to develop strategies that allow for the successful conduct of e-commerce and other activities on the Internet, including online mediation and arbitration.



Chaire LexUM en information juridique

TITULAIRE : Karim Benyekhlef
TITULAIRE PRÉCEDENT : Daniel Poulin

La Chaire LexUM favorise l'information juridique, l'accès à la justice ainsi que la recherche en informatique juridique. Pour cela, la Chaire poursuit et étend les collaborations établies par le laboratoire Lexum en informatique juridique et par le Laboratoire de cyberjustice avec les principaux intervenants du monde juridique, qu'ils proviennent des milieux gouvernementaux, industriels ou professionnels. La Chaire s'intéresse également aux enjeux sociaux et juridiques des développements en informatique juridique.

LexUM Chair on Legal Information

CHAIRHOLDER: Karim Benyekhlef
PREVIOUS CHAIRHOLDER: Daniel Poulin

The LexUM Chair promotes legal information, access to justice and research in legal informatization. To this end, the Chair pursues and extends the existing collaborations established by the Lexum Laboratory in legal computing and the Cyberjustice Laboratory with key players in this field, be they from governmental, industrial or professional circles. The Chair also examines the social and legal issues raised by the new developments in the field of legal computing.

www.chairelrwilson.ca

 @ChaireLRWilson

www.chairelexum.ca

 @ChaireLexUM



Laboratoire de cyberjustice

DIRECTEUR : Karim Benyekhlef

L'équipe du Laboratoire analyse l'incidence des technologies sur la justice et développe des outils technologiques concrets et adaptés à la réalité des systèmes judiciaires. Bénéficiant d'une expertise universitaire et multidisciplinaire, l'équipe du Laboratoire est animée par plusieurs étudiants dynamiques ainsi que par des chercheurs et professionnels qualifiés. En plus de son équipe permanente, établie à l'Université de Montréal, l'expertise du Laboratoire s'étend à l'échelle mondiale : son équipe internationale rassemble plus d'une vingtaine d'universités et de centres de recherche, 45 chercheurs et 42 partenaires. L'infrastructure de recherche du Laboratoire est composée d'une salle d'audience à la fine pointe de la technologie pour la tenue de procès et de simulations, un laboratoire informatique, une régie audiovisuelle et une salle des serveurs où sont développés les modules logiciels, et finalement une salle d'audience mobile, hébergée à l'Université McGill, pour l'étude des incidences de l'utilisation de la visioconférence et des échanges d'information à distance dans un contexte judiciaire.

www.cyberjustice.ca

 @cyberjusticeLab

Cyberjustice Laboratory

DIRECTOR: Karim Benyekhlef

The Laboratory analyses the impact of technologies on justice and develops concrete technological tools adapted to the reality of justice systems. Benefitting from a multidisciplinary academic expertise, the Laboratory's team is energized by a number of dynamic students as well as by seasoned researchers and professionals. In addition to its permanent team at the University of Montreal, the Laboratory can rely on a pool of experts located around the world: its international team brings together 20 universities and research centres, 45 researchers and 42 partners. The Laboratory's research infrastructure includes a courtroom for holding trials and simulations which uses cutting-edge technologies, a computer lab, an audiovisual control, a server room where software modules are developed, and a mobile courtroom hosted at McGill University for measuring the implications of the use of videoconferencing and remote information exchange in a judicial context.

Trois projets liés au Laboratoire de cyberjustice

Plateforme d'aide au règlement des litiges en ligne (PARLe)

La plateforme PARLe du Laboratoire de cyberjustice fut à l'honneur du Prix 2018 pour la gestion innovatrice (parrainé par IBM) de l'Institut d'administration publique du Canada (IPAC) qui a décerné la médaille d'or à la collaboration entre l'Office ontarien du secteur des condominiums (OOSC) et le Laboratoire de cyberjustice pour le lancement réussi du premier tribunal entièrement en ligne du Canada : le Tribunal de l'autorité du secteur des condominiums de l'Ontario (TASC).

PARLe fournit aux justiciables un nouvel outil pour favoriser le règlement des litiges grâce à un accompagnement personnalisé sur une plateforme accessible 24/7.

JusticeBot le droit locatif vulgarisé au service des citoyens

Le Laboratoire de cyberjustice a lancé, en collaboration avec différents partenaires, un logiciel alimenté par l'intelligence artificielle qui permettra aux usagers un meilleur accès au droit et à la jurisprudence en matière de droit locatif. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un chantier plus large d'Autonomisation des acteurs judiciaires par la cyberjustice et l'intelligence artificielle. « JusticeBot » permettra donc de renseigner les locateurs et locataires quant à leurs droits et obligations relativement à un bail d'habitation et aux chances de succès de certains recours que ces derniers souhaiteraient tenter en se basant sur les décisions de la Régie du logement, le tribunal compétent pour juger des différends entre propriétaires et locataires au Québec.

Autonomisation des acteurs judiciaires par la cyberjustice et l'intelligence artificielle (AJC)

AJC peut compter sur une équipe multidisciplinaire et internationale composée de 45 chercheurs et de 42 partenaires représentant des centres de recherche, des institutions publiques, des professionnels du droit et des acteurs du secteur privé. AJC s'étalera sur six ans selon quatre étapes, soit l'inventaire des cas d'application de l'IA pour la justice, l'évaluation de leur impact au regard de l'autonomisation des acteurs judiciaires, le développement des meilleures pratiques à suivre pour préserver les intérêts des parties ainsi que l'élaboration d'un cadre de gouvernance capable de garantir une utilisation équitable de l'IA pour la justice.

www.ajcact.org

Three projects related to the Cyberjustice Laboratory

Online Dispute Reduction Platform (PARLe)

The PARLe platform of the Cyberjustice Laboratory has been honoured with the reception of the 2018 Award for Innovative Management, sponsored by IBM and issued by the Institute of Public Administration of Canada (IPAC). IPAC has awarded the Gold Medal for the collaboration between The Condominium Authority of Ontario (CAO) and the Cyberjustice Laboratory, which culminated in the successful launch of Canada's first fully online court: The Condominium Authority Tribunal (CAT).

PARLe provides litigants with a new tool to facilitate the resolution of disputes through personalized support throughout each step of the process on a platform accessible 24/7.

JusticeBot housing law made intelligible for the public

The Cyberjustice Laboratory launched, together with several partners, a computer software using artificial intelligence to provide a gateway to housing legislation and jurisprudence for the public. This project is part of a broader one dealing with "Autonomy of judicial actors through Cyberjustice technologies and artificial intelligence". "JusticeBot" will provide landlords and tenants with information about their rights and obligations with respect to residential leases, as well as indications on the outcome of previous similar cases decided by the Régie du logement, the tribunal responsible for landlord-tenant disputes in Québec.

Autonomy of judicial actors through cyberjustice technologies and artificial intelligence (AJC)

AJC's international and multidisciplinary team counts 45 researchers and 42 partners from research centers, public organizations, legal professionals, as well as the private sector. AJC Project will span six years and four stages, namely, an inventory of situations where AI is used in justice, an evaluation of the impact of those situations with respect to enhancing the autonomy of justice stakeholders, the development of best practices for protecting parties' interests, and the elaboration of a governance framework to guarantee fair use of AI for justice.

www.ajcact.org



Justicia

CO-FONDATEURS :

Karim Benyekhlef, Jean-François Gaudreault-DesBiens, Catherine Régis

Faisant écho au lancement de la Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle, les travaux de Justicia visent à influencer sur le développement de politiques publiques dans ce domaine et se déclinent en divers sous-chantiers de recherche définis en fonction des domaines du droit interpellés par l'IA, notamment, l'accès à la justice, le droit de la santé, ou encore la gouvernance algorithmique.

Justicia

CO-FOUNDERS:

Karim Benyekhlef, Jean-François Gaudreault-DesBiens, Catherine Régis

Following the launch of the Montreal Declaration for a Responsible Development of Artificial Intelligence, the implementation of Justicia aims to boost the development of public policies in the field of AI through various sub-projects defined according to the areas of law affected by AI, including access to justice, health law, and algorithmic governance.

Laboratoire sur les actions collectives

DIRECTRICE : Catherine Piché

La création d'une structure sur les actions collectives a été rendue nécessaire par la forte croissance de tels recours depuis leur admission en droit québécois il y a plus de trente ans, jumelée à un désengagement progressif du Fonds d'aide aux recours collectifs dans sa mission de diffusion de l'information auprès des justiciables. Le laboratoire contribue largement à diffuser des connaissances sur le recours collectif de même qu'à stimuler l'enseignement de ce droit. Le Laboratoire travaille également à l'établissement d'une clinique alliant formation des étudiants impliqués dans de réels dossiers de recours collectifs et soutien juridique aux victimes.

Class Actions Laboratory

DIRECTOR: Catherine Piché

The Laboratory responds to a substantial rise of class actions since the adoption, more than 30 years ago, of a legislation authorizing class actions in Quebec, and to a gradual disengagement from the class action fund (Fonds d'aide aux recours collectifs) in its mission to provide information to litigants. The Laboratory plays an important role in disseminating knowledge on class actions as well as stimulating teaching in this field. The Laboratory is also working on the implementation of a legal clinic combining training for students in real class action cases and legal support for victims.

www.classactionslab.ca



RéForMa

CO-FONDATEURS :

Nabil Antaki, Renée-Claude Drouin, Pierre-Claude Lafond, Catherine Piché, Catherine Régis, Marie-Claude Rigaud et Nicolas Vermeys

Le groupement RéForMa vise à promouvoir la réflexion et la recherche sur le rôle et l'importance des modes alternatifs de résolution des conflits au sein de notre système de justice et de notre société. A RéForMA se sont joints, au cours des années, la professeure Urwana Coiquaud des HEC, la juge Suzanne Courteau, la juge Hélène de Kovachich et Maître Nathalie Croteau. De ce groupement est né, entre autres, l'ouvrage *Régler autrement les différends*, qui fait figure de référence en la matière et qui en est maintenant à sa deuxième édition. RéForMa a également rendu possible la tenue de nombreuses conférences, de tables rondes et d'autres activités de formation destinées tant au milieu universitaire qu'aux professionnels du droit.

RéForMa

CO-FOUNDERS:

Nabil Antaki, Renée-Claude Drouin, Pierre-Claude Lafond, Catherine Piché, Catherine Régis, Marie-Claude Rigaud and Nicolas Vermeys

RéForMa promotes reflection and research on the important role played by alternative dispute resolution in our justice system and society. RéForMA was joined, over the years, by Professor Urwana Coiquaud from HEC, Justice Suzanne Courteau, Administrative Judge Hélène de Kovachich and M^e Nathalie Croteau. RéForMa's research projects notably led to the publication of « Régler autrement les différends », a book now considered as a reference in this field and currently in its second edition. RéForMa also initiated numerous conferences, roundtables and other training events for both academics and legal professionals.



Clinique de médiation de l'Université de Montréal (CMUM)

DIRECTRICE : Hélène de Kovachich

Issue de la mise en œuvre de l'axe 2 du projet ADAJ sur les pratiques judiciaires et l'accessibilité de l'institution judiciaire, la CMUM rassemble partenaires privés et institutionnels reconnus dans le domaine de la médiation afin d'accompagner ses étudiants bénévoles dans les différents volets d'activités de la Clinique. À terme, ces initiatives contribueront à la disponibilité de professionnels hautement qualifiés en modes de prévention et de résolution des différends, nécessaire au changement de la culture juridique au Québec, et in fine, au désengorgement du système judiciaire québécois, favorisant ainsi l'accès au droit et à la justice. Les activités de la CMUM en lien avec le développement de ces compétences sont elles-mêmes l'objet d'études dans le cadre du projet ADAJ.

Mediation Clinic of the University of Montreal (CMUM)

DIRECTOR: Hélène de Kovachich

Stemming from axis 2 of the ADAJ project on judicial practices and accessibility of the justice system, the CMUM brings together private and institutional partners recognized in the field of mediation to lead its volunteer students in the various aspects of the Clinic's activities. Ultimately, these initiatives will contribute to provide highly qualified professionals in the prevention and alternative resolution of disputes, to change Quebec's legal culture, and ultimately, to ease the workload of the province's judicial system, thus promoting access to law and justice. The activities of the CMUM in connection with the development of these skills are themselves the subject of research in the context of the ADAJ project.

www.cliniquemediation.openum.ca



PAPRICA et Clinique juridique PROFIL

DIRECTRICE : France Houle

« Annuellement, le programme de l'immigration économique permet d'accueillir des milliers de travailleurs étrangers sur le territoire canadien. Mais la discrimination dans l'emploi, l'évaluation de l'équivalence de leurs diplômes, l'accès au permis d'exercice d'une profession ou d'un métier sont au nombre des embûches les plus souvent citées à l'intégration de ces travailleurs. En 2015, je créais le Partenariat d'analyse sur les professions réglementées : inclusion, citoyenneté et accès (PAPRICA) pour se pencher sur ces questions. Composé de chercheurs universitaires et d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, PAPRICA a pour vocation de faire des recherches fondamentales et appliquées, en équipe pluridisciplinaire, afin de développer une compréhension qui soit la plus juste possible des problèmes auxquels les acteurs, naviguant dans ces systèmes réglementaires, sont quotidiennement confrontés. Une clinique juridique pour les professionnels formés à l'étranger, la Clinique juridique PROFIL, soutient l'exécution de ces travaux de recherche. Les interventions de la Clinique PROFIL faites, entres autres, auprès du Commissaire à l'admission aux professions, ont permis de régler des dossiers et d'ouvrir la voie vers une meilleure intégration des nouveaux arrivants. »

www.cliniquejuridiqueprofil.ca

PAPRICA and PROFIL Legal Clinic

DIRECTOR: France Houle

« Annually, the economic immigration program accommodates thousands of foreign workers in Canada. But discrimination in employment, problems pertaining to the evaluation of the equivalence of their degree, and access to a permit to practice a trade or profession figure among the most common barriers to the integration of these workers. In 2015, I created the Regulated Professions Analysis Partnership: Inclusion, Citizenship and Access (PAPRICA) to address these issues. Bringing together university researchers, governmental and non-governmental organizations, PAPRICA aims to carry out fundamental, applied and interdisciplinary research with a view to developing an understanding as accurate as possible of the problems these actors face daily while navigating in these regulations. The PROFIL Legal Clinic, a legal clinic for professionals trained abroad, supports the execution of this research work. Public interventions made by the PROFIL Clinic, including before the Commissioner for the admission to professions (Commissaire à l'admission aux professions), have led to the settlement of files and to open the way towards a more successful integration of newcomers. »

Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées (2006-2016)

TITULAIRE : Jean-François Gaudreault-DesBiens

Pendant dix ans, la Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées a exploré les rapports entre droit, politique et culture et, en se référant à des thèmes où les questions relatives au constitutionnalisme jouent un rôle central, a cherché à théoriser transversalement ces rapports sur la base d'une éthique juridique voulant à la fois mettre en évidence le rôle que joue le droit dans les processus de construction des identités, juridiques ou autres, et atténuer les conséquences potentiellement délétères des tentatives politiques d'instrumentalisation de ce droit.

Canada Research Chair in North American and Comparative Legal and Cultural Identities (2006-2016)

CHAIRHOLDER: Jean-François Gaudreault-DesBiens

For ten years, the Canada Research Chair on North American and Comparative Legal and Cultural Identities has explored the relationship between law, politics and culture, particularly in the field of constitutional law, and has sought to transversely theorize these relationships on the basis of a legal ethics aiming both at highlighting the role played by law in identity-building processes, whether legal or otherwise, and at mitigating the potentially deleterious consequences of political attempts to instrumentalize the law in such processes.

Chaire Jean Monnet en droit de l'Union Européenne (2008-2019)

TITULAIRE : Nanette Neuwahl

La Chaire Jean Monnet en droit de l'Union Européenne a impulsé la mise en place d'enseignements et d'activités scientifiques en droit de l'Union européenne au sein de la Faculté, permettant ainsi à ses étudiants aspirant à une carrière internationale de pratiquer le droit non seulement au Canada ou aux États-Unis, mais également en Europe.

Jean Monnet Chair on European Union Law (2008-2019)

CHAIRHOLDER: Nanette Neuwahl

The Jean Monnet Chair in European Union Law enabled the establishment of teaching and scientific activities in European Union law within the Faculty, thus enabling students who seek an international career to practice law, not only in Canada or the United States, but also in Europe.



La formation à la recherche *Research Training*

Le doctorat en droit

Le doctorat en droit vise à développer l'aptitude à concevoir et à mettre en oeuvre un projet de recherche d'envergure qui apporte une contribution originale à l'avancement des connaissances de la discipline juridique.

The Doctorate in Law

The Doctorate in Law seeks to develop the ability to design and implement a major research project that makes an original contribution to the advancement of legal knowledge.





Le doctorat en droit – option Innovation, science, technologie et droit

DIRECTEUR : Pierre Larouche

« En 2017, la Faculté a lancé une option en Innovation, Science, Technologie et Droit (ISTD) au sein de son programme doctoral. Les doctorants de l'option ISTD peuvent poursuivre des recherches approfondies, dans un contexte interdisciplinaire et transnational, sur des thèmes de pointe tels que l'usage de l'intelligence artificielle en droit; l'innovation sociale et la gestion des ressources naturelles; le cadre juridique des cités intelligentes; la réglementation de la FinTech; les problèmes juridiques reliés à la mobilité connectée et l'Internet des objets; l'intelligence artificielle et la responsabilité civile; la réglementation des médicaments; ou encore les implications juridiques de la médecine personnalisée, pour n'en nommer que quelques-uns. L'option ISTD comprend un cursus académique unique, conçu spécifiquement pour ce programme, avec un séminaire sur le droit et l'innovation et une école d'été internationale. Après avoir complété leur doctorat, les finissants et finissantes pourront essaimer dans d'autres institutions d'enseignement supérieur, ou alors se joindre à l'entreprise, à une autorité publique ou à un organisme de la société civile pour y jouer un rôle de premier plan dans l'innovation et dans son contexte socio-économique. »

The Doctorate in Law – Innovation, science, technology and law option

DIRECTOR : Pierre Larouche

“In 2017, the Faculty launched the Innovation, Science, Technology and Law (ISTD) option within its doctoral program. Doctoral students of the ISTD option enjoy the opportunity to pursue in-depth research, in an interdisciplinary and transnational context, on cutting-edge topics such as the use of artificial intelligence in law; social innovation and natural resources management; the legal framework governing smart cities; the regulation of FinTech; legal issues relating to connected mobility and the Internet of Things; artificial intelligence and civil liability; drug regulation; or the legal implications of personalized medicine, to name but a few. The ISTD option includes a unique academic curriculum specifically designed for this program, with a seminar on law and innovation and an international summer school. After completing their doctorate, graduates will be able to enter higher education institutions, corporations, public structures or civil society organizations and to play a leading role in innovation and the socio-economic contexts it unfolds.”



La formation à la recherche des étudiant.e.s au doctorat

Elizabeth Steyn, LL.D. 2018

Cassels Brock Fellow in Mining and Finance Law

Professeure adjointe, Faculté de droit, Western University

« En rétrospective, mes études doctorales à la Faculté de droit de l'Université de Montréal m'ont fourni un incubateur idéal pour la carrière professorale que je comptais plus tard embrasser. J'y ai ainsi vécu ce que peut être une relation enrichissante entre une étudiante et son directeur de thèse. On m'a également donné l'occasion d'enseigner un cours aux cycles supérieurs. J'ai en outre agi à titre de co-directeur en chef de deux revues juridiques étudiantes, ce qui m'a préparé à la responsabilité de supervision de la revue juridique étudiante que j'exerce maintenant en tant que professeure à l'Université Western. Les concours internes de bourses à l'Université de Montréal m'ont aussi permis de me faire la main à la préparation de demandes de subventions. De la même façon, un auxiliaire de recherche auprès de mon directeur de thèse, le professeur Jean-François Gaudreault-DesBiens, m'a familiarisée avec le fonctionnement des projets de recherche du CRSH, ce qui va m'aider lors de mes propres demandes de subvention. Grâce aux réseaux de recherche de mon directeur, j'ai également pu

Research training for doctoral students

Elizabeth Steyn, LL.D. 2018

Cassels Brock Fellow in Mining and Finance Law

Assistant Professor, Faculty of Law, Western University

“With hindsight, my doctoral studies at UdeM's Faculty of Law constituted a professorial internship par excellence: Here, I experienced first-hand how rich a supervisor-student relationship could be; as well, I had the occasion to teach at the graduate level. At UdeM I was Co-Editor in Chief for two student law journals; at Western, I bear Faculty responsibility for its student law journal. UdeM's scholarship competitions provided me with good practice in putting together funding proposals. A research assistantship performed for my thesis supervisor, Prof. Jean-François Gaudreault-DesBiens, familiarized me with the workings of SSHRC projects: this will stand me in good stead for compiling my own TriCouncil funding proposals. Thanks to my supervisor's research network I spent 4 months as Visiting Researcher at the Max Planck Institute for Social Anthropology in Halle, Germany, in 2016. Not only did this afford me an immersion in legal anthropology, but it has provided me with a platform for launching much of my subsequent research work, and for expanding my own academic network. In sum, my legal formation at UdeM's Faculty of Law has both prepared and shaped me for my present role. First, I learnt that academic rigour has to be foundational to every research endeavour. Second, that there is space for creativity and interdisciplinary work in flexible thinking. Third, the critical importance of implicit trust in a thesis supervisor relationship. Finally, the cardinal value of collaboration as opposed to naked competition. These are lessons I carry with me every day.”

effectuer en 2016 un séjour de quatre mois en tant que chercheuse invitée à l'Institut Max Planck d'anthropologie sociale de Halle, en Allemagne. Non seulement ai-je ainsi profité d'une immersion dans le champ de l'anthropologie du droit, mais ce séjour m'a permis de développer encore davantage mon propre programme de recherche et d'étendre mon réseau de contacts. En somme, la formation que j'ai reçue à la Faculté de droit de l'Université de Montréal m'a préparée pour le poste que j'occupe aujourd'hui. J'y ai appris que la rigueur devait présider à l'élaboration et à la réalisation de tout projet de recherche, que la recherche en droit permet l'expression de la créativité et de l'interdisciplinarité, que la confiance est d'une importance cruciale dans la relation entre une doctorante et son directeur de thèse et que la collaboration, davantage que la seule concurrence, est à valoriser en recherche. Ce sont là autant de leçons qui inspirent depuis mon action quotidienne.»

Publications

Revue juridique Thémis de l'Université de Montréal

Faculty-sponsored law journals

Revue juridique Thémis de l'Université de Montréal

Fondée en 1951, la *Revue juridique Thémis de l'Université de Montréal* est l'une des plus prestigieuses revues juridiques non anglophones au monde, bien qu'elle publie aussi régulièrement des articles en anglais et en espagnol.

Founded in 1951, the Revue juridique Thémis de l'Université de Montréal is one of the most prestigious non anglophone law reviews in the world, even though it also regularly publishes articles in English and Spanish.

<https://ssl.editionsthemis.com/revue>

Revue juridique

Law journals

Lex Electronica

Créée en 1995, *Lex Electronica* était alors la première revue juridique en ligne en langue française, bien que des articles en anglais et parfois en d'autres langues y soient publiés. *Lex Electronica* publie principalement des articles relatifs au droit des technologies, en droit de la santé et de l'environnement et, plus généralement, en droit et société, cela à l'image des axes de recherche du Centre de recherche en droit public.

Founded in 1995, Lex Electronica was then the first on-line law journal in French, even though articles in English and occasionally in other languages are also published. It mostly publishes articles in the field of law and technology, health law, environmental law, and, more generally, law and society, mirroring the research axes of the Public Law Research Centre.

www.lex-electronica.org

Revue d'arbitrage et de médiation

Fruit d'une collaboration entre l'Université de Montréal, l'Université de Sherbrooke, la Osgoode Hall Law School et d'autres partenaires, la *Revue d'arbitrage et de médiation* est une revue interdisciplinaire dont les articles, traitant des aspects théoriques, méthodologiques et pratiques de l'arbitrage et de la médiation, sont évalués par des pairs.

Journal of Arbitration and Mediation

A joint venture of the University of Montreal, the University of Sherbrooke, Osgoode Hall Law School, and other partners, the Journal of Arbitration and Mediation is an interdisciplinary, peer-reviewed publication, which publishes articles in the fields of arbitration and mediation, looking at such fields from theoretical, methodological, and practical viewpoints.

www.editionsyvonblais.com/detail-du-produit/revue-darbitrage-et-de-mediation-journal-of-arbitration-and-mediation/

Journal of Commonwealth Law

Le *Journal of Commonwealth Law* découle d'une initiative du programme de common law à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Le Journal publie des articles sur diverses questions d'intérêt relatives aux droits public et privé des États du Commonwealth et d'Irlande.

A project of the common law programme at the University of Montreal, the Journal of Commonwealth Law publishes articles on matters of interest in both public and private law to the wider Commonwealth and Ireland.

www.journalofcommonwealthlaw.org

Revues juridiques étudiantes

Student-run law journals

Les Chantiers de la recherche en droit

Découlant d'une initiative pédagogique de la professeure Violaine Lemay, la revue *Les Chantiers de la recherche en droit* permet à des étudiant.e.s du programme de doctorat de la Faculté de droit de l'Université de Montréal de voir leurs travaux de recherche publiés après évaluation par les pairs, en plus de leur offrir une expérience éditoriale.

Stemming from a pedagogical initiative launched by Professor Violaine Lemay, Les Chantiers de la recherche en droit is a peer-reviewed law review associated to the doctoral programme of the Faculty of Law of the University of Montreal, which seeks to publish research made by the programme's students, as well as providing them with a hands-on editorial experience.

www.crdp.umontreal.ca/recherche/revues-scientifiques/les-chantiers-de-la-recherche-en-droit/

Revue juridique étudiante de l'Université de Montréal

La Revue juridique étudiante de l'Université de Montréal (RJEUM) favorise la diffusion de la recherche étudiante en droit en offrant aux jeunes juristes un lieu favorisant leur développement personnel et académique.

The University of Montreal Student Legal Review (RJEUM) promotes the dissemination of student law research by offering young legal scholars a place that promotes their personal and academic development.

Les Éditions Thémis et Papyrus

Les Éditions Thémis and Papyrus

Les Éditions Thémis

Les Éditions Thémis est une maison d'édition juridique associée à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Son vaste catalogue couvre la plupart des grands champs du droit, appréhendés tant sous l'angle du droit positif que sous celui de la théorie du droit.

Les Éditions Thémis is a legal publisher affiliated to the Faculty of Law of the University of Montreal. Its catalogue encompasses most fields of law, which are grasped from both doctrinal and legal theoretical perspectives.

<https://ssl.editionsthemis.com/categories/>

Papyrus : un dépôt institutionnel numérique

Papyrus est le dépôt institutionnel numérique de l'Université de Montréal. Divers types de travaux scientifiques, allant de textes produits par des professeurs aux mémoires et thèses des étudiants, y sont accessibles gratuitement.

Papyrus: a digital institutional repository

Papyrus is the University of Montreal's digital institutional repository. Scholarly work, from research papers by professors to masters and doctoral dissertations by students, is made freely accessible to the public.

<https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui>

Publications* des professeurs Professor's publications*

AL-DABBAGH, H., « Les mesures de protection de l'enfant sans parents connus : mutations de la conception musulmane de la filiation nassab en droit irakien », (2017-2018) 9 *Annuaire Droit et Religions* 229-269.

AL-DABBAGH, H., « La réception de la kafala dans l'ordre juridique québécois : vers un renversement du paradigme conflictuel ? », (2017) 47 *R.G.D.* 165-226.

AL-DABBAGH, H., « Terre et ciel dans le droit québécois du mariage : Commentaire sur le jugement Droit de la famille – 16244 », (2016) 75 *R. du B.* 65-93.

AL-DABBAGH, H., « Droit comparé et renouveau du droit musulman : Le vieux rêve de Sanhoury revisité », (2015) 2 *Journal of Comparative Law in Africa* 2-39.

AL-DABBAGH, H., « Débaathification en Irak : Justice transitionnelle ou simple vengeance ? », (2017) 27 *R.Q.D.I.* 31-60.

AL-DABBAGH, H., « Le droit comparé comme instrument de modernisation : L'exemple des codifications civiles des États arabes du Moyen-Orient », (2013) 43 *R.D.U.S.* 387-441.

AL-DABBAGH, H., « Quelques aspects de l'imprégnation du droit des obligations des pays arabes dans la culture juridique civiliste », (2014) 4 *Revue de l'ERSUMA* 59-75.

AL-DABBAGH, H., « Le statut juridique des minorités non-musulmanes en Irak : Heurs et malheurs du pluralisme juridique », (2013-2014) 7 *Annuaire Droit et Religions* 319-376.

AL-DABBAGH, H., « Droit international privé et relativisme culturel : entre contrastes et paradoxes » dans BÉRARD, F., J. LECLAIR et M. MORIN (dir.), *La diversité culturelle et linguistique au Canada et au Maroc en droit interne et en droit international*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, p. 83-114.

AL-DABBAGH, H., « Lever le voile sur la Charia : l'interprétation judiciaire de la référence constitutionnelle », dans FALL, A. B., *Itinéraires du droit et terres des hommes, Mélanges en l'honneur de Jean-Marie Breton*, Paris, Mare & Martin, 2017, p. 83-105.

AL-DABBAGH, H., "Chapter 4. Iraq" dans Yassari, N. et L.-M. Möller (dirs.), *Parental Care and the Best Interests of the Child in Muslim Countries*, La Haye, Asser Press, Springer 2017, p. 81-119.

KODO, J., C. BOISMAIN, H. AL-DABBAGH et alii, *Code Pratique OHADA Traité, Actes uniformes et Règlements annotés*, 3e éd., Paris, Éditions Francis Lefebvre, 2016, 1800 p.

AL-DABBAGH, H., « Mariage et effets du mariage », dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit civil », *Droit international privé*, Fasc. 14, Montréal, LexisNexis Canada, édition à feuilles mobiles, 42 p.

AL-DABBAGH, H., « Régimes matrimoniaux », dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit civil », *Droit international privé*, Fasc. 34, Montréal, LexisNexis Canada, éditions à feuilles mobiles, 45 p.

AL-DABBAGH, H., « Conflits de lois dans le temps », dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit civil », *Droit international privé*, Fasc. 4, Montréal, LexisNexis Canada, édition à feuilles mobiles, 39 p.

AL-DABBAGH, H., « L'Irak au bord de l'éclatement : les dix péchés capitaux d'une reconstruction ratée », (2014) 1 *Cahiers du CÉRIUM*, 25 p.

BEAULAC, S. et J.-F. GAUDREAU-DESBIENS, *Droit civil et common law : convergences et divergences / Common Law and Civil Law: A Comparative Primer*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 160 p.

BEAULAC, S., *Textes constitutionnels et documents (nationaux, internationaux) relatifs aux droits humains*, 2e éd., Montréal : Éditions JFD, 2017, 302 p.

BEAULAC, S. et F. BÉRARD, *Law of Independence – Quebec, Montenegro, Kosovo, Scotland, Catalonia*, Toronto, LexisNexis, 2016, 131 p.

BEAULAC, S. et F. BÉRARD, *Droit à l'indépendance – Québec, Monténégro, Kosovo, Écosse, Catalogne*, Montréal, Édition XYZ, 2015, 271 p.

BEAULAC, S., *Précis de droit international public – théorie, sources, interlégalité, sujets*, 2e éd., Montréal, LexisNexis, 2015, 453 p.

BEAULAC, S., *Textes constitutionnels et documents (nationaux, internationaux) relatifs aux droits humains*, Montréal, Éditions JFD, 2015, 307 p.

BEAULAC, S. et F. BÉRARD, *Précis d'interprétation législative*, 2e éd., Montréal, LexisNexis, 2014, 553 p.

BEAULAC, S., « Canada », dans MERCAT-BRUNS, M., D. B. OPPENHEIMER et C. SARTORIUS (dir.), *Comparative Perspectives on the Enforcement and Effectiveness of Anti-discrimination Law – Challenges and Innovative Tools*, Dordrecht (P.-B.), Springer, 2018, 111-128.

BEAULAC, S., « La mise en œuvre judiciaire des obligations internationales du Canada en matière de droits humains – Obstacles et embûches », dans O. E. FITZGERALD, V. HUGHES et M. JEWETT (dir.), *Reflections on Canada's Past, Present and Future in International Law / Réflexions sur le passé, le présent et l'avenir du Canada en matière de droit international*, Waterloo, CIGI, 2018, 31-47.

BEAULAC, S., « Post-World War I / Quiet Revolution (1920-1970) – Through the Lenses of Legal Interpretations and International Law », dans MENDES, E. (dir.), *Canada's Constitutional Democracy: The 150th Anniversary Celebration*, Toronto, LexisNexis, 2017, 79-93.

* Aux fins du présent rapport, la liste des publications inclut, sans limitation et de manière non exhaustive, les ouvrages, chapitres d'ouvrages, articles - à l'exception des articles parus dans la presse -, actes de colloque et rapports recensés durant la période de référence.

* For the purposes of this report, the list of publications includes, without limitation and non-exhaustively, books, book chapters, articles - excluding press articles -, conference proceedings and reports identified during the reference period.

BEAULAC, S., « Constitutional Interpretation: On Issues of Ontology and of Interlegality », dans P. OLIVIER, P. MACKLEM et N. DESROSNIERS (dir.), *Oxford Handbook of the Canadian Constitution*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 867-890.

BEAULAC, S., « Afterword », dans S. HEDARALY, *Under the Influence? – The Use of ICC Arbitral Decisions in Canadian Law*, Montréal, Éditions Thémis, 2015, 131-132.

BEAULAC, S., « Bodin, Jean (1530-96) », dans GIBBONS, M. T., (dir.), *The Encyclopedia of Political Thought*, Oxford & Malden, Wiley-Blackwell, 2015.

BEAULAC, S., « La mise en œuvre et l'effectivité du droit de la non-discrimination : rapport du Canada », dans Association de droit comparé (dir.), *Conference Papers of the 20th International Congress on Comparative Law*, Montevideo, Association de droit comparé, 2016, 1-15.

BEAULAC, S., « Comprendre le Renvoi sur le Sénat de 2014 en termes de Rule of Law », dans S. JOYAL et E. MENDES (dir.), *Symposium sur le renouvellement du Sénat / Symposium on Senate Renewal*, Ottawa, Université d'Ottawa, 2015, 1-17.

BEAULAC, S., « Asymétrie Canada-Québec en droits linguistiques – ou «what is good for the goose is NOT (necessarily) good for the gander” », Observatoire National en matière de Droits Linguistiques / National Observatory on Language Rights, (05-2016), 4 p.

BEAULAC, S., S. JOYAL, E. MENDES et alii, « D'un common effort : améliorer le Sénat canadien / Working Together: Improving Canada's appointed Senate », Rapport déposé au Parlement du Canada (12-2015).

BEAULAC, S., « La suprématie de la constitution », Rapport préparé pour la Cour suprême du Canada en vue du congrès triennal de l'AAICPUF (06-2015).

BEAULAC, S. et J.-F. GAUDREAU-DESBIENS, « Les traditions de common law et de droit civil au Canada : de quelques précautions que devraient prendre les avocats en mobilité », Rapport préparé pour la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (04-2014).

BEAULAC, S., « La révision du régime de publicité des droits », Rapport préparé pour la Chambre des Notaires du Québec (01-2014).

BENYEKHFLEF, K. et P.-L. DÉZIEL, *Le droit à la vie privée en droit québécois et canadien*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2018, 850 p.

BENYEKHFLEF, K. (dir.), *Au-delà de la démocratie représentative : les figures de la démocratie*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 174 p.

BENYEKHFLEF, K., J. BAILEY, J. BURKELL et F. GÉLINAS (dir.), *eAccess to Justice*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2016, 460 p.

BENYEKHFLEF, K. (dir.), *Vers un droit global?*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 220 p.

BENYEKHFLEF, K., *Une possible histoire de la norme. Les normativités émergentes de la mondialisation* (2e éd.), Montréal, Éditions Thémis, 2015, 921 p.

BENYEKHFLEF, K. et V. LEMAY (dir.), *Guy Rocher. Le savant et le politique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2014, 243 p.

BENYEKHFLEF, K. (dir.), *Les secrets du droit*, Montréal, Éditions Thémis, 2014, 179 p.

BENYEKHFLEF, K. et E. AMAR, « Some Reflections on The Future of Online Dispute Resolution. From e-platform to Algorithms » dans BARRAL, I. (dir.), *La resolución de conflictos con consumidores : de la mediación a las ODR*, Madrid, Éditions Reus, 2018, 229-269.

BENYEKHFLEF, K., « Les glissements du droit à la vie privée. De Feydeau à Facebook : de la comédie de mœurs à l'économie des données » dans V. GAUTRAIS, C. RÉGIS et L. LARGENTÉ (dir.), *Mélanges Patrick Molinari*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 291-319.

BENYEKHFLEF, K., « Dialogue autour de la régulation des technoproduits. Algorithme, architecture et règlement en ligne des conflits » dans E. DEGRAVE, C. de TERWANGNE, S. DUSOLLIER et R. QUECK (dir.), *Droit, normes et libertés dans le cybermonde*, Liber Amicorum Yves Pouillet, Bruxelles, Larcier, 2018, 335-354.

BENYEKHFLEF, K., « L'intelligence artificielle et les principes de justice fondamentale », (2018) Options politiques/Policy Options, en ligne : <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/february-2018/ia-et-nos-principes-de-justice-fondamentale/>

BENYEKHFLEF, K., E. AMAR, M. DEMOULIN, C. GAIFFE, N. VERMEYS, « Étude relative à l'incidence des technologies de l'information et de la communication sur la gestion de l'information dans l'administration judiciaire québécoise », Rapport préparé pour le Ministère de la Justice du Québec, (01-2017).

BENYEKHFLEF, K., « Les figures de la démocratie : une introduction », dans BENYEKHFLEF, K. (dir.), *Au-delà de la démocratie représentative : les figures de la démocratie*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 1-40.

BENYEKHFLEF, K., « Introduction » dans K. BENYEKHFLEF, J. BAILEY, J. BURKELL et F. GÉLINAS (dir.), *eAccess to Justice*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2016, 1-21.

BENYEKHFLEF, K., « Online Consumer Dispute Resolution : A Narrative Around (and An Example of) Postmodern Law », (2016) 21 *Lex Electronica*, 57-87, en ligne : <http://www.lex-electronica.org/articles/volume-21/online-consumer-dispute-resolution-a-narrative-around-and-an-example-of-postmodern-law/>.

BENYEKHFLEF, K., « Le droit global : un défi à la démocratie » (2016) 353 *Revue Projet* 14-22.

BENYEKHFLEF, K. et C. IAVARONE-TURCOTTE, « Rapport général. Procédure et immatériel », dans Travaux de l'Association Henri Capitant, Journées espagnoles, *L'immatériel*, Bruxelles, Bruylant et LBSV, 2016, 681-697 et « Questionnaire. Procédure et immatériel », dans Travaux de l'Association Henri Capitant, Journées espagnoles, *L'immatériel*, Bruxelles, Bruylant et LBSV, 2016, 699-709.

BENYEKHFLEF, K., « Une introduction au droit global », dans BENYEKHFLEF, K. (dir.), *Vers un droit global?*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 1-64.

BENYEKHFLEF, K., « Autour de l'École de Montréal », en ligne : <http://intranet.rdcg.org/files/RDCG2015Benyekhlef01v2.pdf>.

BENYEKHFLEF, K., V. CALLIPEL et E. AMAR, « La médiation en ligne pour les conflits de basse intensité », (2015) 87 *G.P.*, 17-22.

BENYEKHFLEF, K., E. AMAR et V. CALLIPEL, « ICT-Driven Strategies for Reforming Access to Justice Mechanisms in Developing Countries », (2015) 6 *The World Bank Legal Review*, 325-343.

BENYEKHFLEF, K., « Avant-propos » dans BENYEKHFLEF, K. et V. LEMAY (dir.), *Guy Rocher. Le savant et le politique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2014, 7-12.

BENYEKHFLEF, K. et A. THIBAUT, « La protection des investisseurs étrangers: le cas du chapitre 11 de l'ALENA », (2014) Convention|S, 18 septembre 2014.

BENYEKHFLEF, K., « Introduction » dans Karim BENYEKHFLEF (dir.), *Les secrets du droit*, Montréal, Éditions Thémis, 2014, 1-26.

BIRON, J., « La gouvernance des émetteurs assujettis : mécanismes de contrôle et enjeux », dans G. LEFEBVRE et S. ROUSSEAU (dir.), *Introduction au droit des affaires*, 2e édition, Montréal, Les Éditions Thémis, 2018.

BIRON, J. et S. ROUSSEAU, « Les sociétés de personnes et les sociétés par actions », dans G. LEFEBVRE et S. ROUSSEAU (dir.), *Introduction au droit des affaires*, 2e édition, Montréal, Les Éditions Thémis, 2018.

BIRON, J., « Art. 298 à 364 C.c.Q. », dans MOORE, B. (dir.), *Code civil du Québec – Annotations et commentaires*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017.

BIRON, J., « Dossier Actes pratiques et ingénierie sociétaire – Le rôle respectif du conseil d'administration et de l'assemblée générale dans les sociétés anonymes », (mars-avril 2017) *Les revues JurisClasseur*, LexisNexis.

BIRON, J., « Art. 2186 à 2279 C.c.Q. », dans MOORE, B. (dir.), *Code civil du Québec – Annotations et commentaires*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016.

BIRON, J., « La juridicité des engagements socialement responsables des sociétés », dans V. GAUTRAIS et M. MEKKI (dir.), *Preuve + Développement durable*, Les éditions Thémis, 2016.

BIRON, J., « Les bénéfiques et les coûts du vote actionnarial », dans ROUSSEAU, S. (dir.), *Juriste sans frontières : Mélanges Ejan Mackaay*, Éditions Thémis, Montréal, 2015.

BIRON, J., S. ROUSSEAU and E. MACKAAY, « Lawyers as Gatekeepers », in P. COEN, and C. ROQUILLY (eds.), *Company Lawyers : Independent by Design: An ECLA White Paper*, Paris, LexisNexis, 2014, p. 335, en ligne : <SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2402317>>

BIRON, J., « Les sanctions du pouvoir dans les sociétés au Québec », dans Association Capitant, *Journées chiliennes 2012, Les pouvoirs dans les sociétés*, Tome LXII, Bruxelles, Brulant et LB2V éditeurs, 2014.

BIRON, J. et N. VERMEYS, « L'encadrement des robots-conseillers canadiens ou l'art de régir les nouvelles technologies en ayant recours aux modèles réglementaires traditionnels », (2018) 77 *R. du B.* 41.

BIRON, J., « Les mécanismes internes contribuant à la culture de conformité : la place des codes de conduite », (2016) 50 *R.J.T.U.M.* 593.

BIRON, J. et G. GOFFAUX-CALLEBAUT, « La juridicité des engagements socialement responsables des sociétés - Regards croisés Québec – France », (2016) 57(4) *C. de D.* 457.

BIRON, J., « Les bénéfiques et les coûts de l'activisme actionnarial », (2015) 48(3) *R.J.T.U.M.* 817.

BIRON, J. et S. ROUSSEAU, « "Whistleblowing", divulgation, dénonciation ... vers une meilleure surveillance des sociétés? », (2012) 91 *R. du B. can.* 657, 43 p.

BIRON, J. et S. ROUSSEAU, « Responsabilité civile des courtiers en valeurs mobilières », dans JurisClasseur Québec, coll. *Responsabilité civile professionnelle*, fasc. 11, Montréal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles, 34 p.

BIRON, J., « Gouvernance et assemblées d'actionnaires », dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit des valeurs mobilières », fasc. 7, Montréal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles (mise à jour), 40 p.

BIRON, J., « Pouvoirs des actionnaires », dans JurisClasseur Québec, coll. « Droit des affaires », Droit des sociétés, fasc. 12, Montréal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles. (mise à jour), 46 p.

BIRON, J., « Réflexion sur les obligations du robot-conseiller dans sa relation avec les investisseurs dans un contexte canadien », (2018) 4 *R.T.D.F.* 12, 11 p.

BIRON, J., « Les actions multivotantes », (2017) 38 *R.I.S.F.* 6 p.

BIRON, J., « La vitalité des codes d'éthique », Actes de l'Académie internationale d'été sur « Les codes d'éthique un nouveau défi pour les entreprises », (2014) 4 *Cahier du droit de l'entreprise*, 1 p.

BIRON, J., « La dénonciation à travers le monde », Rapport soumis à l'Autorité des Marchés Financiers, (12-2014).

BOISVERT, A.-M., « Les dérives du droit administratif : les régimes de sanctions administratives pécuniaires comme « solution de rechange » au régime pénal, (2018) 23 *Rev. Can. D.P.* 197-232.

BOISVERT, A.-M. et P.-A. CÔTÉ, « L'application dans le temps de mesures pénéalisantes destinées à protéger le public », (2018) 77 *R. du B.* 89-115.

BOISVERT, A.-M., « Louis Label, l'imputabilité et les limites à la faculté de blâmer », (2016) 94 *R. du B. can.* 579-592.

CHARPENTIER, E., S. LANCTOT, B. MOORE et A. ROY, *Code civil du Québec*, Annotations – Commentaires 2018-2019, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2018.

CHARPENTIER, E., S. LANCTOT, B. MOORE et A. ROY, *Code civil du Québec*, Annotations – Commentaires 2017-2018, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2017.

CHARPENTIER, E., S. LANCTOT, B. MOORE et A. ROY, *Code civil du Québec*, Annotations – Commentaires 2016-2017, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2016.

CHARPENTIER, E., « Revue de la jurisprudence 2017 en droit des sûretés », (2018) *R. du N.* 207.

CHARPENTIER, E., « Revue de la jurisprudence 2016 en droit des sûretés », (2017) *R. du N.* 173.

CHARPENTIER, E., « Revue de la jurisprudence 2015 en droit des sûretés », (2016) *R. du N.* 125.

CHARPENTIER, E., « La notion de contrat d'adhésion et l'article 1379 du Code civil du Québec » dans CHANTEPIE, G. et M. LATINA (dir.), *Le contrat d'adhésion – Perspectives Franco-Québécoises*, Paris, Dalloz, 2018.

CHARPENTIER, E., « Les sûretés réelles du Code civil du Québec » dans G. LEFEBVRE et S. ROUSSEAU (dir.), *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2018.

CHARPENTIER, E., « A la recherche du juste : une présentation de P-A Crépeau, le contenu obligationnel du contrat » dans MOORE, B. (dir.), *Les grands classiques du droit civil – Les grands textes*, Montréal, Thémis, 2018.

CHARPENTIER, E., « Le pouvoir créateur du juge : Katz c. Reitz », dans MOORE, B. (dir.), *Les grands classiques du droit civil – Les grands arrêts*, Montréal, Thémis, 2016, p. 113.

CHARPENTIER, E. et N. VEZINA, « Les effets exercés par les crises financières sur la force obligatoire des contrats : certitudes et incertitudes du droit québécois en matière d'imprévision » dans BASOGLU, B. (dir.), *The Effects of Financial Crisis on the Binding Force of Contracts – Renegotiation, Rescission or Revision*, London, Springer, 2016.

CHARPENTIER, E., « Rapport Québécois – Sûretés réelles mobilières sur la propriété intellectuelle », Rapport – Congrès de l'Académie de Droit Comparé (07-2018).

CHARPENTIER, E. et N. VEZINA, « Les effets exercés par les crises financières sur la force obligatoire des contrats : renégociation, résiliation ou révision », Rapport – Congrès de l'Académie de Droit Comparé (07-2014).

CLOUET, J., *Décisions judiciaires en matière de garde d'enfants : contribution à l'étude des marqueurs identitaires du juge*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 330 p.

CLOUET, J., « Registre et actes de l'état civil », dans *JurisClasseur Québec*, coll. « Droit civil », Personnes et famille, fasc. 9, Montréal, LexisNexis Canada (mise à jour annuelle).

CLOUET, J., « De la communauté parentale : éléments de droit positif et postulats scientifiques », (2016) 10 *Revue Scientifique de l'AIJI* 31.

CLOUET, J., « Commentaire de jurisprudence : transsexualité et droit de garde », (2015) 117 *R. du N.* 217.

CLOUET, J., « Le statut juridique du beau-parent en droit civil québécois. Perspectives législatives et jurisprudentielles », dans CARON, V., G.-A. BERTHOLD, C. DESLAURIERS-GOULET et J. TORRES-CEYTE (dir.), *Les oubliés du Code civil du Québec*, Montréal, Éditions Thémis, 2015.

CLOUET, J., « L'influence des marqueurs identitaires des juges dans les décisions relatives à la garde des enfants », (2014) 48 *R.J.T.U.M.* 57.

COHEN, M. et M. BRENNAN, « Citizenship by Descent: How Canada's One-Generation Rule Fails to Comply with International Legal Norms », (2018) *International Journal of Human Rights*, Édition Spéciale sur « Peremptory International Legal Norms and the Democratic Rule of Law ».

COHEN, M., « ICC Elements of Crimes », (2017) *Oxford International Organizations (OXIO)*, Oxford University Press.

COHEN, M. et J. HORTENSIUS, « A Human Rights Approach to End of Life? Recent Developments at the European Court of Human Right », (2018) *Revue de l'Institut Brésilien de droits de la personne*.

COHEN, M., « Resolution concerning the Internal Judicial Practice of the Court », (2017) Oxford International Organizations (OXIO), Oxford University Press.

COHEN, M., « The Re-Invention of Investment Immigration in Canada and Constructions of Canadian Citizenship », (2017) *Investment Migration Papers*.

COHEN, M., « Agreement on the Privileges and Immunities of the International Criminal Court », *Oxford International Organizations* (OXIO), Oxford University Press.

COHEN, M., « International Human Rights Norms and Maternal Tort Immunity in Canada: Connecting the Dots », (2017) *International Journal of Human Rights*, Vol. 21(6), 655-671.

COHEN, M. et M. KLEIN, « Litigating to Negotiate Access to the Pacific Ocean: the Bolivia v. Chile Case », (2017) *Journal of Territorial and Maritime Studies*, Vol. 4 (2), 106-118.

COHEN, M., « Judgment on the Appeals against the decision Establishing the Principles and Procedures to be Applied to Reparations », (2017) *Oxford International Organizations* (OXIO), Oxford University Press.

COHEN, M., « Victim Redress : from Nuremberg and Tokyo to the ICTY and ICTR », (2015) *Revue de l'Institut Brésilien de droits de la personne* 311-322.

COHEN, M., « Paving a New Road for Reparation for Victims of International Crimes: The ICC Trust Fund for Victims », (2014) *Revue de l'Institut Brésilien de droits de la personne* 249-260.

COHEN, M., « The Nuremberg and Tokyo Trials Legacy », dans OBERLEITNER, G. (ed.), *Handbook of Human Rights Institutions, Tribunals and Courts: Legacy and Promise*, London, Springer, 2018.

COHEN, M. et J. MACLEAN, « Transboundary Environmental Impact Assessment and International Environmental Law: Still More Myth than Reality? », dans CANÇADO TRINDADE, A. et C. BARROS LEAL (eds.), *Human Rights and the Environment*, Institut Brésilien de Droits de la Personne, Fortaleza, Brésil, 2017.

COHEN, M., « The Construction of a Legal Duty to Repair: From States to Individual Perpetrators », dans A. CANÇADO TRINDADE et C. BARROS LEAL (eds.), *The Principle of Humanity*, Institut Brésilien de Droits de la Personne, Fortaleza, Brésil, 2016.

COHEN, M., « The Role of Latin America in the Permanent Court of International Justice », dans P. W. ALMEIDA et J.-M. SOREL (eds.), *Latin America and the International Court of Justice*, Routledge, 2016.

COHEN, M., « International Criminal Justice, Reparations for Victims and Human Dignity: the Role of Domestic Mechanisms », dans A. CANÇADO TRINDADE et C. BARROS LEAL (eds.), *The Respect for Human Dignity*, Institut Brésilien de Droits de la Personne, Fortaleza, Brésil, 2015, 269-284.

COHEN, M., « Justice Theories and Reparations for Victims of International Crimes », dans A. CANÇADO TRINDADE et C. BARROS LEAL (eds.), *Equality and Non-Discrimination*, Institut Brésilien de Droits de la Personne, Fortaleza, Brésil, 2014, 261-293.

DALY, P., J. ROBERTSON et P. GALL, *Judicial Deference to Administrative Tribunals in Canada: its History and Future*, LexisNexis Canada, 2014.

DALY, P., « The Policy/Operational Distinction in Canadian Tort Law: a View from Administrative Law », dans HARRINGTON, M. (dir.), *Compensation and the Common Law*, LexisNexis Canada, Toronto, 2015.

DALY, P., « Administrative Law: A Values-Based Approach » dans BELL, J., M. ELLIOT, J. VARUHAS et P. MURRAY (eds.), *Public Law Adjudication in Common Law Systems: Process and Substance*, Hart Publishing, Oxford, 2016.

DALY, P., « Les appels administratifs au Canada » (2015), 93 *R. du B. canadien*.

DALY, P., « A Supreme Court's Place in the Constitutional Order – Contrasting Recent Experiences in Canada and the United Kingdom » (2015), 41:1 *Queen's Law Journal*.

DALY, P., « The Scope and Meaning of Reasonableness Review » (2015), 52 *Alberta Law Review*.

DALY, P., Revue de Jack Balkin, *Living Originalism* (2015), 65 *University of Toronto Law Journal* 133.

DALY, P., « L'abolition du registre des armes d'épaule : le rôle potentiel des principes non écrits » (2014), 23(4) *Constitutional Forum* 41.

DALY, P., *Administrative Law Matters*, blogue.

DARANKOUM, E. S., « Usages et Règles non-étatiques : Une harmonisation difficile ? » dans Centre de Droit Privé de McGill (dir.), *Les 25 ans de la réforme du droit de l'arbitrage au Québec*, Montréal, Yvon-Blais, juin 2014-2015, 35 p.

DARANKOUM, E. S., « Les sources common Law du droit OHADA », Actes du Colloque anniversaire pour les 20 ans de l'OHADA, Yaoundé, Editions JUTA 2015, 10 p.

DARANKOUM, E. S., « L'informel : Une problématique pour le législateur OHADA ? » dans Actes du Congrès ACFAS sur l'informel, l'entreprenariat et l'emploi, 2016, Montréal, Eoyola, 2017, 15 p.

DARANKOUM, E. S., « La distribution internationale en réseaux et le pouvoir de contrôle du franchiseur ? » dans J.-L. NAVARRO et H. AGBODJAN PRINCE (dir.), *Le Contrôle à travers le droit : une lecture franco-canadienne*, Montréal, Édition Thémis, 2018.

DARANKOUM, E. S., « La Convention d'Arbitrage dans les échanges internationaux » dans ROUSSEAU, S. (dir.), *Introduction au droit Canadien des Affaires*, Montréal, Thémis, 2018.

DARANKOUM, E. S., « La consultation dans le contentieux des investissements : Perspectives AECG Canada - Union Européenne », dans AGBODJAN PRINCE, H. (dir.), *L'Accord économique et commercial global Canada-Europe (AECG), Esprit et dynamisme d'un bilatéralisme nouveau*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017.

DARANKOUM, E. S., « La Gouvernance contractuelle des Partenariat Public-privé » dans Actes du Colloque ACFAS 2017 sur la Gouvernance dans tous ses états, Montréal, JFD, 2018, 35 p.

DARANKOUM, E. S., « Pratique contractuelle de l'intermédiation : L'Agence Commerciale OHADA », *Penant*, 2016 (897).

DARANKOUM, E. S., La protection des droits industriels à l'ère de l'immatériel en Afrique, *Lamy Droit de l'immatériel*, N°140, 2018, 15 p.

DESLAURIERS, P. et E. PRÉVILLE-RATELLE, « Responsabilité des professionnels » dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. V, titre II, Collection de droit, (mise à jour), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2018. 113-181.

DESLAURIERS, P. et E. PRÉVILLE-RATELLE, « Le préjudice » dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. V, Livre HI, Collection de droit, (mise à jour), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2018, 183-269.

DESLAURIERS P. et S. FERNANDEZ, « La responsabilité médicale et hospitalière en droit civil québécois : Principes généraux et alternatives à la voie judiciaire » dans BACKGOLECKA, D. (dir.), *Compensation schemes for damages caused by healthcare and alternatives to court proceedings*.

DESLAURIERS, P. et E. PRÉVILLE-RATELLE, « Responsabilité des professionnels » dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. V, titre II, Collection de droit, (mise à jour), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 99-158.

DESLAURIERS, P. et E. PRÉVILLE-RATELLE, « Le préjudice » dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. V, titre III, Collection de droit, (mise à jour), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 159-213.

DESLAURIERS P., « La déclaration initiale du risque et les actes criminels : où en sommes-nous ? » dans Collection Blais, *L'assurance de dommages*, 3ème édition, Volume 26, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 141-168.

DESLAURIERS P. et S. FERNANDEZ, « L'encadrement de la réparation du préjudice au Québec » dans MALLET-BRICOUT, B. (dir.), *Vers une réforme de la responsabilité civile française : Regards croisés franco-québécois*, Paris, Dalloz, 2018, 121-144.

DESLAURIERS, P. et J.-L. BAUDOUIIN, « Le Code civil québécois : Crise de croissance ou crise de vieillesse ? », dans B. LEFEBVRE et B. MOORE (dir.), *Les grands classiques*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 181-215.

DESLAURIERS, P., « Responsabilité des professionnels », dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. IV, titre II, Collection de droit, (mise à jour), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 99-158.

DESLAURIERS, P., « Le préjudice » dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. IV, titre II, Collection de droit, (mise à jour), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 159-213.

DESLAURIERS, P. et E. PRÉVILLE-RATELLE, « Des déclarations du preneur en assurance terrestre (art 2408-2411 C.c.Q.) », dans S. LANCTÔT et P. A. MELANÇON (dir.), *Commentaires sur le droit des assurances et textes législatifs et réglementaires*, 3e édition, LexisNexis, 2017, 39-63.

DESLAURIERS, P. et N. LÉGER-RIOPEL, *Code de déontologie des médecins annoté*, Cowansville, Édition Yvon Blais, 2015, 556 p.

DESLAURIERS, P., « Responsabilité des professionnels » dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. IV, titre II, Collection de droit, (mise à jour), Éditions Yvon Blais, 2015, 99-158.

DESLAURIERS, P., « Le préjudice », dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. IV, titre III, Collection de droit, (mise à jour), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2015, 159-213.

BAUDOUIIN, J.-L., P. DESLAURIERS et B. MOORE, *La responsabilité civile*, 8e édition, Vol. I, Principes généraux, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 2014, 1738 p.

BAUDOUIIN, J.-L., P. DESLAURIERS et B. MOORE, *La responsabilité civile*, 8e édition, Vol. II, Responsabilité des professionnels, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 998 p.

DESLAURIERS, P., « Responsabilité des professionnels », dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. IV, Collection de droit, (mise à jour), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2014, 101-158.

DESLAURIERS, P., « Le préjudice », dans École du Barreau du Québec, *Responsabilité*, vol. IV, titre III, Collection de droit, (mise à jour), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2014, p. 161-209.

DROUIN, R.-C., « Some Unique Features of Weber's Application in Quebec: The Treatment of Statutory Labour Rights and Human Rights Claims », in E. SHILTON & K. SCHUCHER (eds.), *One Law for All?: Weber v Ontario Hydro and Canadian Labour Law: Essays in Memory of Bernie Adell*, Toronto, Irwin Law, 2017.

DROUIN, R.-C., « La conformité au sein de la SFI : Regard sur les Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale et l'obligation de diligence raisonnable de l'IFC », (2016) 50 *R.J.T.U.M* 863.

DROUIN, R.-C., N. POCHE et G. TRUDEAU, « L'affirmation du rôle central des institutions des rapports collectifs du travail dans un environnement juridique modifié : l'apport du juge LeBel au droit du travail », (2016) 94 *R du B. can.* 633.

DROUIN, R.-C., « Le développement du contentieux à l'encontre des entreprises transnationales : quel rôle pour le devoir de vigilance ? », (2016) 3 *Droit Social*, 246-255.

DROUIN, R.-C., « Actualités juridiques internationales – Canada », (2016) *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*.

DROUIN, R.-C. et G. TRUDEAU, « Les lois spéciales de retour au travail : enjeux institutionnels et constitutionnels », (2015) 61 *R.D. McGill*, 388-445.

DROUIN, R.-C., « Promoting Fundamental Labor Rights through International Framework Agreements: Practical Outcomes and Present Challenges », (2010) 31 *Comparative Labor Law and Policy Journal* 565, reproduit dans FICK, J. B. (ed.), *International Labour Law*, Cheltenham (UK), Edward Elgar, 2015, 587-632.

DROUIN, R.-C., « Freedom of Association in International Framework Agreements », in A. BLACKETT et A. TREBILCOCK (eds.), *Research Handbook on Transnational Labour Law*, London, Edward Elgar Publishing, 2015, 217-229.

TRUDEAU, G. et R.-C. DROUIN, « Les normes minimales du travail : bilan et éléments de prospective » dans, P.-L. BILODEAU et M. d'AMOURS (dir.), *Introduction aux relations industrielles*, 3e édition, Montréal, Chenelière Education, 2015, 166-190.

DROUIN, R.-C., « International Legal News– Canada (Québec) », (2014) *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* (English Electronic Edition), 160-161. Aussi publié en français sous DROUIN, R.-C., « Actualités juridiques internationales – Canada (Québec) », (2014) *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*, 128-129.

DUPLESSIS, I., « Raison d'être et perspectives d'avenir de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à l'aube de son centenaire », *R.G.D.* (2018) 48/2, 391-443.

DUPLESSIS, I., « Recension du livre The Future of the International Labour Organization in the Global Economy de Francis Maupain », Québec, *R.Q.D.I.* (2014) 27/1, 299-304.

BEAULAC, S. et J.-F. GAUDREAU-DESBIENS, *Common Law and Civil Law : A Comparative Primer / Droit civil et common law : convergences et divergences*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 186 p.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F. et J. LECLAIR, *Provinces, lutte contre la corruption et fédéralisme*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 104 p.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F. et M.-C. RIGAUD, *Profession juriste*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2015, 67 p.

MACKLEM, P., C. ROGERSON, J. BORROWS, R. ELLIOTT, J.-F. GAUDREAU-DESBIENS, D. GRESHNER, P. HUGHES, J. LECLAIR, I. LEE, R. MOON, R.C.B. RISK, K. ROACH, B. RYDER, D. SCHNEIDERMAN, L. WEINRIB, R. ALBERT et H. STEWART (dir.), *Canadian Constitutional Law*, 5e édition, Toronto, Emond Montgomery, 2017, 1465 p.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., V. NTAGANDA et N. KARAZIVAN, « The Rise and Fall of Freedom of Expression in the McLachlin Court? », (2018) 87 *S.C. Law Rev.*, 211-253.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « The Law and Politics of Secession: From the Political Contingency of Secession to a "Right to Decide"? Can Lessons Be Learned from the Quebec Case? » dans G. DELLEDONE & G. MARTINICO (dir.), *The Canadian Contribution to a Comparative Law of Secession. Legacies of the Quebec Secession Reference*, Springer, 2019, 33-68.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., E. STEYN, J. LECLAIR & S. BRODEUR-GIRARD, « La famille », dans OTIS, G. (dir.), *Contributions à l'étude des systèmes juridiques autochtones et coutumiers*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 45-77.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Cohesive Fear: A Comment on Maclure and Lacroix » dans K. ALIDALI & M.-C. FOBLETS (dir.), *Public Commissions on Cultural and Religious Diversity. National Narratives, Multiple Identities, and Minorities*, Londres, Routledge, 2018, p. 175-180.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Can Quebec's Relative Autonomy within Canada be a Template for Tibet? » dans: R. Toniatti & J. Woelk (dir.), *Cultural Diversity and Differentiated Territorial Government. The Case of Tibet – Chinese and Comparative Perspectives*, Londres, Routledge, 2017, 194-224.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « The Relative Relevance of the Common Law/Civil Law Dichotomy in Grasping the Relations between Comparative Law, Development Law and Living Law: Some Observations Stemming from the Africa Case », (2017) 7 *Journal of International Relations and International Law* (Xiamen University) 157-213 (en mandarin).

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F. et D. JUTRAS, « L'expérience de l'École de droit de Science Po : observations d'outre-Atlantique », *Commentaire*, 2017, no. 159, 623-626.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Le droit de vote, la représentation effective et l'égalité des électeurs: de l'importance de prendre au sérieux un droit constitutionnel », (2017) 76 *R. du B.* 175-225.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F. et J. POIRIER, « From Dualism to Cooperative Federalism and Back? : Evolving and Competing Conceptions of Canadian Federalism », dans N. DESROSNIERS, P. MACKLEM et P. OLIVIER (dir.), *Oxford Handbook of the Canadian Constitution*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 391-413.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « The Role of Apex Courts in Federal Systems: Beyond the Law/Politics Dichotomy », [2017] 1 *Jus Politicum. Revue de droit politique*, 171-190.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Towards a Deontic-Axiomatic Theory of Federal Adjudication », dans LEV, A. (dir.) *The Federal Idea: Public Law Between Governance and Political Life*, Oxford, Hart, 2017, 75-103.

AMIRAUX, V. et J.-F. GAUDREAU-DESBIENS, « Libertés fondamentales et visibilité des signes religieux en France et au Québec : entre logiques nationales et non nationales du droit ? », (2016) 57 *Recherches sociographiques* 351-378.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Pour une théorie déontique-axiomatique de la décision en contexte fédéral, ou quelques jalons pour une philosophie politico-juridique du fédéralisme », (2016) 1 *Jus Politicum. Revue de droit politique*, 135-177, en ligne : <http://juspoliticum.com/article/Pour-une-theorie-deontique-axiomatique-de-la-decision-en-contexte-federal-ou-quelques-jalons-pour-une-philosophie-politico-juridique-du-federalisme-1090.html>.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Algunos de los desafíos legales y políticos que debe afrontar el movimiento de independencia de Quebec », [2016] 37 *Teoría y Realidad Constitucional* 135-162.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Canadian Federalism and Quebec's Pathological Prism », dans S. GERVAIS, C. KIRKEY et J. RUDY (dir.), *Quebec Questions: Quebec Studies for the Twenty-First Century*, Oxford University Press, 2016, 316-331.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Secession Blues: Some Legal and Political Challenges Facing the Quebec Independence Movement », (2015) *Percorsi Costituzionali*, 765-787.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « De la pertinence relative de la dichotomie droit civil/common law dans la réflexion sur les rapports entre le droit comparé, le droit du développement et le droit vivant. Quelques observations à partir du cas de l'Afrique », (2014) 4 *Revue de la recherche juridique – Droit prospectif*, 2095-2147.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Cooperative Federalism in Search of a Normative Justification: Considering the Principle of Federal Loyalty », (2014) 23(4) *Constitutional Forum/Forum constitutionnel*, 1-19.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « The Legal Treatment of Religious Claims in Multicultural Societies: Limits and Challenges » dans DECARO BONELLA, C. (dir.), *Religious Claims in Multicultural Societies: The Legal Treatment*, Rome, LUISS University Press, 2014, 17-40.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Critical Race Theory », dans A. BIHR et R. PFEFFERKORN (dir.), *Dictionnaire des inégalités*, Paris, Armand Colin, 2014, 94-95.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F. et A. BOLDUC, « La manière française? Conception de l'État et épistémologie romanistes dans « le » Brun-Tremblay », dans TAILLON, P. (dir.), *Un regard québécois sur le droit constitutionnel. Mélanges en l'honneur d'Henri Brun et de Guy Tremblay*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 35-56.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Ejan Mackaay, alterciviste », dans ROUSSEAU, S. (dir.) *Juriste sans frontières, Mélanges Ejan Mackaay*, Montréal, Éditions Thémis, 2015, 104-120.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F., « Law and Economics Civilianized: On Ejan Mackaay's Law and Economics for Civil Law Systems », (2015) 56 *Canadian Business L.J.* 134-142.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F. et D. LABRÈCHE, « Le contexte social du droit dans le Québec contemporain », dans Barreau du Québec, *Collection de droit, vol. 1 : Éthique, déontologie et pratique professionnelle*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2014, 311-340 (mis à jour annuellement depuis 2006).

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F. et D. DABBY, « Constitutionalism and Religion in Common Law North America », dans MANCINI, S. (dir.), *Handbook on Constitutions and Religion*, Londres, Pargrave, 2019, 28 p.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F. et N. KARAZIVAN, « International Survey: Canada », (2014) *Public Law* 716-722.

GAUTRAIS, V., *Preuve technologique*, 2e édition, Montréal, LexisNexis Canada, 2018, 512 p.

GAUTRAIS, V., *Preuve technologique*, Montréal, LexisNexis Canada, 2014, 411 p.

GAUTRAIS, V. (dir.), *L'école de Montréal*, Montréal, Éditions Thémis, 2019, 278 p.

GAUTRAIS, V. (dir.), « Les normes énormes », *Revue Lex Electronica*, en ligne : <<https://www.lex-electronica.org/articles/volume-23/>>.

GAUTRAIS, V., L. LARGENTÉ et C. RÉGIS (dir.), *Mélanges Molinari*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 448 p.

GAUTRAIS, V. et P.-E. MOYSE (dir.), *Droit et machine*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 214 p.

GAUTRAIS, V. et M. MEKKI (dir.), *Preuve et développement durable*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 232 p.

LAFOND, P.-C. et V. GAUTRAIS (dir.), *Le consommateur numérique : une protection à la hauteur de la confiance?*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 345 p.

GAUTRAIS, V., « Écologie normative des technologies disruptives », (2018) 30-3 *C.P.I.*, 1031-1066.

GAUTRAIS, V., « La jurisprudence en commerce électronique en quête de maturité », (2016) 27-4 *C.P.I.*

GAUTRAIS, V., « Différences culturelles en matière de vie privée : point de vue canadien », (2016) *Dalloz IP/IT* 128-132.

GAUTRAIS, V., « Preuve des reproductions : vues d'ailleurs ! », (2014) *Cahiers Droit Sciences et Technologies*, 281-296.

GAUTRAIS, V., « The Normative Ecology of Disruptive Technology », dans D. MCKEE, F. MAKELA et T. SCASSA (dir.), *Law and the "Sharing Economy": Regulating Market-Based Online Platforms*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2018.

GAUTRAIS, V., « Réformer l'enseignement du droit : la course en avant », dans MEKKI, M. (dir.), *L'enseignement du droit : quel(s) système(s), quelle(s) méthode(s), quelle(s) discipline(s) ?*, Paris, LexisNexis, 2017, pp. 67-94.

GAUTRAIS, V. et P. TRUDEL, « Mondialisation et Internet au Québec », dans Travaux de l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française, *La mondialisation*, Bruxelles, Paris, Bruylant et LB2V, 2017, p. 895-916.

GAUTRAIS, V. et R. FORTIN-LECOMPTÉ, « Art de rue : quelques enjeux en droit nord-américain », dans G. GOFFAUX-CALLEBAUT, D. GUÉVEL et J.-B. SEUBE, *Droit(s) et street art : De la transgression à l'artification*, Paris, LGDJ, 2017, p. 95-112.

GAUTRAIS, V., « Contrat électronique : plus de 20 ans certes mais pas encore adulte », dans G. DECOQ, P.-Y. GAUTIER, A. LEPAGE et J. PASSA (dir.), *Études en l'honneur du professeur Jérôme Huet*, Paris, LGDJ, 2017, p. 191-210.

GAUTRAIS, V., « Preuve et développement durable : objectivation du droit par la normativité individuelle », dans V. GAUTRAIS et M. MEKKI, *Preuve et développement durable*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, p. 43-74.

GAUTRAIS, V. and C. THERRIEN, « Digitalization, Culture and Law: The Digital Leap in The North America Sandbox », dans GOFFAUX-CALLEBAUT, G. (dir.), *Éthique et patrimoine culturel : Regards croisés*, Collection « Droit du patrimoine culturel et naturel », 2016, Paris, L'Harmattan.

GAUTRAIS, V., « Rapport québécois », dans Association Henri Capitant, *L'immatériel*, Bruylant, Bruxelles, (01-2016).

GAUTRAIS, V., « Normativité et droit du technique » dans ROUSSEAU, S. (dir.), *Juriste sans frontières, Mélanges Ejan Mackaay*, 2015, Montréal, Éditions Thémis, 311-340.

GAUTRAIS, V., « Rapport québécois », dans Association Henri Capitant, *La preuve*, Bruylant, Bruxelles, (03-2015).

GAUTRAIS, V., « Contrat conclu à distance », coll. « JurisCasseur », Montréal, LexisNexis, 2014.

GAUTRAIS, V., « Proposition de Règlement général sur la protection des données : un regard d'ailleurs... », dans MARTIAL-BRAZ, N. (dir.), *La proposition de règlement européen relatif aux données à caractère personnel*, Collection Trans Europe Experts, Paris, Société de Législation comparée, 2014, p. 464-493.

Préface, dans VERMEYS, N., *Droit codifié et nouvelles technologies : le Code civil*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2015.

Préface, dans HEL, S., *Le formalisme du contrat électronique dans l'ASEAN : Définition et interprétation des notions d'écrit et de signature*, Éditions Européennes universitaires, 2014.

GAUTRAIS, V. et P. TRUDEL, Rapport québécois aux journées internationales Henri Capitant, « mondialisation et internet », Journées espagnoles, (05-2016).

GAUTRAIS, V., Rapport québécois aux journées internationales Henri Capitant, « Contrat et immatériel », Journées espagnoles, (05-2014).

GENDREAU, Y., « Artisans Can Keep Calm and Carry on for NAFTA Talks », in CIGI (ed.), *NAFTA 2.0 and Intellectual Property Rights – Insights on Developing Canada's Knowledge Economy*, available at <<https://www.cigionline.org/sites/default/files/documents/NAFTA%20special%20Report%20WEB.pdf>> 2017, 39-41.

GENDREAU, Y., « Five Years After Its Modernisation: Canadian Copyright Law Poised for Its Review », *ZNUJ (Jagiellonian University Journal of IP Law)*, 3 (137) 2017, 5-23.

GENDREAU, Y., « Rapport de synthèse », dans A. PUTTEMANS, Y. GENDREAU & J. DE WERRA (eds.), *Propriété intellectuelle et concurrence déloyale: Les liaisons dangereuses ?*, Bruxelles, Larcier, 2017, 309-320.

GENDREAU, Y., « User-Generated Content and Other Digital Copyright Challenges: A North American Perspective », dans de WERRA, J. (ed.), *Droit d'auteur 4.0 – Copyright 4.0*, Basel, Schulthess, 2017, 99-116.

GENDREAU, Y., « The Impact of International Treaties and Trade Agreements on the Development of Domestic Norms – The Example of Canada », (2017) 40 *Columbia Journal of Law & the Arts*, 335-338.

GENDREAU, Y., « La contribution du droit d'auteur à la diversité culturelle », dans AGBODJAN PRINCE, H. (ed.), *Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), Esprit et dynamique d'un bilatéralisme nouveau*, Cowansville, Yvon Blais, 2017, 313-324.

GENDREAU, Y., « Walking the Copyright Tightrope », in TORREMAN, P. (ed.), *Research Handbook on Copyright Law*, 2ND ed., Cheltenham, Edward Elgar, 2017, 1-30.

GENDREAU, Y., « Le régime allemand de copie privée comme modèle structurant du droit d'auteur » in S. VON LEWINSKI & R. M. HILTY (eds.), *Remuneration for the Use of Works. Exclusivity vs. Other Approaches*, Berlin, de Gruyter, 2017, 217-224; Other version of « Le 50e anniversaire du régime allemand de copie privée », (2015-2016) 31 *Canadian Intellectual Property Review*, 43-52.

GENDREAU, Y. et V. GAUTRAIS « Rapport québécois sur le thème 2: Contrat + immatériel » in Association Henri Capitant (ed.), Journées espagnoles de Barcelone et Madrid, *L'immatériel*, Brussels, LB2V & Bruylant, 2015, 553-572

GENDREAU, Y., « Exceptions for Education and Research », in STAMATOUDI, I. (ed.), *New Developments in EU and International Copyright Law*, Alphen aan den Rijn, Kluwer Law International, 2016, 57-75.

GENDREAU, Y., « Les exceptions au droit d'auteur : vers une clarification des enjeux ? », (2016) 28 *C.P.I.*, 455-501.

GENDREAU, Y., « What's in a Name? Extended Collective Licences in Canada », in G. KARNELL, A. KUR, P. J. NORDELL, D. WESTMAN, J. AXHAMN et S. CARLSSON (eds.), *Liber Amicorum Jan Rosén*, Stockholm, eddy.se ab, 2016, p. 293-309 ; (2016) 28 *Intellectual Property Journal* 109-127.

GENDREAU, Y., « Les exceptions canadiennes en matière d'éducation: Éléments de droit international et de droit comparé », (2015) 27 *C.P.I.*, 669-689.

GENDREAU, Y., « Suivre la valeur de l'art avec le droit de suite », in ROUSSEAU, S. (dir.), *Mélanges en l'honneur d'Ejan Mackaay*, Montréal, Éditions Thémis, 2015, pp. 383-406;

GENDREAU, Y., « Les pays de copyright et le droit de suite », (2015) 56 *C.P.I.*, 261-268.

GENDREAU, Y., « Highlighting Moral Rights in Exceptions: User-Generated Content in the Canadian Copyright Act », in F. BRISON, S. DUSOLLIER, M.-C. JANSSENS, & H. VANHEES (eds.), *Moral Rights in the 21st Century*, Brussels, Larcier, 2015, 208-216.

GENDREAU, Y., « Avant-propos », dans MOYSE, P.-E. (dir.), *Distribution des intangibles : la propriété intellectuelle dans le commerce des nouveaux biens*, coll. "Concurrence et innovation", vol. 2, Montréal, Éditions Thémis, 2014, ix-xvi.

GENDREAU, Y., « La réforme de la loi canadienne sur le droit d'auteur : dans l'esprit du temps? », (2014) 239 *R.I.D.A.*, 188-259.

GENDREAU, Y., « Conventions internationales de propriété littéraire et artistique », (2014) *JurisCasseur Propriété intellectuelle*.

GOLDSTEIN, G., A. DI ZAZZO et Z. ZHU, « La garantie du droit de propriété », dans *JurisCasseur de droit civil québécois*, volume Contrats spéciaux, par P.-C. LAFOND et G. GOLDSTEIN (dir.), (mise à jour 2018).

GOLDSTEIN, G., Fascicule 14, « Successions internationales », dans *JurisCasseur de droit québécois*, volumes Succession et Volume Droit international privé, par P.-C. LAFOND et G. GOLDSTEIN (dir.), (30 p. novembre 2011, mise à jour 2018).

GOLDSTEIN, G., « Mécanismes correctifs à l'application de la règle de conflit : clause échappatoire et exception d'ordre public », dans *JurisCasseur de droit québécois*, Volume Droit international privé, par P.-C. LAFOND et G. GOLDSTEIN (dir.), (2012) (mise à jour 2018).

GOLDSTEIN, G., « Effet au Québec des décisions étrangères : règles générales », dans *JurisCasseur de droit québécois*, volume Droit international privé, par P.-C. LAFOND et G. GOLDSTEIN (dir.), 2012 (mise à jour 2018).

GOLDSTEIN, G., « Règles générales contractuelles de conflit de lois », dans *JurisCasseur de droit québécois*, volume Droit international privé, par P.-C. LAFOND et G. GOLDSTEIN (dir.), 2012 (mise à jour 2018).

GOLDSTEIN, G., « Règles de conflit relatives à la fiducie et au trust », dans *JurisCasseur de droit québécois*, volume Droit international privé, par P.-C. LAFOND et G. GOLDSTEIN (dir.), 2013 (mise à jour 2018).

ZHENG, J. et G. GOLDSTEIN, « The 2011 Chinese Law on Conflict of Laws: A Comparative Law Perspective from Québec » (2014) 48 *R.J.T.U.M.*, 329-387.

GOLDSTEIN, G., « The Recognition and Enforcement of Foreign Decisions in Quebec », (2014) 15 *Yearbook of Private International Law*, 291-312.

GOLDSTEIN, G., « Proof and Information about Foreign Law. Canadian report from Québec », Congrès de Viennes, (2014) 7 *A.I.D.C.*, 2014.

ZHENG, J. et G. GOLDSTEIN, 加拿大魁北克国际私法评析 -兼论中国《涉外民事关系法律适用法》之完善 (Review on Quebec International Private Law from the Perspective of Improvement of the Law on the Application of Laws to Foreign-Related Civil Relationships of China), (2015) *China Academic Journal*, Electronic Publishing House, 51-66 (en chinois).

GOLDSTEIN, G., « The Effect of Foreign Decisions in Quebec Private international Law », (2015) *Doshisha Law Review*, 23 p. (en japonais).

GOLDSTEIN, G., « Le Forum non conveniens en droit civil. Analyse comparative à la lueur du droit international privé du Québec et du Japon », (2016) 51 *Revue critique de droit international privé*.

GOLDSTEIN, G., « La loi applicable aux droits réels portant sur des biens virtuels », dans R. JAFFERALI, V. MARQUETTE et A. NUYTS (dir.), *Mélanges Nadine Watté*, Louvain-la-Neuve, Larcier, 2017.

GOLDSTEIN, G. & Z. ZHU, « Chronique de droit international privé canadien. (2010-2015) 1ère partie. Droit civil québécois », (2016) *Journal du Droit International*, 1519-1566.

CHEN, W. et G. GOLDSTEIN, « The Asian Principles of Private International Law: Objectives, Main Innovations and Selected Topics », (2017) 13 *Journal of Private International Law*, 411-434.

GOLDSTEIN, G., « Forum Non Conveniens and Exception Clauses: Coordinating Conflicting Legal Systems in Civil Law Jurisdictions in a Global Context » (2017-2018) 19 *Yearbook of PIL*, 1-29.

GOLDSTEIN, G., « L'exception de prévisibilité », (2018) *Revue critique de droit international privé*, 3-29.

GOLDSTEIN, G., « Le caractère exceptionnel frappe encore ! Une nouvelle victime par ricochet : la clause d'exception de l'art. 3082 C.c.Q. », (2018) *R. du B. can.*, 402-421.

GOLDSTEIN, G., « Exception Clauses: An Unorthodox Interpretation in a Context of Derivative Claims Based on Extra Contractual Civil Liability » in International Symposium: Current Issues in Private International law, Kyoto, Doshisha University, 2018.

GRÉGOIRE, M.-A., « Le contrat d'adhésion avant son adoption au Code civil du Québec : l'émergence de la notion en droit québécois » dans G. CHANTEPIE et M. LATINA (dir.), *Le contrat d'adhésion. Perspectives franco-québécoises*, Paris, Dalloz, 2018.

GRÉGOIRE, M.-A. et A. PUTTEMANS, « Libres pensées belgo-québécoises sur l'efficacité de la protection contre les clauses abusives » dans R. JAFFERALI, V. MARQUETTE et A. NUYTS (dir.), *Liber Amicorum Nadine Watté*, Louvain-la-Neuve, Larcier, 2017, 265-278.

GRÉGOIRE, M.-A. et M. LACROIX, « Les tiers et le contrat : rapport québécois », dans Association Henri Capitant, *Les tiers. Journées internationales panaméennes*, tome LXV, Paris, Bruylant et LB2V, 2016, 193-202.

GRÉGOIRE, M.-A., « La légalité des baux en résidence privée : les aînés québécois sont-ils bien protégés ? » dans D. GUÉRIN et F.-X. ROUX-DEMARE, *Logement et vulnérabilité*, Coll. Colloques & Essais, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2016, 211-230.

GRÉGOIRE, M.-A., « Les personnes » dans B. MOORE et M. LACROIX (dir.), *Droit du Québec*, coll. Bibliothèque Henri Capitant, Paris, Lextenso, 2016, 53-59.

GRÉGOIRE, M.-A., « La personnalité juridique: incarnation effective des droits subjectifs », dans MOORE, B. (dir.), *Les grandes notions*, coll. « Les grands classiques du droit civil », Montréal, Éditions Thémis, 2015, 3-32.

GRÉGOIRE, M.-A., « Preuve et droits fondamentaux: rapport québécois », dans Association Henri Capitant, La preuve, Journées internationales Pays-Bas et Belgique, tome LXIII, Paris, Bruylant et LB2V, 2015, 233-239

GRÉGOIRE, M.-A., « La personne vulnérable, une oubliée du Code civil du Québec ? Quand l'effectivité du droit ne rime pas avec efficacité. » dans V. CARON, G.A. BERTHOLD et als (dir.) *Les oubliés du Code civil du Québec*, Montréal, Éd. Thémis, 2015, 31-49.

GRÉGOIRE, M.-A., « Contrat d'hypothèque immobilière de type parapluie. Les consommateurs sont-ils bien informés? », (2017) 119 *Revue du Notariat*, 277-319.

GRÉGOIRE, M.-A., « Les baux en résidences pour personnes âgées : quelle effectivité pour la protection des droits ? », (2016) 46 (hors série) *R.G.D.*, 277-304.

GRÉGOIRE, M.-A., « L'aide médicale à mourir à la croisée des chemins: perspectives de droit comparé à la suite de l'arrêt Carter », (2016) 93(3) *R. du B. can.*, 611-637

GRÉGOIRE, M.-A., « Le parcours tumultueux des propos injurieux en droit québécois depuis 2009 : l'arrêt Génex Communications Inc. c. Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ) est-il toujours pertinent ? », (2016) 57 *C. de D.*, 3-23.

BARBE, R. et M.-A. GRÉGOIRE, « Le rôle du curateur public du Québec dans le processus d'ouverture d'un régime de protection à un majeur inapte: point de vue des greffiers de la Cour supérieure », (2015) 45 *R.D.U.S.*, 273-296.

GRÉGOIRE, M.-A. et C. RÉGIS, « L'affaire Carter de la Cour suprême du Canada: une ère nouvelle pour l'aide médicale à mourir », (2015) 64 *Revue Droit et Santé*, 314-319.

GIROUX, M. et M.-A. GRÉGOIRE, « Droit canadien (Québec) », HÉRAULT, L., « État civil de demain et transidentité », Rapport final déposé à la Mission de recherche Droit et Justice, (05-2018) 83-92. Disponible en ligne à http://www.gip-recherche-justice.fr/wp-content/uploads/2018/05/15-24-Rapport-final_Etat-civil-de-demain-et-transidentité_mai-2018.pdf

HARRINGTON, M. P., *New Approaches to Charity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, 300 p.

HARRINGTON, M. P., *The Court and the Constitution: A 150 Year Retrospective*, Toronto, LexisNexis Canada, 2017, 250 p.

HARRINGTON, M. P., *The Supreme Court and Private Law*, Toronto, LexisNexis Canada, 2017, 200 p.

HARRINGTON, M. P., *Property: Cases and Materials*, Montréal, J-F Dery, 2016, 600 p.

HARRINGTON, M. P., *Compensation*, Toronto, LexisNexis Canada, 2015, 200 p.

HARRINGTON, M. P., « The Supreme Court and Equity » in *The Supreme Court and Private Law*, Toronto, LexisNexis Canada, 2017, 35 p.

HARRINGTON, M. P., « Forging a Transcontinental Nation: 1867-1900 », in MENDES, E. (dir.), *Canada's Constitutional Democracy*, Toronto, LexisNexis Canada, 2017, 40 p.

HARRINGTON, M. P., « Language Rights and the Political Compromise Doctrine », in Harrington, M. P., *The Court and the Constitution: A 150 Year Retrospective*, Toronto, LexisNexis Canada, 2017, 40 p.

HARRINGTON, M. P., « The Québec Trust » in F. WOODMAN & M. GILEN, *The Law of Trusts*, Toronto, LexisNexis Canada, 2015, 40 p.

HARRINGTON, M. P., « The "New" Public Benefit Requirement: Making Sense of Charity Law ? » (2016), 35 *Estates, Pensions & Trusts Journal* 213.

HARRINGTON, M. P., « "A Lawless Science": Punitive Damages in Canada » (2015), 69 *S.C. Law Rev.* 185.

HÉTU, J., « Revue de la jurisprudence 2018 en droit municipal », (2019) 121 *R. du N.*, 227-277.

HÉTU, J., « Revue de jurisprudence 2017 en droit municipal », (2018) 120 *R. du N.*, 261-301.

HÉTU, J. et E. AMAR (dir.), *La Faculté de droit de l'Université de Montréal et la communauté juive*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 188 p.

HÉTU, J., « Les droits sur les mutations immobilières : pourquoi pas une 'taxe d'adieu ou de départ' plus équitable » (2017) 17 *A.J.M.*, 41-47.

HÉTU, J., « Le pouvoir général de taxation : cet inconnu ! », (2017) 17 *A.J.M.*, 129-135.

HÉTU, J., « Revue de la jurisprudence 2016 en droit municipal », (2017) 119 *R. du B.*, 231-268.

HÉTU, J., *Le Lavaltrie d'autrefois (1665-1972). Chronologie historique et photos anciennes*, Montréal, Archiv-Histo inc., 2016, 387 p.

HÉTU, J., *Le conseil municipal de Lavaltrie 1855-2014. Maires – Conseillers – Secrétaires-trésoriers*, Montréal, Archiv-Histo inc., 2014, 127 p.

HOULE, F. et C. PETERSON, *Hors de tout doute raisonnable : La méthodologie et l'adéquation empirique comme fondements de l'épistémologie du droit de la preuve*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 122 p.

HOULE, F. et H. AGBODJAN PRINCE (dir.), *La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 304 p.

HOULE, F., P. NOREAU, P. ISSALYS et M. VALOIS, *La justice administrative : entre indépendance et responsabilité - Jalons pour la création d'un régime commun pour les décideurs administratifs indépendants*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2014, 468 p.

HOULE, F., *Analyses d'impact et consultations réglementaires au Canada, Étude sur les transformations du processus réglementaire fédéral : de la réglementation pathogène à la réglementation intelligente* Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2012, 660 pages.

HOULE, F. et G. ST-LAURENT, « La cohérence décisionnelle devant les tribunaux administratifs québécois », dans S. LAVALLÉE et P. ISSALYS (dir.), *Vastes mondes – Études en l'honneur du professeur Denis Lemieux*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2018.

HOULE, F. et H. AGBODJAN PRINCE, « La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique : synthèse des travaux », dans F. HOULE et H. AGBODJAN PRINCE, *La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique*, Cowansville, Éd. Yvon Blais, 2016.

HOULE, F. et F. DOUCET, « L'Entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles : conditions et contraintes imposées aux professionnels », dans HOULE, F. et H. AGBODJAN PRINCE (dir.), *La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016.

HOULE, F. et K. DELVOVÉ, « La mobilité professionnelle au Canada et en Europe : des mécanismes de reconnaissance à double vitesse », dans HOULE, F. et H. AGBODJAN PRINCE (dir.), *La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016.

HOULE, F., « The Duty to Consult During the Canadian Federal Regulatory Process: Preliminary Reflections on The Legal Status of the Notice », dans I. BOUHADANA, W. GILLES et R. WEAVER (eds.), *Transparency in the Open Government Era*, Paris, France, Éd. IMODEV, 2015, 127-154.

HOULE, F., « Implementing Québec Intercultural Policy Through the Selection of Immigrants », dans D. NAKACHE et S. BAGLAY (dir.), *Immigration Regulation in Federal States*, Toronto, Springer Science, 2014, 117-138.

HOULE, F., « La Clinique juridique Profil : Au service de l'intégration des immigrants au Québec » (2018) avec Karine Delvolvé 5 : 1 *Innovations Pédagogiques*, nous partageons, et vous ? en ligne : <http://www.walderpublications.ch/vol-5-no1-pp1-105/revue-finale-avril-2018/>.

HOULE, F. et K. MAC ALLISTER, « Le droit international des droits de l'Homme et le droit canadien des réfugiés LGBTQ+ » (2017), 29:2 *R.J.F.D.*, 317-342.

HOULE, F. et L. PINTO, « Les arrangements de reconnaissance mutuelle des compétences professionnelles entre la France et le Québec et le droit à l'égalité: un premier regard » (2016), 50 *R.J.T.U.M.*, 353-354.

HOULE, F., « Protecting the Right to Pursue a Livelihood for Foreign-Trained Professionals: Toward Building an Enabling Regulatory System » (2016) 2:3 *International Journal of Migration and Border Studies*, 309-328.

HOULE, F. et C. PATERSON, « The Many Faces of Truth in the Law of Evidence » (2016) ICAJ, en ligne : <<https://ciaj-icaj.ca/wp-content/uploads/2016/05/844.pdf>>.

HOULE, F., « Droit à l'égalité, protection du public et accès au travail pour les professionnels formés à l'étranger. Regard sur l'Entente Québec-France et ses arrangements de reconnaissance mutuelle » (2015) 17:1 *Revue Vie Économique*.

HOULE, F., « *La migration et le droit au Canada* », Rapport national, Académie internationale de droit comparé, Congrès international de Vienne 2014, 40 pages.

HOULE, F., P. NOREAU, P. ISSALYS et M. VALOIS, « Administrative Justice: Independence and Responsibility -Towards a Common Regime for Independent Adjudicators » (2014) 27 *Canadian Journal of Administrative Law and Practice*, 219-233.

KARAZIVAN, N., « Cooperative Federalism in Canada and Quebec's Changing Attitudes », dans R. ALBERT, P. DALY & V. A. MACDONNELLS (dirs.), *The Canadian Constitution in transition*, Toronto, University of Toronto Press, 2018, 136-166.

GAUDREAU-DESBIENS, J.-F. V. NTAGANDA & N. KARAZIVAN, « The Rise and Fall of Freedom of Expression at the McLachlin Court », dans D. JUTRAS & M. MOORE (dirs.), *Hommage à Beverley McLachlin*, LexisNexis, 2018, 87 S.C.L.R. (2d) 211-253.

KARAZIVAN, N., « Quelques observations sur 'La vocation manqué du Sénat canadien' », dans P. TAILLON, A. BINETTE & G. LAFOREST (dirs.), *Jean-Charles Bonenfant et l'esprit des institutions*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 367-372.

KARAZIVAN, N., « Constitutional structure and Original Intent: a Canadian Perspective », (2017) 2 *University of Illinois Law Review*, 629-655.

KARAZIVAN, N., « Le fédéralisme coopératif entre territorialité et fonctionnalité : le cas des valeurs mobilières », (2016) 46 : 2 *R.G.D.*, 419-472.

KARAZIVAN, N., « Graduer ou Qualifier ? L'application de la Charte aux Universités », (2016) 36 :1 *National Journal of Constitutional Law*, 161-194.

KARAZIVAN, N., « De la structure constitutionnelle dans le Renvoi relatif au Sénat. Vers une gestalt constitutionnelle ? » (2015), 60 : 4 *RD McGill*, 793-838.

ZHOU, H.-R. & N. KARAZIVAN, « Physician-assisted Dying Judicially Legalised », *Public Law International Survey*, 2016:1, 131-132.

ZHOU, H.-R. & N. KARAZIVAN, « Mandatory Prison Term for a Firearm Licensing Offence Held Constitutionally Invalid », *Public Law International Survey*, 2016:1, 132-133.

ZHOU, H.-R. & N. KARAZIVAN, « Cooperative Federalism Cannot Limit the Scope of Legislative Authority », *Public Law International Survey*, 2016:1, 133-135.

ZHOU, H.-R. & N. KARAZIVAN, « No torture exception to foreign state immunity », *Public Law International Survey*, 2016:1, 131-132.

KARAZIVAN, N. & J-F. GAUDREAU-DESBIENS, « Supreme Court Strikes Down Prostitution laws », *Public Law International Survey*, 2014:4, 698-700.

KARAZIVAN, N. & J-F. GAUDREAU-DESBIENS, « Parti Québécois, Proponent of a Secularism Charter Suffers Electoral Defeat -Supreme Court delivers Nuanced Verdict on Witnesses Wearing Niqab in Court », *Public Law International Survey*, 2014:3, 577-578.

KOUTOUKI, K. et K. LOFTS, « Cannabis, Reconciliation and the Rights of Indigenous Peoples: Prospects and Challenges for Cannabis Legalization in Canada », (2019) 56 *Alberta Law Review* 3, 709-728.

HÉTU, M., K. KOUTOUKI et Y. JOLY, « Genomics for All: Interantional Open Science Genomics Projects and Capacity Building in the Developing World », (2019) 10 *Frontiers in Genetics*, en ligne : <<https://doi.org/10.3389/fgene.2019.00095>>.

KOUTOUKI, K., K. LOFTS et G. DAVIDIAN, « A Rights-Based Approach to Indigenous Women and Gender Inequities in Resource Development in Northern Canada », (2018) *Review of European Community & International Environmental Law*, 63-74.

ALEXANDRE, C. et K. KOUTOUKI, « No Way Home for the Chagossians: Law and Power Politics », (2018) 25 *International Journal on Minority and Group Rights*, 1-35.

KOUTOUKI, K., « Crimes Against Future Inuit Generations: Heavy Metals and Persistent Organic Pollutants », (2017) 20 *Australian Indigenous Law Review*, 243-263.

ARJJUMEND, H., K. KOUTOUKI, S. ALAM and T. KOIVUROVA, « The Space for Indigenous Peoples and Local Communities: Participation in Policymaking and Benefit Sharing Negotiations » (2017) 21:4 *World Affairs: Journal of International Issues*, 56-72.

HÉTU, M., Y. JOLY and K. KOUTOUKI, « Measuring the Performance of International Genomic Research Projects in Fostering Genomic Capacity in the Developing World », (2017) 36: 4 *New Genetics and Society*, 315-335.

WATTS, P., K. KOUTOUKI, S. BOOTH and S. BLUM « Inuit Food Security in Canada: Arctic Marine Ethnoecology », (2017) 9:3 *Food Security: The Science, Sociology and Economics of Food Production and Access to Food*, 421-440.

ARJJUMEND, H., K. KOUTOUKI and S. ALAM, « Evolution of International Governance of Biodiversity », (2016) 3 *Journal of Global Resources*, 1-15.

DJEMBA KANDJO J. and K. KOUTOUKI, « La nécessité d'associer la biopiraterie à la criminalité environnementale pour une protection efficace de la biodiversité en droit international », (2016) 49:2 *Revue Criminologie*, 195-214.

KOUTOUKI, K., P. WATTS and S. BOOTH, « The Canadian Arctic Marine Ecological Footprint and Free Prior Informed Consent: Making the Case for Indigenous Public Participation through Inclusive Education » (2015) 24:2 *Review of European Community & International Environmental Law*, 160-170.

ALEXANDRE, C., K. KOUTOUKI, « Les déplacés des Chagos. Retour sur la lutte de ces habitants pour récupérer leur terre ancestrale » (2014) 27:2 *R.Q.D.I.*, 1-26.

PHILLIPS, F. and K. KOUTOUKI, « International Law and Marine Ecosystem Governance: The Climate Change Nexus », in HARRIS, P. (ed.), *Climate Change and Ocean Governance: Politics and Policy for Threatened Seas*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019, 307-324.

ARJJUMEND, H., and K. KOUTOUKI, H. G. FAGAN, S. SHIBATA, « International Overview of Sacred Sites and Indigenous and Community Conserved Areas (ICCAs) and the Need for Their Recognition », (2018) *Journal of Global Environmental Studies*, 33-56.

KOUTOUKI, K., « The Tradition of Regenerative Agriculture in Indigenous Nations and Prospects for Indigenous Nations in Canada to Participate in the Food Production Sector », (2017) in *Canadian Council on Aboriginal Business Report on Agriculture and Aboriginal Business*.

KOUTOUKI, K., « Canada Has an Obligation to Promote Rights of Indigenous Peoples in NAFTA », (2017) *NAFTA and the Knowledge Economy Series*, Center for International Governance Innovation (CIGI), en ligne : <<https://www.cigionline.org/articles/canada-has-obligation-promote-rights-indigenous-peoples-nafta>>.

KOUTOUKI, K. and F. PERRON-WELCH, « Responsabilité sociale des entreprises et la mise en œuvre du Protocole de Nagoya », (2016) 101 *Journal Liaison Énergie-Francophonie*, 67-72.

MANIRABONA, A. et K. KOUTOUKI. « Introduction : La criminalité environnementale », (2016) 49:2 *Revue Criminologie*, 5-14.

KOUTOUKI, K., « Les Inuit face au changement climatique : un défi pour le droit international », (2014) *Droit Montréal*, 17-19.

ARJJUMEND, H. and K. KOUTOUKI, « Science of Biopesticides and Critical analysis of Indian legal frameworks regulating biocontrol agents », (2018) Paper accepted in 9th International Congress of Environmental Research, 8-10 February 2018, Gwalior, India.

ARJJUMEND, H., K. KOUTOUKI and A. GETMAN, « Ukrainian Legislation for Safeguarding the Agroecosystems and Environmental Health: The Challenges Ahead », proceedings of Kharkiv International Legal Forum on Law and Problems of Sustainable Development in Globalized World, 3-6 October 2017, Kharkiv, Ukraine.

LOFTS, K., K. KOUTOUKI, and A. HARRINGTON, « Inventory of TEK Projects and Engagement in Canada » (2019), Commission for Environmental Cooperation (NAFTA), 116 pages.

LOFTS, K., K. KOUTOUKI, and A. HARRINGTON, « La protection des espèces en péril sur les terrains privés : Étude des approches juridiques et politiques au Canada et aux États-Unis » (2019), Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs du Québec, 323 pages.

KOUTOUKI, K. and F-K PHILLIPS, “Sustainable Development Goal 14 on Marine Ecosystems” United Nations Environment Program submitted 2016.

PHILLIPS, F-K., C. CAMPBELL-DURUFLÉ, K. KOUTOUKI, “Comment on Canada’s Federal Sustainable Development Strategy” submitted 2016 Canadian Federal Government.

GAUDREAU-DESBIENS, J-F. et D. LABRÈCHE, « Le contexte social du droit dans le Québec contemporain », dans *Collection de droit 2015-2016, Volume 1 : Éthique, déontologie et pratique professionnelle*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 2015.

LABRÈCHE, D. et C. JARRY, « Les infractions relatives à l'automobile », dans *Collection de droit 2015-2016, volume 12 : Droit pénal - Infractions, moyens de défense et peine*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 2015. (Mise à jour).

LAFOND, P.-C., *Droit de la protection du consommateur – Théorie et pratique*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2015, 549 p.

LAFOND, P.-C., « Définition de l'action collective, parties et tribunal compétent », *JurisClasseur Québec*, collection Droit civil, volume Procédure civile II, LexisNexis, Montréal (mises à jour bisannuelles en fonction du Nouveau Code de procédure civile).

LAFOND, P.-C., « Introduction », dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Régler autrement les différends*, Montréal, Éditions LexisNexis Canada, 2015, 1-26.

LAFOND, P.-C., « La médiation », en collaboration avec la professeure Michelle Thériault, dans Pierre-Claude LAFOND (dir.), *Régler autrement les différends*, Montréal, Éditions LexisNexis Canada, 2015, p. 49-83.

LAFOND, P.-C., « L'action collective dans le nouveau Code de procédure civile : entre évolution, stagnation et recul », dans GUILLEMARD, S. (dir.), *Le Code de procédure civile : quelles nouveautés?*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 255-280.

LAFOND, P.-C., « Les troubles de voisinage, la médiation et le notaire », dans CHAMBRES DES NOTAIRES DU QUÉBEC, *Cours de perfectionnement du notariat*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2018, 81 à 115.

LAFOND, P.-C., mise à jour du chapitre « Introduction », dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Régler autrement les différends*, 2e éd., Montréal, Éditions LexisNexis Canada, 2018, 1-36.

LAFOND, P.-C., mise à jour du chapitre « La médiation », en collaboration avec la professeure Michelle Thériault, dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Régler autrement les différends*, 2e éd., Montréal, Éditions LexisNexis Canada, 2018, 103-146.

LAFOND, P.-C., « La pratique de l'action collective québécoise 1979-2017 : de l'espoir à l'inquiétude », dans PICHÉ, C. (dir.), *The Effect of Class Action / L'effet de l'action collective*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2018, 259-272.

LAFOND, P.-C., « L'action de groupe française ou l'art de rater une belle occasion », dans C. PICHÉ et N. VÉZINA (dir.), *L'action collective à la croisée des systèmes et des traditions : « monstre de Frankenstein » ou modèle révé de procédure civile?*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 53-78.

LAFOND, P.-C., *Régler autrement les différends* (dir.), Montréal, Éditions LexisNexis Canada, 2015, 424 p.

LAFOND, P.-C., *JurisClasseur Québec*, collection Droit des affaires, volume Droit de la consommation et concurrence (conseiller éditorial), LexisNexis, Montréal, décembre 2014.

LAFOND, P.-C., *Régler autrement les différends*, 2e éd. (dir.), Montréal, Éditions, LexisNexis Canada, 2018, 569 p.

LAFOND, P.-C., « L'énigmatique article 1045 C.p.c. : un espace de créativité pour le juge gestionnaire d'un recours collectif », (2014) *R. du B.*, 1-31.

LAFOND, P.-C., « L'action de groupe française ou l'art de rater une belle occasion », 2016-2 *R.I.D.C.*, 319-340.

LAFOND, P.-C., « Pour une modernisation des exceptions à la notion de commerçant – Cultivateurs, artisans et professionnels de ce monde : bienvenue au 21e siècle ! », (2017) 76 *R. du B.*, 51-101.

LALONDE, S., « Canada's Influence on the Law of the Sea » in *Reflections on Canada's Past, Present and Future in International Law* (Centre for International Governance Innovation at the University of Waterloo), Waterloo, Ontario, Canada, CIGI, 2018 (live as of 16 February 2018 at <<https://www.cigionline.org/publications/canadas-influence-law-sea>>.

LALONDE, S., « The Northwest Passage and the Northern Sea Route: Sovereignty and Responsibilities », in E. C. PÉREZ and S. I. SANCHEZ (eds.), *Global Challenges in the Arctic Region – Sovereignty, Environment and Geopolitical Balance*, Londres, Routledge, 2017, 42-74.

LALONDE, S., « Managing Maritime Disputes: The Canadian-American Experience », in SCHOFIELD, C., *The East-China Sea: How to Build Confidence and Promote Cooperation*, Busan, Corée du Sud, Korea Maritime Institute, 2017, 77-98.

LACKENBAUER, P.W. et S. LALONDE, « Searching for Common Ground in Evolving Canadian and EU Arctic Strategies », in N. LIU, E.A. KIRK and T. HENRIKSEN (eds.), *The European Union and the Arctic* Leiden, Brill / Nijhoff, 2017, 119-171.

LACKENBAUER, P.W. et S. LALONDE, « Canada, Sovereignty and 'Disputed' Arctic Boundaries: Myths, Misconceptions and Legal Realities », in H. NICOL and P.W. LACKENBAUER (eds.), *The Network North: Borders and Borderlands in the Canadian Arctic Region*, Waterloo, Ontario, Canada, Centre on Foreign Policy and Federalism at St. Jerome's University, 2017, 95-113.

LALONDE, S., « Arctic Stewardship: Protecting the Arctic Ocean », dans O. R. YOUNG, J. D. KIM, Y. H. KIM (eds.), *The Arctic in World Affairs: A North Pacific Dialogue on the Arctic in the Wider World*, Busan, Corée du Sud, Korea Maritime Institute, 2017, 329-354.

LALONDE, S., « The Role of the Uti Possidetis Principle in the Resolution of Maritime Boundary Disputes », in C. CHINKINS and F. BAETENS (eds.), *Sovereignty, Statehood and State Responsibility – Essays in Honour of James Crawford*, Cambridge, R-U, Cambridge University Press, 2015, 248-272.

LALONDE, S., « Donat Pharand: The Arctic Scholar », in S. LALONDE and T. McDORMAN (eds.), *International Law and Politics of the Arctic Ocean: Essays in Honor of Donat Pharand*, Boston, États-Unis, Brill / Nijhoff, 2015, 3-51.

LALONDE, S. and T. L. MCDORMAN, *International Law and Politics of the Arctic Ocean: Essays in Honor of Donat Pharand*, Boston, États-Unis, Brill / Nijhoff, 2015

LALONDE, S., « The IMO's PSSA Mechanism and the Debate over the Northwest Passage », in T. STEPHENS and D. VANDERZWAAG (eds.), *Polar Oceans Governance in an Era of Environmental Change*, Cheltenham, R-U, Edward Elgar Publishers, 2014, 168-186.

LALONDE, S., « The Right of Overflight Above International Straits », 52 *Canadian Yearbook of International Law*.

LAROCHE, P., M. ADAMS and F. FABBRINI, *The constitutionalization of European budgetary constraints*, Oxford, Hart, 2014, 428 p.

LAROCHE, P. et F. SHUETT, « Repeated Interaction in Standard Setting », *J Econ Manage Strat*, 2018, 1– 22.

LAROCHE, P. and N. ZINGALES, « Injunctive Relief in the EU – Intellectual Property and Competition Law at the Remedies Stage », in CONTRERAS, J. (ed.), *The Cambridge Handbook of Technical Standardization Law*, Cambridge, CUP, 2017, 406-438.

LAROCHE, P. and G. VAN OVERWALLE, « Interoperability standards, patents and competition policy », in DELIMATSI, P. (ed.), *The Law, Economics and Politics of International Standardization*, Cambridge: CUP, 2015, 367-383.

LAROCHE, P. and A. BUTENKO, « Regulation for Innovativeness or Regulation of Innovation? », (2015) 7 *Journal of Law, Innovation and Technology*, 52-82.

LAROCHE, P. and N. ZINGALES, « Injunctive Relief in Disputes Related to Standard-Essential Patents: Time for the CJEU to Set Fair and Reasonable Presumptions », (2014) 10 *Eur Competition J*, 231-276.

LAROCHE, P., J. PADILLA and R. S. TAFFETT, « Settling FRAND Disputes: Is Mandatory Arbitration a Reasonable and Non-Discriminatory Alternative? », (2014) 10 *J Competition Law & Econ*, 581-610.

w, P. M. ADAMS and F. FABBRINI, « The constitutionalization of European budgetary constraints: Introduction », in M. ADAMS, F. FABBRINI et P. LAROCHE (eds.), *The constitutionalization of European budgetary constraints*, Oxford, Hart, 2014, 1-15.

LAROCHE, P. and M. P. SCHINKEL, « Continental Drift in the Treatment of Dominant Firms: Article 102 TFEU in Contrast to § 2 Sherman Act », in D. SOKOL et R. BLAIR (eds.), *Oxford Handbook of International Antitrust Economics – Vol. 2*, Oxford, OUP, 2014, 153-187.

LAROCHE, P., J. BARON, J. CONTRERAS and M. HUSOVEC, « Making the Rules – The Governance of Standard Development Organisations and their Policies on Intellectual Property Rights », *JRC Science for Policy Report*, 2019.

LAROCHE, P. and A. de STREEL, « An integrated regulatory framework for digital networks and services », *CERRE*, 2016.

LAROCHE, P., M. PEITZ and N. PURTOVA, « Consumer privacy in network industries », *CERRE*, 2016.

LAROCHE, P. and aliis, « Network industries: efficient regulation, affordable & adequate services - CERRE Regulation Dossier for the Incoming European Commission 2014-2018 », *CERRE*, 2014.

LAROCHE, P., « CERRE Code of Conduct and Best Practices for the setup, operations and procedure of regulatory authorities », *CERRE*, 2014.

LAROCHE, P. and G. CERVIGNI, « Regulating Smart Metering in Europe: Technological, Economic and Legal Challenges », *CERRE*, 2014.

LECLAIR, J., F. BÉRARD et M. MORIN (dir.), *La diversité culturelle et linguistique au Canada et au Maroc en droit interne et en droit international*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2018.

LECLAIR, J. et J.-F. GAUDREAU-DESBIENS, *Provinces, lutte contre la corruption et fédéralisme*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2016, 93 p.

LECLAIR, J., « Invisibility, Wilful Blindness and Impending Doom: The Future (If Any) of Canadian Federalism x », in C. HUGHES TUOHY, S. BORWEIN, P.J. LOEWEN, & A. POTTERS (eds.), *Policy Transformation in Canada. Is the Past Prologue?*, Toronto, University of Toronto Press, 2019, 106-116.

LECLAIR, J., « Legality, Legitimacy, Decisionism and Federalism : An Analysis of the Supreme Court of Canada's Reasoning in Reference re Secession of Quebec, 1998 », in A. LÓPEZ-BASAGUREN & L. ESCAJEDO SAN EPIFANIO (eds.), *Claims for Secession and Federalism. A Comparative Study with Special Focus on Spain*, Springer, 2019, 63-84

LECLAIR, J., « Modération et pragmatisme. Pierres d'assise de la pensée fédérale et constitutionnelle de Jean-Charles Bonenfant », dans A. BINETTE, P. TAILLON et G. LAFOREST (dir.), *Jean-Charles Bonenfant et l'esprit des institutions*, Coll. Prisme, Québec, PUL, 2018, 45-80.

LECLAIR, J., « La Constitution de 1867. La reconnaissance des Canadiens français comme acteurs constitutants », dans A. BINETTE, P. TAILLON et G. LAFOREST (dir.), *Jean-Charles Bonenfant et l'esprit des institutions*, Coll. Prisme, Québec, PUL, 2018, 153-162.

LECLAIR, J., G. OTIS, S. BELLINA et S. THÉRIAULT, « Introduction générale. L'étude des systèmes juridiques autochtones et ses enjeux », dans OTIS, G., *Contributions à l'étude des systèmes juridiques autochtones et coutumiers*, Ottawa, PUL, 2018, 1-19.

LECLAIR, J., J.-F. GAUDREAU-DESBIEENS, E. STEYN et S. BRODEUR-GIRARD, « La famille », dans OTIS, G., *Contributions à l'étude des systèmes juridiques autochtones et coutumiers*, Ottawa, PUL, 2018, 45-77.

LECLAIR, J., G. OTIS, S. BELLINA et S. THÉRIAULT, « Conclusion générale. Quelques fondamentaux des systèmes juridiques autochtones », dans OTIS, G., *Contributions à l'étude des systèmes juridiques autochtones et coutumiers*, Ottawa, PUL, 2018, 171-186.

LECLAIR, J., « Le discours des droits : un frein à la défense des droits des minorités ? », dans J. LECLAIR, M. MORIN et F. BÉRARD (dir.), *La diversité culturelle et linguistique au Canada et au Maroc en droit interne et en droit international*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2018, 73-81.

LECLAIR, J., « Federalism as Rejection of Nationalist Monisms », in D. KARMIS and F. ROCHER (eds.), *The Trust/Distrust Dynamic in Multinational Democracies: Canada in Comparative Perspective*, Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press, 2018, 210-247.

LECLAIR, J. et M. MORIN, « Peuples autochtones et droit constitutionnel », dans S. BEAULAC et J.-F. GAUDREAU-DESBIEENS (dir.), *JurisClasseur Québec* - Collection Droit public - Droit constitutionnel, Montréal, LexisNexis, 15/1 à 15/154 (mise à jour annuelle).

LECLAIR, J., « Justice et institutions démocratiques », dans C. RÉGIS, K. BENYEKHFLEF et D. WEINSTOCK, *Sauvons la justice! 39 propositions pour agir*, Montréal, Del Busso Éditeur, 2017, 96-101.

LECLAIR, J., « Tolstoï et les juges Beetz et Laskin : À la recherche du citoyen dans le discours judiciaire relatif au fédéralisme », dans A.-G. GAGNON et P. NOREAU (dir.), *Constitutionnalisme, droits et diversité : Mélanges en l'honneur de José Woehrling*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2017, 109-137.

LECLAIR, J., « Nanabush, Lon Fuller and Historical Treaties: The Potentialities and Limits of Adjudication », in J. BORROWS & M. COYLE (eds.), *The Right Relationship. Reimagining the Implementation of Historical Treaties*, Toronto, University of Toronto Press, 2017, 325-343.

LECLAIR, J., « Constitutional Principles in the Secession Reference », in N. DESROSIERS, P. MACKLEM & P. OLIVIER (eds.), *The Oxford Handbook of the Canadian Constitution*, Oxford, Oxford University Press, 2017, 1009-1029.

LECLAIR, J., « Military Historiography, Warriors and Soldiers: The Normative Impact of Epistemological Choices », in P. MACKLEM & D. SANDERSON (dir.), *Essays on the Constitutional Entrenchment of Aboriginal & Treaty Rights*, Toronto, University of Toronto Press, 2016, 179-206.

LECLAIR, J., « Le potier, l'argile et le peuple: le rôle de la loi et du pouvoir dans le processus d'accession du Québec à l'indépendance », dans E. BROUILLET, P. TAILLON et O. BINETTE (dir.), *Un regard québécois sur le droit constitutionnel. Mélanges en l'honneur d'Henri Brun et de Guy Tremblay*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 833-853.

LECLAIR, J., « Daddy, Is the Sky Higher Than the Ceiling? Roderick Alexander Macdonald's Federal Epistemology and Ontology », in R. JANDA, R. JUKIER et D. JUTRAS (dir.), *The Unbounded Level of the Mind – Rod Macdonald's Legal Imagination*, Montréal, McGill-Queen's University, 2015, 63-72.

LECLAIR, J., (2014). « El terrassaire, l'argila i el poble : Reflexions crítiques sobre el paper de la llei i del poder en el procés d'independència del Quebec », in SOLANO, X. (dir.), *Fòrum sobre el dret a decidir (I) Dret comparat i context internacional*, Institut d'Estudis Autonòmics, Barcelona, pp. 183-201.

LECLAIR, J., « La pensée constitutionnelle et fédérale de Jean-Charles Bonenfant : la franchise au service du Québec », (2018) 59-2 C. de D., 441-481.

LECLAIR, J., « Ceintures fléchées and Wampum Belts: Quebec and Indigenous Peoples in the Canadian Federation », (2018) *Journal of Parliamentary and Political Law / Revue de Droit Parlementaire et Politique* - Special Issue / Numéro hors-série - Canada's Constitutional & Governance Challenges After 150 Years / Les Défis Constitutionnels et de Gouvernance du Canada Après 150 ans 17-21.

LECLAIR, J., (2017). « The Story of Constitutions, Constitutionalism and Reconciliation: A Work of Prose? Poetry? Or Both? », (2017) *The Review of Constitutional Studies/Revue d'études constitutionnelles*, Vol. 22, no 3, 329-346.

LECLAIR, J., « Le rôle de la loi et du pouvoir dans le processus d'accession du Québec à l'indépendance », (2014) 8 *Revue de droit parlementaire et politique*, 557-565.

LECLAIR, J., « Michael Oakeshott ou la recherche d'une politique dépourvue d'abstractions, Jus politicum », (2014) 12 *Revue de droit politique* ; en ligne : <http://www.juspoliticum.org/Michael-Oakeshott-ou-la-recherche.html>

LECLAIR, J., (2016), « Brexit and the Unwritten Constitutional Principle of Democracy: A Canadian Perspective », *U.K. Const. L. Blog* (3rd Nov 2016) (available at <https://ukconstitutionallaw.org/>).

LECLAIR, J., « Envisaging Canada in a Disenchanted World: Reflections on Federalism, Nationalism, and Distinctive Indigenous Identity », (2016) 25-1 *Constitutional Forum*, 15-28.

LEFEBVRE, B. et C. MORIN (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Jacques Beaulne*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2018, 292 p.

LEFEBVRE, B. et B. MOORE (dir.), *Les grands textes. Les grands classiques du droit civil*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 350 p.

LEFEBVRE, B. et P.-C. LAFOND (dir.), *Le consommateur immobilier en quête de protection*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2014.

LEFEBVRE, B., « Bonne foi : Principe et application » dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Obligations et responsabilité civile*, JurisClasseur Québec – Fascicule 5, Montréal, Lexis Nexis, 2018, 42 p. (mise à jour annuellement 2014, 2015, 2016, 2017, 2018).

LEFEBVRE, B., « L'union de fait » dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Personnes et Famille*, JurisClasseur Québec – Fascicule 28, Montréal, Lexis Nexis, 2018, 52 p. (mise à jour annuellement 2014, 2015, 2016, 2017, 2018)

LEFEBVRE, B., « La famille », dans B. MOORE et M. LACROIX (dir.), *Droit du Québec*, coll. Bibliothèque de l'Association Henri Capitant, Paris, L.G.D.J., 2016, 61-68

LEFEBVRE, B., « Autres temps, autres mœurs : quand l'union de fait accède au statut d'état civil... et interpelle l'article 757 du code civil et la Charte québécoise », dans C. MORIN et B. LEFEBVRE (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Jacques Beaulne*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2018, 177-191.

LEFEBVRE, B., « Conjoint de fait : concept de vie maritale et autres problématiques », Congrès annuel de l'Association de planification financière et fiscale (APFF), Gatineau, 3 octobre 2018.

LEFEBVRE, B., « L'enrichissement injustifié dans un contexte d'union de fait : l'influence de la common law canadienne sur le droit civil québécois », dans R. JAFFERALI, V. MARQUETTE et A. NUYS (dir.), *Liber amicorum Nadine Watté*, Bruxelles, Larcier, 2017, 373-388.

LEFEBVRE, B. et Benoît MOORE, « Contexte et enjeux d'une réforme de la conjugalité et de la filiation par procréation assistée en droit québécois », dans GALLUS, N. (dir.), *Regards croisés sur le droit familial belge et québécois*, Limal (Belgique), Anthémis, 2016, 11- 30.

LEFEBVRE, B., « La bonne foi », dans Benoît MOORE (dir.), *Les grands classiques du droit civil - Les grandes notions*, Montréal, Éditions Thémis, 2015, 73-130.

LEFEBVRE, B., « Regard québécois sur quelques aspects du livre des successions et des libéralités du nouveau Code civil roumain », dans F. A. BAIAS et R. DINCA (dir.), *Le nouveau code civil roumain : Vu de l'intérieur – Vu de l'extérieur*, Vol.2., Bucarest (, Éd. Université de Bucarest, 2015, 215-227.

LEFEBVRE, B., « Le mandat donné en prévision de l'inaptitude : 25 ans d'expérience québécoise », dans GALLUS, N. (dir.), *Regards croisés sur le droit familial belge et québécois*, Limal (Belgique), Anthémis, 2016.

LEFEBVRE, B., « Les droits qui confèrent l'usage des résidences familiales : quelques difficultés lors de la liquidation du patrimoine familial », (2014) 116 R. du N. 389-403

GIROUX, M. et B. LEFEBVRE, « L'avenir de la famille : analyse sous l'angle de l'égalité de traitement » Rapport sur le droit privé québécois, (08-2017).

LEFEBVRE, B., « L'avenir de la famille : analyse sous l'angle de l'égalité de traitement », Rapport soumis dans le cadre d'un projet de recherche de l'Université de Neuchâtel (Suisse). Présenté par M. Giroux en Suisse 19 octobre 2017.

LEFEBVRE, G. et S. ROUSSEAU(dir.), *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2ième édition, 2018, 664 p.

PINEAU, J. et G. LEFEBVRE, *Le contrat de transport de marchandises : terrestre, maritime, aérien*, édition remaniée, Montréal, Les Éditions Thémis, 2016, 538 p.

LEFEBVRE, G., « Le contrat de transport maritime sous connaissance », dans G. LEFEBVRE et S. ROUSSEAU (dir.), *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Les Éditions Thémis, , 2018, 499-544.

LEFEBVRE, G. et J. JIAO, « L'utilisation du terme de commerce FOB: une incertitude pour les commerçants! », dans International Institute for the Unification of Private Law (ed.), *Eppur si muove : The Age of Uniform Law – Essays in honour of Michael Joachim Bonell, to celebrate his 70th birthday*, Rome, 2016, vol. 2, 1759-1770.

LEFEBVRE G., M-C. RIGAUD, et E. STEYN, dans Ruth HAYHOE, Julia PAN et Zha QIANG, «Canadian Universities in China's Transformation: An Untold Story», Chapitre 12, Sino-Canadian Partnerships in Law and Education: Genesis, Groundwork and Growth, McGill/Queen's University Press, 2016, pages 254-274.

LEFEBVRE G., Le juge Henri-Alzéar TASCHEREAU, dans Jean CHEVRIER, Denis L. DAIGNEAULT et Gerald C. GUMMERSELL, Les juges en chef de la Cour suprême du Canada, Ottawa, Maison Nouvelle Fédération, 2014, pages 13-16.

LEFEBVRE, G., The Judge Henri-Alzéar TASCHEREAU, in Jean CHEVRIER, Denis L. DAIGNEAULT et Gerald C. GUMMERSELL, The Chief Justices of the Supreme Court of Canada, Ottawa, New Federation House, 2014, pages 13-16.

LECUYER, L., R. WHITE, B. SCHMOOCK, V. LEMAY, S. CALMÉ, « The construction of feelings of justice in environmental management: An empirical study of multiple biodiversity conflicts in Calakmul, Mexico », (2018) 213 *Journal of Environmental Management*, 363-373.

LEMAV, V. et I. GIUGNATICO (dir.), *Numéro spécial sur l'interdisciplinarité de TrajEthos*, Décembre 2017, en ligne : <https://trajethos.ca/index.php/accueil_fr/centres-de-recherche/crln/trajethos-61/>

LEMAV, V., « Critique de la raison disciplinaire : une révolution tranquille », (2017) 6-1 *TrajEthos*, 11-28.

LEMAV, V. et M. CUMYNN, « La recherche et l'enseignement en faculté de droit : le coeur juridique et la périphérie interdisciplinaire d'une discipline éprouvée », dans AZZARIA, G. (dir.), *Les nouveaux chantiers de la doctrine juridique, Actes des 4e et 5e journées d'étude sur la méthodologie et l'épistémologie juridique*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 39-93.

LEMAV, V., P. HAMET, C. HIZEL, E. LEMARIÉ et Y. TREMBLAY, « Precision medicine: interdisciplinary, world tidal wave and growth potential for the emerging countries », in M. VERMA and D. BARH (ed.), *Progress and Challenges in Precision Medicin*, San Diego, Elsevier Press, 2017, 301-314.

LAPERRIÈRE, M.-N., R. BACHAND et V. LEMAY (dir.), *L'hégémonie dans la société internationale : un regard néo-gramscien*, Numéro hors-série septembre 2014, R.Q.D.I., 252 p.

LEMAV, V., « Trois principes de rénovation tranquille pour l'enseignement du droit » (2014) 72 *R.I.E.J.*, 27-50.

LEMAV, V. et F. DARBELLAY (dir.), *L'interdisciplinarité racontée. Chercher hors frontières, vivre l'interculturalité*, Berne /Berlin/ Bruxelles/New York, Peter Lang, 2016, 261 p.

LEMAV, V. et K. BENYEKHFLEF (dir.), *Guy Rocher. Le savant et le politique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2014, 246 p.

LEMAV, V., « Du couple droit et passions : les amours oubliées de la raison juridique », dans B. VALADE, A. MOUCHTOURIS et É. LETONTURIER, (dir.), *Les passions sociales*, Paris, Le Manuscrit, 2014, 67-105.

LEMAV, V., « Grandeur et misère de la connaissance contemporaine », dans V. LEMAY et F. DARBELLAY (dir.), *L'interdisciplinarité racontée. Chercher hors frontières, vivre l'interculturalité*, Berne /Berlin/ Bruxelles/New York, Peter Lang, 2016, 1-10.

LEMAV, V., « L'homme, cet oxymore », dans V. LEMAY et K. BENYEKHFLEF (dir.), *Guy Rocher. Le savant et le politique*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2014, pp. 12-20.

LLUELLES, D., *Droit des assurances terrestres*, 6e éd., Montréal, Éditions Thémis, 2017, 540 p.

LLUELLES, D. et J. RINGUETTE, *Guide des références pour la rédaction juridique*, 9e éd., Montréal, Éditions Thémis, 2017, 278 p.

LLUELLES, D., « Les assurances », dans Répertoire de droit, nouvelle série, Montréal, Chambre des Notaires du Québec, 2015.

LLUELLES, D., « Regards d'un juriste du Québec sur les dispositions du nouveau Code civil roumain consacrées à l'engagement par déclaration unilatérale de volonté », dans F. A. BAIAS et R. DINCA (dir.), *Le nouveau Code civil roumain. Vu de l'intérieur – Vu de l'extérieur*, vol. 1, Bucarest, Année, 335-354.

LLUELLES, D. et S. LANCTÔT, *Droit des assurances. Décisions commentées et textes normatifs*, 6e éd., revue et augmentée, Montréal, Éditions Thémis, 2014, 1264 p.

LLUELLES, D., « Livre cinquième – Des obligations. La notion de contrat dans le Livre V, l'animum contrahendi et les contrats à titre gratuit inomé », dans Les livres du Code civil du Québec, (2014) *R.D.U.S.*, 169-184.

LLUELLES, D. et J. RINGUETTE, *Guide des références pour la rédaction juridique*, 8e édition, Montréal, Éditions Thémis, 2014, édition revue et augmentée, 272 p.

MANIRABONA, A. & Y. VEGA CARDENAS (eds), *Extractive Industries and Human Rights in an Era of Global Justice: New Ways of Resolving and Preventing Conflicts*, Toronto, Lexis-Nexis, 2019.

MANIRABONA, A., « Conformité en entreprises : perspectives canadienne et européenne », (2016) *R.J.T.U.M.*

MANIRABONA, A. & K. KOUTOUKI, « La criminologie environnementale », (2016) *Revue Criminologie*.

MANIRABONA, A., « Toward Barrier Removal for Transnational Human Rights Litigation in Canadian Courts », dans MANIRABONA, A. & Y. VEGA CARDENA S (eds.), *Extractive Industries and Human Rights in an Era of Global Justice: New Ways of Resolving and Preventing Conflicts*, Toronto, Lexis-Nexis, 2019, 39-73.

MANIRABONA, A., « Le problème de l'exigence d'une position de contrôle du dirigeant dans l'attribution de la responsabilité pénale aux organisations », dans H. AGBODJAN PRINCE & J.-L. NAVARRO (dir.), *Le contrôle à travers le droit : une lecture franco-canadienne*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 144-164.

MANIRABONA, A., « Soft law et responsabilité pénale des entreprises », dans F. OSMAN, H. AGBODJAN PRINCE et M.-C. RIGAUD (dir.), *Soft law et droit du commerce international*, LexisNexis, 2018, 137-161.

MANIRABONA, A., « La responsabilité pénale des entreprises en droit canadien », dans G. LEFEBVRE et S. ROUSSEAU (dir.), *Introduction au droit des affaires*, 2ème édition, Éditions Thémis, 2018, 409 - 431.

MANIRABONA, A., « Renforcer l'autodénonciation pour dissuader la criminalité des entreprises : l'exemple de la dénonciation éthique », dans J. DESROSIERS et al. (dir.), *Réformer le droit criminel au Canada : Défis et possibilités*, Éditions Yvon Blais, 2017, 133- 161.

MANIRABONA, A., « Crimes économiques et responsabilité pénale des entreprises dans le contentieux de l'AECG », dans AGBODJAN PRINCE, H. (dir.) *Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG)*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 247- 282.

WEMMERS, J.-A. & A. MANIRABONA, « Defining Victims: A Proposed Typology for Victims of War Crimes », dans BANTEKAS, I. (ed.), *International Criminal Law and Criminology*, UK: Cambridge University Press, 2014, 316-337.

MANIRABONA, A. & J.-A. WEMMERS, « It doesn't go away with time: Victims' Need for Reparation Following Crimes Against Humanity » dans Jo-Anne Wemmers, (Ed.) *Reparation for Victims of Crimes Against Humanity, Frontiers of Criminal Justice*, UK, Routledge, 2014, 71-91.

MANIRABONA, A., « La compétence de la future Cour pénale africaine à l'égard des personnes morales : propositions en vue du renforcement de ce régime inédit » (2017) 55 *Annuaire Canadien de droit international*, 1-37.

MANIRABONA, A. « Un renforcement du mécanisme d'alerte afin de lutter efficacement contre la criminalité économique dans l'espace OHADA », (2017) 1 *Bulletin de droit économique*, 1-23.

MANIRABONA, A. « Introduction-Conformité en entreprise : perspectives canadienne et européenne » (2016) 50 *R.J.T.U.M.*, 535-542.

MANIRABONA, A. « Avons-nous besoin des Deferred Prosecution Agreements au Canada ? » (2016) 50 *R.J.T.U.M.*, 651-692.

MANIRABONA, A. et K. KOUTOUKI. « Introduction - La criminalité environnementale » (2016) 49 (2) *Criminologie*, 5-14.

MANIRABONA, A. et M.-C. DUVAL. « La criminalité environnementale est-elle neutralisable? » (2016) 49 (2) *Criminologie*, 45-70.

Manirabona, A. « Plaidoyer pour un droit pénal économique plus favorable à la conformité en entreprise » (2016) 1 *Bulletin de droit économique*, 1-18.

MANIRABONA, A. et E. S. DINIZ. « Towards Efficiency in Attributing Criminal Liability to Corporations: Canadian and Brazilian Regimes Compared » (2016) 27 (3) *Criminal Law Forum*, 331-359.

MANIRABONA, A. « Transparence et intégrité dans l'intégration économique entre le Canada et l'Union européenne: nécessité d'une clause anticorruption dans l'AECG » (2015) 20 (2) *Lex Electronica*, 91-115.

MANIRABONA, A. & M. F. OUMET « Pour la fin des incongruités et incohérences entourant la défense de contrainte morale au Canada » (2015) 45 (1) *R.G.D.*, 235-267.

MANIRABONA, A. « La criminalité environnementale transfrontalière : aux grands maux les grands remèdes? » (2014) 47(2) *Criminologie*, 153-178.

MANIRABONA, A. « Recension de livre The Rights of Victims in Criminal Justice Proceedings for Serious Human Rights Violations » (2014) 12(4) *Journal of international criminal justice*, 892-894.

WEMMERS, J. & A. MANIRABONA, « Regaining Trust: The Importance of Justice for Victims of Crimes Against Humanity » (2014) 20 (1) *International Review of Victimology*, 101-109.

MANIRABONA, A., « Évolution et diversification croissantes des moyens de lutte contre la corruption dans le commerce international », (2018) 180 *Lamy contrats internationaux*.

MCKEE, D., « Peer Platform Markets and Licensing Regimes », dans D. MCKEE, F. MAKELA et T. SCASSA (eds.), *Law and the "Sharing Economy": Regulating Online Market Platforms*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2018.

MCKEE, D., « Licensing Regimes and Platform-Based Businesses », dans N. M. DAVIDSON, M. FINCK et J. J. INFRANCA (dirs.), *Cambridge Handbook on Law and Regulation of the Sharing Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

MCKEE, D., F. MAKELA et T. SCASSA (eds.), *Law and the "Sharing Economy": Regulating Online Market Platforms*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2018.

MORIN, M., « Choosing between French and English Law: The Legal Origins of the Quebec Act », dans F. FURSTENBERG et O. HUBERT (dir.), *Entangling the Quebec Act : Transnational Contexts, Meanings, and Legacies in North America and the British Empire*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2019, 31 p.

MORIN, M., « Introduction: la reconnaissance juridique de la diversité au Canada et au Maroc », dans F. BÉRARD, J. LECLAIR et M. MORIN (dir.), *La diversité culturelle et linguistique au Canada et au Maroc en droit interne et en droit international*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 1-25.

MORIN, M., « Quelques points de repères sur la manifestation publique de l'appartenance religieuse et le projet québécois de «Charte des valeurs» » dans F. BÉRARD, J. LECLAIR et M. MORIN (dir.), *La diversité culturelle et linguistique au Canada et au Maroc en droit interne et en droit international*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 117-139.

BÉRARD, F., J. LECLAIR et M. MORIN (dir.), *La diversité culturelle et linguistique au Canada et au Maroc en droit interne et en droit international*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 262 p.

MORIN, M., « Le rôle des avocats dans la reconnaissance du principe démocratique, 1763-1867 », dans DOYON, J. M. (dir.), *Les avocats, la société et la politique au Québec, 1763-1867*, Montréal, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2018, 173-199.

MORIN, M., « Indigenous Peoples, Political Economists and the Tragedy of the Commons », (2018) 19-2 *Theoretical Inquiries in Law* 559-585.

MORIN, M., « Dualism, mixedness and cross-breeding in legal systems: Quebec and Canadian Law », dans J.-P. S. CALDERÓN, H. J. CAMPOS BERNAL et P. URTEAGA (dir.), *La persistente relevancia del derecho comparado*, Lima, Centro de Investigación, Capacitación y Asesoría Jurídica - CICAJ Departamento de Derecho, 2017, 151-167.

MORIN, M., « Constitutional Debates in French Canada, 1764-1774 », dans P. OLIVER, P. MACLEAM et N. DESROSIERS (dir.), *Oxford Handbook of the Canadian Constitution end italics*, New York, Oxford University Press, 2017, 47-79.

MORIN, M. et A. ROY, « La célébration du mariage doit respecter les prescriptions du Code civil du Québec, qu'elle revête ou non un caractère religieux », (2016) 46 (1) *R.D.U.S.* 183-203.

MORIN, M., « Blackstone et le bijuridisme québécois de la Proclamation royale de 1763 au Code civil du Bas Canada », dans ROUSSEAU, S. (dir.), *Juriste sans frontières Mélanges Ejan Mackaay*, Montréal, Thémis, 2015, 585-632.

MORIN, M., « Ownership and Indigenous Territories in New France (1603-1760) », in J. V. SERRAO, B. DIREITO, E. RODRIGUEZ et S. M. MIRANDA (eds), *Property Rights, Land and Territory in the European Overseas Empires*, Lisbon, CEHC-IUL (en ligne), 2014, 21-29.

MORIN, M., « Les débats concernant le droit français et le droit anglais antérieurement à l'adoption de l'Acte de Québec de 1774 » (2014) 44 *R.D.U.S.* 259-306.

MORIN, M., « Le développement de la neutralité religieuse et l'absence de concept de laïcité au Québec, 1627-2013 », dans B. DEMERS et M. LAVIGNE (dir.), *Religions et laïcité. Pour un nécessaire dialogue*, Montréal, Fides, 2014, 27-43.

MORIN, M., « Le très honorable Robert Taschereau, C.P., C.C. », dans J. CHEVRIER, D. L. DAIGNEAULT et G. C. GUMMERSELL (dir.), *Les juges en chef de la Cour suprême du Canada*, Ottawa, Maison Nouvelle Fédération, 2014, 41-44.

MORIN, M., « Réflexions sur la qualité de la loi au Québec et au Canada – ou ce qui est bon pour les francophones du Canada ne l'est pas pour les anglophones du Québec », (2014) 48 (1) *R.J.T.U.M.* 247-277.

MORIN, M., « Blackstone and the Birth of Quebec's Distinct Legal Culture 1765-1867 », dans PREST, W. (dir.), *Re-Interpreting Blackstone's Commentaries A Seminal Text in National and International Contexts*, Oxford, Hart Publishing, 2014, 105-124.

MORIN, M., « Les premières controverses concernant la justice au Québec sous le régime de la Proclamation royale de 1763 », dans P. BASTIEN, D. FYSON, J.-P. GARNEAU et T. NOOTENS (dir.), *Justice et espaces publics en Occident, du Moyen Âge à nos jours*, Québec, P.U.Q, 2014, 147-156.

MORIN, M., « Propriétés et territoires autochtones en Nouvelle-France II - La gestion des districts de chasse », (2014) 44 (1) *Recherches amérindiennes au Québec*, 129-136.

MORIN, M., « Propriétés et territoires autochtones en Nouvelle-France I - Contrôle territorial et reconnaissance de territoires nationaux », (2013) 43 (2-3) *Recherches amérindiennes au Québec*, 59-75.

MORIN, S., (2016) « Relire l'arrêt Béliveau-St-Jacques pour redonner vie au premier alinéa de l'article 49 de la Charte des droits et libertés de la personne », (2016) *R. du B.*

MORIN, S., « Study On Mixed Sources of Quebec's Private Law », (2014) *International Law Review* 317-328.

MORIN, S., « Les droit patrimoniaux : arrêts sur image et grand texte », LEFEBVRE, B. et B. MOORE (dir.), *Les grands textes. Les grands classiques du droit civil*, Montréal, Éditions Thémis, 2018.

MORIN, S., « Les choses non appropriables », dans V. CARON, G.-A. BERTHOLD, C. DESLAURIERS-GOULET et J. TORRES-CEYTE (dir.), *Les oubliés du Code civil du Québec*, Montréal, Éditions Thémis, Montré 2015, 97-116.

MORIN, S., « First Impressions Can Be Misleading », dans S. FARRAN, E. ÖRÜCÜ et S. P. DONLAN (dir.), *A Study of Mixed Legal Systems: Endangered, Entrenched or Blended*, Ashgate Publishing, Surrey, England, 2014, 165-182.

NEUWAHL, N. et BARRÈRE S. (dir.), Cohérence et incohérence dans la gestion des migrations et de l'intégration, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 350 p.

GSTÖHL S., J. MONAR and N. NEUWAHL (eds.), *Transatlantic Leadership in a Global Perspective*, Volume 21 Issue 3 European Foreign Affairs Review, 20th Anniversary Issue, 2016, 132 p.

ADAMS S. and N. NEUWAHL N. et alii, *Commentaire Mégret sur le droit de l'Union européenne, Relations extérieures*, (3ème édition complètement refondue et mise à jour) *L'Union européenne comme acteur international*, Bruxelles, Institut d'Études Européennes de l'Université libre de Bruxelles, 240 p.

NEUWAHL, N. and S. HAMMAMOUN (eds.), *The European Small Claims Procedure and the Philosophy of Small Change / La Procédure européenne des petites créances ou la gestion d'un changement progressif*, Montréal, Éditions Thémis, 2014, 270 p.

NEUWAHL, N., « Concluding Chapter », in S. AKMAN, C. BALKIR et J. ORBIE (eds.), *The EU's Expanding Trade Policy: Challenges for EU-Turkey Customs Union*, Forthcoming, Brill Nijhoff, 2019.

NEUWAHL, N., « Lawyers and Professional Freedom under CETA », (provisional title), in H. AGBODJAN PRINCE and N. NEUWAHL (eds.), 2019.

NEUWAHL, N., « Canada et Union européenne – un partenariat innovateur et hors du commun », in Encyclopédie du Jurisclasseur : Europe (Traité), LexisNexis, 2018. Fasc. 2212.

NEUWAHL, N., « Responsible Treatment in the Field of Migration – Opinion 2/13 and the Shifting Relationship between the ECHR and EU Law », in N. NEUWAHL et BARRÈRE S. (dir.), *Cohérence et incohérence dans la gestion des migrations et de l'intégration*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 230-261.

NEUWAHL, N., « Coherence in Migration Management and Integration Today – Reflections from an Observer of European Integration », in N. NEUWAHL et S. BARRÈRE (dir.), *Cohérence et incohérence dans la gestion des migrations et de l'intégration*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 2-21.

NEUWAHL, N., « Écrire une thèse ou un mémoire dans une langue autre que la sienne », dans E. BERNHEIM et P. NOREAU (dir.), *La thèse – Un guide pour y entrer... et s'en sortir*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, 209-222.

NEUWAHL, N., « L'intégration dans un contexte académique étranger », dans E. BERNHEIM et P. NOREAU (dir.), *La thèse – Un guide pour y entrer... et s'en sortir*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, 51-64.

NEUWAHL, N., « Legal Research Quality Indicators in Europe - the Law and Economics of it all », dans ROUSSEAU, S. (dir.), *Juriste sans frontières - Mélanges Ejan Mackaay*, Montréal, Éditions Thémis, 2015, 49-71.

NEUWAHL, N., « Les droits et obligations internationaux de l'Union Européenne », dans ADAMS, S. et alii, *Commentaire Mégret sur le droit de l'Union européenne, Relations extérieures*, (3ème édition complètement refondue et mise à jour) *L'Union européenne comme acteur international*, Bruxelles, Institut d'Études Européennes de l'Université libre de Bruxelles, 2015, 47-106.

NEUWAHL, N. et S. HAMMAMOUN, « Les effets des accords internationaux en droit de l'Union », dans ADAMS, S. et alii, *Commentaire Mégret sur le droit de l'Union européenne, Relations extérieures*, (3ème édition complètement refondue et mise à jour) *L'Union européenne comme acteur international*, Bruxelles, Institut d'Études Européennes de l'Université libre de Bruxelles, 2015, 185-222.

NEUWAHL, N., « The European Small Claims Procedure and the Philosophy of Small Change, concluding chapter », in N. NEUWAHL and S. HAMMAMOUN (eds.), *The European Small Claims Procedure and the Philosophy of Small Change / La Procédure européenne des petites créances ou la gestion d'un changement progressif*, Montréal, Éditions Thémis, 2014, 249-270.

NEUWAHL, N., « L'exemple du CETA pour les rapports futurs Union européenne/Royaume-Uni – et le report du CETA? », (2017) 30.2 *R.Q.D.I.*, 195-220.

NEUWAHL, N., « Ratification Risks in Mixed Agreements – The Case of CETA », (2018) 23/3 *European Foreign Affairs Review*, 145-158 (ISSN 1384-6299).

NEUWAHL, N., « CETA as a Potential Model for (Post-Brexit) UK-EU Relations », (2017) 22/3 *European Foreign Affairs Review*, 279-301.

NEUWAHL, N., « Cooperation under Article 42(7) of the Treaty on European Union in Reaction to the Paris Attacks », (2016) 21/1 *European Foreign Affairs Review*, 5-8.

GSTÖHL S., J. MONAR and N. NEUWAHL, « Introduction to the 20th Anniversary Issue of the European Foreign Affairs Review », in Transatlantic Leadership in a Global Perspective. Volume 21 Issue 3 European Foreign Affairs Review, 20th Anniversary Issue, 2016, 319-327.

NEUWAHL, N., « Trade, Trust and Interest Protection after the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) - a Citizen's Perspective », in AGBODJAN PRINCE, H. (dir.), *Commerce, confiance et protection d'intérêts après l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG)*, Dossier spécial, 20/2 Lex electronica (2015), 117-35. En ligne: <http://www.lex-electronica.org/s/1419>.

NEUWAHL, N., « Foreign Policy Implications of Opinion 2/13 on the Accession of the Union to the European Convention on Human Rights », (2015) 20 *European Foreign Affairs Review*, 501-504.

FILIPPIN, M. and N. NEUWAHL, « Ein Riss in der Mauer: ein baldiges Ende für Sprachanforderungen beim Ehegattennachzug zu Nicht-EU Bürgern in der Europäischen Union? », 3 *Marmara Zeitschrift für Deutsch-Türkische Studien* (2014), 1-16.

FILIPPIN, M. and N. NEUWAHL, « Case C-138/13, Naime Dogan v. Bundesrepublik Deutschland », (2014) 22/2 *Marmara Journal of European Studies*, 123-126.

NEUWAHL, N., « No German, No Love - Language Proficiency as a Condition for Visas of Turkish Spouses under EU Law », (2014) 22/2 *Marmara Journal of European Studies*, 1-36.

NEUWAHL, N., « CETA comme modèle potentiel pour les relations entre le Royaume-Uni après le Brexit », Rapport de recherche pour discussion à l'Université de Rennes.

NEUWAHL, N., « CETA as a Potential Model for (Post-Brexit) UK-EU Relations », Research report submitted for discussion at the Université de Rennes, (04-2017).

NEUWAHL, N., « Structural Principles » in CREMONA, M. (ed.), *EU External Relations Law*, Oxford, Hart Publishing, 2018.

NEUWAHL, N., « EU External Relations Law – Text, Cases and Materials, by Bart van Vooren and Ramses A. Wessel », (2015) 20 *European Foreign Affairs Review*, 303-305.

NEUWAHL, N., « Canada et Union européenne – un partenariat innovateur et hors du commun » dans Encyclopédie du Jurisclasseur : Europe (Traité), LexisNexis, 2018.

NEUWAHL, N., « Avant-propos », dans AGBODJAN PRINCE, H. (dir.), *Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Esprit et dynamique d'un bilatéralisme nouveau*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, ix-xvi.

NOREAU, P. et P-O. BONIN, « Faire droit, devenir juriste, Trajectoire des étudiants en faculté : une étude en contexte québécois », (2017) 22 *Lex Electronica*, 170-198.

PROM TEP, S., F. MILLERAND, A. PARADA, A. (M.A.), A. BAHARY, P. NOREAU et A.-M. SANTORINEOS, « Legal Information in Digital Form: The Challenge of Accessing Computerized Court Records » (2018) 8 *Annual Review of Interdisciplinary Justice Research*, 25 pages.

GENTELET, K., J. WEBBER et P. NOREAU (dir.) « Diversité et altérité d'identité et de territoire », dans Recherches Américaines au Québec, (2016) Dossier thématique, vol XLVI, n° 2-3, 77-116.

NOREAU, P. et E. BERNHEIM, *La déontologie judiciaire appliquée*, 4e édition, Montréal, Wilson & Lafleur, 2018, 405 pages.

NOREAU, P. et E. BERNHEIM, *Applied Judicial Ethics*, 4e édition, Montréal, Wilson & Lafleur, 2018, 405 pages.

NOREAU, P., *Le droit préventif : Le droit au-delà de la loi* (réédition), Montréal, Éditions Thémis, 2016, 176 pages.

GAGNON, A. G. et P. NOREAU (dir.), *Constitutionnalisme, Droit et diversité : Mélanges en l'honneur de José Woehrling*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 623 pages.

NOREAU, P. et P. O. BONIN, « Faire droit... devenir juriste. Trajectoire des étudiants en faculté : une étude en contexte québécois », dans VOGLIOTTI, M. (dir.), *Pour une nouvelle éducation juridique*, Paris, L'Harmattan, 2018, p.193-224.

NOREAU, P., « Une sociologie... pour la société », dans SOULET, M.-H. (dir.), *Sociétés en mouvement, sociologie en changement*, Québec, Presses de l'Université Laval (coll. Sociologie contemporaine), 2018, 325-346.

NOREAU, P., « Narration et décision : les dimensions jumelles », Préface de l'ouvrage de VANI, J., *Une histoire de vérités : perspective narrative sur le procès criminel*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, p. ix-xi.

LECLERC, C. et P. NOREAU, « L'arrêt Jordan des origines aux suites d'un problème judiciaire », dans POITRAS, A., *L'État du Québec 2018*, Montréal, Éditions Del Busso, 2017, p. 158-165.

TETANG, G. A. et P. NOREAU, « La Constitution : entre contrat social et règle de droit », dans MICHAUD, N. (dir.) *Secrets d'État : Les principes qui guident l'administration publique et ses enjeux contemporains*, 2e édition, Québec, PUQ, 2017, 129-159.

NOREAU, P., « Le rapport au religieux au Québec : Mesure empirique et fondements d'une crispation collective », dans A. G. GAGNON et P. NOREAU (dir.), *Droit et politique de la diversité : Mélanges en l'honneur de José Woehrling*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, p. 375-400.

NOREAU, P., « Justice et prévisibilité », dans C. RÉGIS, K. BENYKHFLEF, et D. WEINSTOCK (dir.), *Sauvons la justice !*, Montréal, DelBusso Éditeur, 2017, 127-128.

TETANG, G. A. et P. NOREAU, « Seuil et choix constitutionnels », dans J. BERGERON et M. CHEYMOL (dir.), *D'un seuil à l'autre, Approches plurielles, rencontres, témoignages*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines (Coll. Erasmus expertise), 2017, 129-135.

NOREAU, P., « The Old... and the New? Elements for a General Theory of Institutional Change: The Case of Paperless Justice », dans K. BENYKHFLEF, J. BAILEY, J. BURKELL, and F. GÉLINAS, *eAccess to Justice*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2016, 263-304.

NOREAU, P., « Le Droit préventif dans le domaine de la consommation : Une idée qui résiste au temps », dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Les voies de justice du consommateur*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2018, 137-148.

LAMARI, M., P. NOREAU, M. LEDUC et F. LEBLANC, « Performance du système de justice canadien : Comparaison interprovinciale », Montréal/Québec, ENAP/UdeM, (10-2019), 22 pages.

LAMARI, M., P. NOREAU et F. LEBLANC, « Performance du système de justice canadien : Qu'est ce qui compte ? », Étude préparatoire dans le cadre du Chantier 7 (2e mise à jour), Montréal/Québec, ENAP/UdeM, (09-2019), 70 pages.

COSTANZO, V. et P. NOREAU, « Déontologie judiciaire : Les sanctions imposées aux juges reconnus fautifs, faut-il un large éventail de mesures ou un seuil fatal? », Document de travail n° 2 soumis au Conseil de la magistrature, Montréal, (04-2019), 30 pages.

COSTANZO, V. et P. NOREAU, « Déontologie judiciaire : Les sanctions imposées aux juges reconnus fautifs, faut-il un large éventail de mesures ou un seuil fatal? », Document de travail n° 2 soumis au Conseil de la magistrature, Montréal, (02-2019), 23 pages.

PICHÉ, C. et P. NOREAU, « Civil Justice Reform in Quebec and Canada », Rapport soumis à l'Organisation des États Américains, (12-2017), 134 pages.

NOREAU, P., « Étudiants en droit, La distinction : Effet d'origine et auto-sélection des étudiants de droit », Texte soumis au Colloque annuel de l'Association des professeurs de droit du Québec (APDQ), 15 avril 2017, 7 pages.

LAMARI, M., P. NOREAU et F. LEBLANC, « Performance du système de justice canadien : Qu'est ce qui compte ? », Étude préparatoire dans le cadre du Chantier 7, Montréal/Québec, ENAP/UdeM, (09-2016), 70 pages.

NOREAU, P., A. BAL, B. LEFEVBRE, M. NORMANDIN, H. TREMBLAY et M. VALOIS, « L'avenir professionnel des étudiants de droit », Rapport de recherche, Montréal, 15 juin 2016, 25 pages.

PARENT, H., *Traité de droit criminel. Tome 2 – La culpabilité, 4e édition*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2018, 820 pages.

PARENT, H., *Traité de droit criminel. Tome 4 – Les garanties juridiques*, Montréal, Wilson & Lafleur, 2018, 729 pages.

PARENT, H. et J. DESROSISIERS, *Traité de droit criminel. Tome 3 – La peine, 2e édition*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2016, 1024 pages.

PARENT, H., *Traité de droit criminel. Tome 1 – L'imputabilité, 4e édition*, Montréal, Les Éditions Thémis inc., 2015, 1000 pages.

DESROSISIERS, J., K. M'SEFFAR, H. PARENT et A. STYLIOU, « Détermination de la peine », Thema, 2015.

PARENT, H., *Traité de droit criminel. Tome 2 – La culpabilité, 3e édition*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2014, 790 pages.

PICHÉ, C. (dir.), *Class Action Effects/Les effets de l'action collective*, Montréal, Éd. Yvon Blais, 2018 (Actes de colloque), 500 p.

PICHÉ, C. & N. VÉZINA (dir.), *L'action collective collectif à la croisée des systèmes et des traditions : actes de colloque du 15 mai 2015 de l'Association québécoise de droit comparé*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 200 p.

PICHÉ, C. et J. C. ROYER, *La preuve civile*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 1634 p.

PICHÉ, C., et al., *Foundations of Civil Justice – Toward a Value-Based Framework for Reform*, London, Springer, 2015, 180 p.

PICHÉ, C., *Le règlement à l'amiable de l'action collective*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2014, 282 p.

PICHÉ, C., *Droit judiciaire privé*, 2e édition, Montréal, Éditions Thémis, 2014, 640 p.

PICHÉ, C., « Evidentiary Standards and Assessment of Evidence Across Legal Systems. General Report », in IILD y IAPL, La prueba en el proceso – Evidence in the Process – II Conferencia Internacional & XXVI Jornadas Iberoamericanas de Derecho Procesal, Barcelona, Spain: Atelier Libros jurídicos, 2018, p. 225-250.

PICHÉ, C., « Livre 7 – De la preuve », dans MOORE, B. (dir.), *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, 2e édition, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2018, 50 p.

PICHÉ, C., « Conclusion », dans Pierre-Claude Lafond (dir.), *Régler autrement les différends*, 2e édition, Montréal, LexisNexis, 2018, 15 p.

PICHÉ, C., « Settlement », dans WALKER, J. (dir.), *Class Actions in Canada: Cases, Notes and Materials*, 2nd ed., Toronto: Emond Montgomery Publications, 2018, 50 p.

PICHÉ, C., « No hay justicia sin acceso a la justicia: Descripción de algunas iniciativas de reforma en derecho procesal canadiense », dans OTEIZA, E. (dir.), *Sendas de la Reforma a la Justicia a Principios del s. XXI – Perspectiva Latinoamericana*, Madrid, Marcial Pons Ed., 2018, 40 p.

PICHÉ, C., « Livre 7 – De la preuve », dans MOORE, B. et al., *Code civil du Québec – Annotations – Commentaires*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017.

PICHÉ, C. et A. LESPÉRANCE, « L'action collective comme outil de prévention, d'évitement et de dissuasion », Colloque national sur l'action collective - développements récents au Québec, au Canada et aux États-Unis, Montréal, 2016, 61 à 98.

PICHÉ, C. et S. CHAFFAÏ-PARENT, « Le rôle de l'expert », Ch. I, dans *Jurisclasseur – Legispratique : L'expertise*, Montréal, LexisNexis, 2016, 50 p.

PICHÉ, C., « Conclusion », dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Régler autrement les différends*, Montréal, LexisNexis, 2015, 15 p.

PICHÉ, C., « La preuve civile et le nouveau modèle coopératif de justice civile à l'ère de la scientification du droit », dans ROUSSEAU, S., *Juriste sans frontière – Mélanges Ejan Mackaay*, Montréal, Éditions Thémis, 2015, 30 p.

PICHÉ, C., « La transaction d'action collective », dans Jurisclasseur Québec, Procédure civile II, Montréal, LexisNexis, 2015, 38 p.

PICHÉ, C., « La disposition préliminaire du Nouveau Code de procédure civile », dans Jurisclasseur Québec, Procédure civile II, LAFOND, P.-C. (dir.), Montréal, LexisNexis, 2015, 27 p.

PICHÉ, C., « Dimensions contemporaines de la preuve civile québécoise à la croisée des catégories du droit », dans MEKKI, M., L. CADIEU et C. GRIMALDI (dir.), *La preuve : regards croisés*, Paris, Dalloz, 2015, 20 p.

PICHÉ, C., « The doors to justice are open, but how do I get in?: Experiencing access to justice as a class action member », (2019) 8-280 *Annual Review of Interdisciplinary Justice Research*, 37 p.

PICHÉ, C., « Reaching the Universe of Class Claimants through New Technologies and Social Networks », (2019) 16-227 *Canadian Journal of Law and Technologies*, 50 p.

PICHÉ, C. et H. STEWART, « The Legal Framework for Expert Opinion Evidence », dans Institut National de la Magistrature – Manuel scientifique à l'intention des juges, 2eme édition, Institut National de la Magistrature, 2018, 17-36.

PICHÉ, C., « Class Actions in Quebec: Highlights of a Unique Procedure » (translated by Antonios Karaiskos) (2018) 40:4 *The Doshisha Law Review* 295, 21 p. Published by The Doshisha Law Association, Kyoto, Japan.

PICHÉ, C. et G. SAUMIER, « Consumer Collective Redress in Canada », (2018) 61 *Japanese Yearbook of International Law* 1, 29 p.

PICHÉ, C., « Class Action Value », (2018) 19:1 *Theoretical Inquiries in Law* 261, 41 p.

Catherine PICHÉ, « Administering Justice and Serving the People: The Tension between Judicial Efficiency and Informal Justice in Canadian Access to Justice Initiatives », (2018) 10:3 *Erasmus Law Rev.* 137-150.

PICHÉ, C., « Le dialogue des parties et la vérité plurielle comme nouveau paradigme de la procédure civile québécoise », (2017) 62:3 *McGill L.J.* 901-922.

PICHÉ, C., « Public Financeers as Overseers of Class Proceedings », (2016) 12:3 *New York University Journal of Law and Business* 776, 23 p.

PICHÉ, C., « Le recouvrement et l'indemnisation des membres dans l'action collective » (2016) 94 *R. du B. Can.* 171, 37 p.

PICHÉ, C., « Un juge extraordinaire », dans GUILLEMARD, S. (dir.), *Le Code de procédure civile : quelles nouveautés?*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 21 p.

PICHÉ, C., « L'action collective à la croisée des systèmes et des traditions », (2016) 2 *R.I.D.C.*, 288, 3 p.

PICHÉ, C., « L'emprise des cinq doigts de Frankenstein », (2016) 2 *R.I.D.C.* 291, 30 p.

PICHÉ, C., « La disposition préliminaire du Code de procédure civile », (2014) 73 *R. du B.* 135, 40 p.

PICHÉ, C. et V. GAUTRAIS, « Challenges for Civil Justice As We Move Beyond Globalization and Technological Change - Current Situations and Problems regarding New Types of Evidence », Rapport national pour le Canada en vue du Congrès International de l'Association internationale de procédure judiciaire, Kobe, Japon, 2-5 novembre 2019, 32 p.

PICHÉ, C., « The Fourth Dimension to Class Actions: Access to a Meaningful Benefit », (2018) 13:2 *Canadian Class Actions Review* 347, 32 p.

PICHÉ, C., « National Report for Common Law Canada – Anti-Suit Injunctions in Arbitral and Judicial Procedures », XXth Congress of the International Academy of Comparative Law, Fukuoka, Japan, July 23 2018, 29 p.

KALADJZIC, J. et C. PICHÉ (co-chercheuses) et al., « Class Actions: Objectives, Experience, and Reforms », Rapport de la Commission de droit de l'Ontario, 9 mars 2018 (Rapport de consultation), en ligne : <https://www.lco-cdo.org/wp-content/uploads/2018/03/Class-Action-Consultation-Paper-FINAL1.pdf>.), 64 p.

LAROCHELLE, D. et C. PICHÉ, « L'accès à la justice des personnes vulnérables », Rapport national pour le Québec, Association Henri-Capitant, (04-2018).

PICHÉ, C., « Class Actions in Quebec: First Empirical Report of the Class Actions Lab », (05-2018), 45 p.

PICHÉ, C. et P. NOREAU, « Civil Justice Reform in Quebec and Canada », Rapport de consultation pour le Justice Studies Center of the Americas, financé par l'Agence des affaires globales du Canada (12-2017), 120 p.

PICHÉ, C. et PUTTEMANS, Préface, Élodie Falla, La réparation des dommages de masse - Propositions visant à renforcer l'efficacité de l'action en réparation collective, Paris, Editions Larcier, 2017.

PICHÉ, C., « Proceedings of the 2015 Fall Conference with the Center on Civil Justice: Litigation Funding: The Basics and Beyond », Special Issue, (2016) 12:3 *New York University Journal of Law and Business* 569, 10 p.

PICHÉ, C., « Les modèles de réforme de la justice civile canadienne », Rapport national pour l'Association Internationale de droit processuel, en vue du Congrès mondial de procédure civile tenu à Istanbul du 25 au 28 Mai 2015, sur le thème : «Effective Judicial Relief and Remedies in an Age of Austerity», 50 p.

PICHÉ, C., « Le financement public et privé de l'action collective québécoise », n° 3, *Concurrences Journal*, 2014, 5 p.

PINARD, D., « De l'inhabilité des juges à modifier le texte des lois déclarées inconstitutionnelles », dans P. TAILLON, A. BINETTE et E. BROUILLET (dir.), *Un regard québécois sur le droit constitutionnel. Mélanges en l'honneur d'Henri Brun et de Guy Tremblay*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 329-368.

PINARD, D., « Au-delà de la distinction du fait et du droit en matière constitutionnelle : les postulats nécessaires », (2014) 48 *R.J.T.U.M* 1-57.

OSMAN, F., H. AGBODJAN PRINCE et M.C. RIGAUD (dir.), *Soft Law et droit du commerce international, contribution à l'étude du renouvellement des sources du droit*, LexisNexis, Montréal, 2018, 337 pages.

AGBODJAN PRINCE, H. et J.-L. NAVARRO (dir.), *Le contrôle à travers le droit : une lecture franco-canadienne*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 390 pages.

AGBODJAN PRINCE, H. (dir.), *L'Accord économique et commercial global Canada-Europe (AECG) Esprit et dynamique d'un bilatéralisme nouveau*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 558 p.

HOULE, F. et H. AGBODJAN PRINCE (dir.), *La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, Cowansville, 2016, 292 p.

AGBODJAN PRINCE, H., *Le droit de l'OMC et l'agriculture : Analyse critique et prospective du système de régulation des subventions agricoles*, Montréal, Éditions Thémis, 2012, 557 p.

AGBODJAN PRINCE, H. « Soft Law et contentieux commercial international », dans F. OSMAN, H. AGBODJAN PRINCE et M.-C. RIGAUD, *Soft Law et droit du commerce international, contribution à l'étude du renouvellement des sources du droit*, Montréal, LexisNexis, 2018, 34 pages.

AGBODJAN PRINCE, H. et E. O. ONANA, « Contrôle et compétence en arbitrage Cirdi », dans H. AGBODJAN PRINCE et J.-L. NAVARRO (dir.), *Le contrôle à travers le droit: une lecture franco-canadienne*, Montréal, Édition Thémis, 2018, 35 pages.

AGBODJAN PRINCE, H., « Le règlement des différends commerciaux interétatiques : de l'obligation de mise en œuvre et ses suites », dans G. LEFEBVRE et S. ROUSSEAU (dir.), *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Édition Thémis, 2018, 34 pages.

AGBODJAN PRINCE, H., « Mondialisation et investissements », dans Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française, Bruxelles, Bruylant, 2017, 32 pages.

AGBODJAN PRINCE, H., « L'accès au marché transatlantique : état des lieux du Partenariat Transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) », dans AGBODJAN PRINCE, H. (dir.), *L'Accord économique et commercial global Canada-Europe (AECG) Esprit et dynamique d'un bilatéralisme nouveau*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 26 pages.

AGBODJAN PRINCE, H., « L'admission des investissements directs étrangers au Canada à l'ère de l'Accord économique et commercial global Canada-Europe », dans AGBODJAN PRINCE, H. (dir.), *L'Accord économique et commercial global Canada-Europe (AECG) Esprit et dynamique d'un bilatéralisme nouveau*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 30 pages.

AGBODJAN PRINCE, H., « Où va l'arbitrage commercial interétatique ? », dans OSMAN, F. (dir.), *Où va l'arbitrage international ? De la crise au nouveau*, Paris, LexisNexis, 2017, 12 pages.

AGBODJAN PRINCE, H. et F. HOULE (dir.), « La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique : synthèse des travaux », dans F. HOULE et H. AGBODJAN PRINCE (dir.), *La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 8 pages.

AGBODJAN PRINCE, H., « La reconnaissance mutuelle comme instrument de régulation des échanges commerciaux : Cas des accords sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) », dans F. HOULE et H. AGBODJAN PRINCE (dir.), *La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 50 pages.

AGBODJAN PRINCE, H., « Le droit matériel des investissements dans l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) : un modèle transposable pour une Lex mediterranea des investissements ? », dans OSMAN, F. (dir.), *Vers un lex mediterraea des investissements*, Bruxelles, Bruylant, 2016, 26 pages.

AGBODJAN PRINCE, H., « Les régimes particuliers à l'importation et à l'exportation de l'Union européenne », dans BOURGEOIS, J. (dir.), *Commentaire J. Mégret, Relations extérieures – Politique commerciale commune*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2014, 24 pages

AGBODJAN PRINCE, H., « Commerce - Chronique de droit international économique en 2017/ Digest of International Economic Law in 2017 » (2017) 55 *Canadian Yearbook of International Law* 393.

AGBODJAN PRINCE, H., « L'OMC face au défi environnemental : impuissance ou stricte application du principe de spécialité des organisations internationales ? » (2018) *Annales juridiques africaines* 1.

AGBODJAN PRINCE, H., « Quelle place réserver à l'investissement direct étranger dans le droit OHADA? Réflexions à partir des expériences européenne et nord-américaine » (2017) *B.D.E* 1.

AGBODJAN PRINCE, H., « Chronique de droit international économique en 2016 / Digest of International Economic Law in 2016 », (2016) 54 *Annuaire canadien de droit international* 429.

AGBODJAN PRINCE, H. et M. SEMHAT, « L'obligation de conformité en droit de l'OMC : au-delà du respect des engagements commerciaux multilatéraux » (2017) 50 *RJTUM* 903.

AGBODJAN PRINCE, H. et S. ROUSSEAU, « La Loi sur investissement Canada à l'épreuve de l'attractivité : contribution à la modernisation du cadre juridique canadien de l'investissement étranger » (2016) 94 *RBC* 112.

AGBODJAN PRINCE, H. (dir.), « Special Issue: Trade, Trust and Interest Protection after the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) » (2015) 20 *Lex Electronica* 1.

AGBODJAN PRINCE, H., « Contributions de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne au débat sur la contestation de l'arbitrage investisseur-État » (2015) *Lex electronica* 2.

AGBODJAN PRINCE, H., « Commerce-Chronique de droit international économique en 2015/Digest of International Economic Law in 2015 » (2015) 53 *Annuaire canadien de droit international* 362.

AGBODJAN PRINCE, H., « Commerce-Chronique de droit international économique en 2014/Digest of International Economic Law in 2014 » (2014) 52 *Annuaire canadien de droit international* 349.

AGBODJAN PRINCE, H., « Recension de, *Le contentieux de la mise en conformité dans le règlement des différends de l'OMC/ Adjudicating Compliance in the WTO Dispute Settlement System* », de Andrea Hamann, (2014) 52 *Canadian Yearbook of International Law* 642.

AGBODJAN PRINCE, H., « Commerce - Chronique de droit international économique en 2013/ Digest of International Economic Law in 2013 », (2013) 52 *Canadian Yearbook of International Law* 349.

AGBODJAN PRINCE, H., « Mondialisation et investissement » Rapport général, Henri Capitant, Munster et Berlin, (05-2016).

AGBODJAN PRINCE, H., « Culture et Accords économiques internationaux : À quoi s'engage le Canada ? » (2016) *Droit Montréal*, n°9, septembre 2016.

AGBODJAN PRINCE, H., « Le régionalisme africain à l'ère de la montée en puissance des accords commerciaux régionaux (ACR) » (2015) Article de blogue consultable en ligne : <http://www.oieudem.com/blogues/2015/09/17/le-renouveau-du-regionalisme-africain-a-lere-de-la-montee-en-puissance-des-accords-commerciaux-regionaux-acr/>

PROVENCHER, A., « Vérification fiscale et équité procédurale : rôle du vérificateur fiscal », (2018) 38:4 *Revue de planification fiscale et financière* 801-844.

PROVENCHER, A., « Égalité des genres : fiscalité et « garde d'enfants » s'accordent-elles au féminin ? », (2018) 37:4, *Revue de planification fiscale et financière* 677-716.

PROVENCHER, A., « Normativités alternatives et conformité fiscale : 'We Are Not Accusing You of Being Illegal, We Are Accusing You of Being Immoral' » (2016) 50 (3) *R.J.T.U.M* 821-861.

PROVENCHER, A., « From the Invisible Hand to the Invisible Woman: A Gender Perspective on the Tax Policy Discourse on Social Tax Expenditures » (2017) 29:1 *Canadian Journal of Women and the Law* 110-156.

PROVENCHER, A., « La définition de la notion de 'contrôle' en droit fiscal canadien », dans H. AGBODJAN PRINCE et J.-L. NAVARRO (dir.), *Le contrôle à travers le droit : une lecture franco-canadienne*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 265-303.

PROVENCHER, A., « Établissement stable au Canada », dans VIDAL, J.-P. (dir.), *Introduction à la fiscalité internationale au Canada*, 7e éd., Toronto, Thomson Reuters, 2018, 8/1 à 8/53.

PROVENCHER, A., « Permanent Establishment in Canada » dans VIDAL, J.-P. (dir.), Introduction to International Tax Law in Canada, 6e éd., Toronto, Thomson Reuters, 2018, 6/1 à 6/51.

PROVENCHER, A., J.-P. VIDAL, M.-P. ALLARD et C. BÉLANGER, « Residence in Canada », dans VIDAL, J.-P., Introduction to International Tax Law in Canada, 6e éd., Toronto, Thomson Reuters, 2018, 5/1 à 5/45.

RÉGIS, C., L. KHOURY et R. KOURI (dir.), *Health Law at the Frontier*, Cowansville, Éditions Yvon Blais/Thomson Reuters, 2018, 440 p.

GAUTRAIS, V., C. RÉGIS et L. LARGENTÉ (dir.), *Mélanges Molinari*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 398 p.

RÉGIS, C., K. BENYKHELF et D. WEINSTOCK (dir.), *Sauvons la justice ! : 39 propositions pour agir*, Montréal, Édition Del Busso, 2017, 213 pages.

RÉGIS, C. L. KHOURY et R. P. KOURI (dir.), *Les grands conflits en droit de la santé*, Éditions Yvon Blais/Thomson Reuters, 2016, 364 p.

PETITGAND, C. et C. RÉGIS, « Principes éthiques et encadrement juridique de l'intelligence artificielle en santé: L'exemple de la Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle », (2019) 22 *JDSAM* 100-104.

BERNIER, L. et C. RÉGIS, « Improving Advance Medical Directives: Lessons from Québec », *IRPP Insight*, No 26, March 2019.

RÉGIS, C., « Integrating Emerging Technologies in Health Care: The Importance of Conflict Prevention Mechanisms », (2018) 7(1) *Revue d'arbitrage et de médiation/Journal of Arbitration and Mediation* 1-26.

BAGLINIÈRE, L. et C. RÉGIS, « Le Régime d'examen des plaintes des patients au Québec : un outil efficace pour assurer le suivi des réformes du système de santé ? » (2017) 18 *JDSAM* 115-120.

BERNIER, L. et C. RÉGIS, « Regard critique sur le régime québécois des directives médicales anticipées comme véritable consécration de l'autonomie », (2017) 62 *Revue générale de droit médical* 35-64.

FERRON PARAYRE, A., C. RÉGIS et F. LÉGARE, « Informed consent from the legal, medical and patient perspectives: the need for mutual comprehension », (2017) *Lex electronica* 1-12, disponible en ligne : <http://www.lex-electronica.org/s/1522>.

RÉGIS, C. et M.-A. GIRARD, « La disparité des soins néonataux : le cas du Nunavik », *Options politiques*, 5 janvier 2017 (disponible en ligne : <http://policyoptions.irpp.org/magazines/january-2017/la-disparite-des-soins-neonataux-le-cas-du-nunavik/>).

RÉGIS, C., « L'avenir de la résolution des conflits dans le contexte de l'adoption de nouvelles technologies dans le domaine de la santé », (2016) 47 *Ottawa Law Review* 473-501.

RÉGIS, C. et L. LARGENTÉ, « Les registres de déclaration obligatoire des liens d'intérêt en matière pharmaceutique en France et au Québec : des outils de bonne gouvernance pour les systèmes de santé ? » (2016) 2 *Revue de droit sanitaire et social* 285-295.

RÉGIS, C., « L'approche psychologique du droit : pour mieux comprendre les étincelles de folie et de sagesse » (2016) 1 *Revue Psycho-Droit*, 119-129.

GRÉGOIRE, M.-A. et C. RÉGIS, « L'affaire Carter de la Cour suprême du Canada : une ère nouvelle pour laide médicale à mourir au Canada », (2015) 64 *Revue droit et santé* 314-319.

RÉGIS, C., « The Accountability Challenge in Health Care: The Contribution of a Health Ombudsman », (2014) 4 *Revue d'arbitrage et de médiation/Journal of Arbitration and Mediation*, 87-121.

KOURI, R. et C. RÉGIS, « La limite de l'accès aux soins telle que posée par l'article 13 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux : véritable exutoire ou simple mise en garde ? », (2013) 72 *R. du B.* 177-211.

RÉGIS, C., « Santé et Constitution : l'exemple canadien et québécois », (2013) Hors-série, *Revue de droit sanitaire et social* 105-114.

RÉGIS, C. et J.-F. ROBERGE, « Repenser le régime de plaintes dans le système de santé au Québec à la lumière d'une philosophie de médiation », (2013) Hors-série 50e numéro, *Revue Droit & Santé*, 215-237.

RÉGIS, C., T. EPPS et L. BERNIER, « Implementing Medical Travel in the Canadian Health Care System: Considerations for Policy Makers », (2013) 20 *Health L. J.* 73-106.

RÉGIS, C. et F. KASTLER, « Vers une meilleure compréhension de l'impact de l'action normative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'intérieur des frontières des pays : une étude Canada-France », dans C. RÉGIS, L. KHOURY et R. KOURI (dir.), *Health Law at the Frontier*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2018, 373-404.

KHOURY, L. et C. RÉGIS, « Quebec's Contribution to Health Law & Policy Debates in Canada », dans J. CHANDLER, J. ERDMAN et E. NELSON (dir.), *Canadian Health Law and Policy*, 5e éd., Toronto, Lexis Nexis, 2017, 95-132.

LAVERDIÈRE, M. et C. RÉGIS, « Comprendre les conflits interdisciplinaires pour mieux y faire face : Un défi pour le système professionnel québécois », dans C. RÉGIS, L. KHOURY, et R. KOURI (dir.), *Les Grands conflits en droit de la santé*, Cowansville, Éditions Yvon Blais/Thomson Reuters, 2016, 193-233.

GAUTRAIS, V. et C. RÉGIS, « Cybersanté : les tentatives juridiques pour objectiver un domaine en pleine effervescence », dans V. GAUTRAIS, L. LARGENTÉ et C. RÉGIS (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Patrick A. Molinari*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 195-226.

RÉGIS, C., « Exiger la transparence dans l'allocation des ressources en santé », dans C. RÉGIS, K. BENYEKHFLEF et D. WEINSTOCK (dir.), *Sauvons la justice ! : 39 propositions pour agir*, Montréal, Édition Del Busso, 2017, 133-138.

RÉGIS, C., « Le partenariat préventif (Le Partnering) », dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Régler autrement les différends*, 2e édition, Lexis Nexis, 2018, 213-248.

LAUDE, A. et C. RÉGIS, « La médiation dans le secteur de la santé : regards croisés France-Québec », dans P. C. DIMEGLIO et B. BRENNEUR (dir.), *Manuel interdisciplinaire des modes amiables de résolution des conflits/Interdisciplinary Handbook of Dispute Resolution*, Larcier, 2015, 859-894.

A. GHOZIA, A. LAUDE et C. RÉGIS, « Le Régime de traitement des plaintes des usagers dans les établissements de santé : approche comparée France-Québec », projet subventionné par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec ainsi que ministère des Affaires étrangères et du Développement international de la République française, 2018, 132 p.

J.-L. DENIS, M.-P. POMEY, R. BORGES DA SILVA, C. CAMBOURIEU, C.-A., DUBOIS, R. PINEAULT et C. RÉGIS, « Rémunération médicale et gouvernance clinique performante: une analyse comparative », Fonds de recherche, Société et culture, Québec, 2017, 58 p. + annexe 163 p.

M.-A. EDGER et C. RÉGIS, « Regard sur les modes de rémunération des médecins : étude du cadre normatif, rapport de recherche, dans le cadre du projet de recherche subventionné par le Fonds de recherche » - Société et culture : Rémunération médicale et gouvernance clinique performante : une analyse comparative, 2015.

RÉGIS, C., « Comment l'intelligence artificielle va transformer les systèmes de santé » (2018) La Conversation (disponible en ligne : theconversation.com)

GUILMAIN, A. et C. RÉGIS, « La “gamification” dans le domaine de la santé : le jeu peut-il être pris au sérieux ? », (2015) (disponible en ligne : chairesante.ca)

GAUTRAIS, V., C. RÉGIS et A. GUILMAIN, « Pour tout soigner, cliquer ici ! Les technologies sont-elles synonymes de meilleurs services de santé ? », (2015) (disponible en ligne : chairesante.ca).

LAVERDIÈRE, M. et C. RÉGIS, « La Commission Robillard et l'amélioration de l'accessibilité des soins de santé : Le Québec prêt pour l'interdisciplinarité ? » (disponible en ligne : chairesante.ca)

RÉGIS, C., V. GAUTRAIS et A. GUILMAIN, « Penser le nécessaire “virage technologique” du système de santé », (2015) (disponible en ligne : chairesante.ca)

DÉCLARATION DE MONTRÉAL POUR UN DÉVELOPPEMENT RESPONSABLE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, 2018, membre du comité scientifique de la Déclaration (disponible en ligne : <https://www.declarationmontreal-iaresponsable.com>).

OSMAN, F., H. AGBODJAN PRINCE et M.-C. RIGAUD, (dir.), *Soft Law et droit du commerce international. Contribution à l'étude du renouvellement des sources du droit du commerce international*, Montréal, Lexis Nexis, 2018.

GAUDREAU-DESBIEENS, J.-F. et M.-C. RIGAUD, *Profession, Juriste*, Montreal, PUM, 2016, 63 p.

RIGAUD, M.-C., « L'éthique et la déontologie dans le contexte des MARCs », dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Le règlement privé des conflits*, Montréal, 2e édition, Lexis Nexis, 2018, à paraître, (62 pages)

RIGAUD, M.-C. et L. CROMP-LAPIERRE, « Les obligations déontologiques et éthiques de l'avocat d'entreprise-perspective canadienne », Introduction au droit des affaires, 2e édition

RIGAUD, Marie-Claude, « La soft law : modalités et recherche d'une optimisation des modèles », Actes du colloque, Soft Law et droit du commerce international, Contribution à l'étude du renouvellement des sources du droit du commerce international, Lexis Nexis, 2018 (18 pages).

RIGAUD, Marie-Claude & VAUGEUIS, Mathieu, « La reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères » chap. 3, Le droit du financement d'aéronefs, Bruylant, 2017.

RIGAUD, Marie-Claude, « Où va la procédure arbitrale ? » dans *Journées d'études méditerranéennes en l'honneur du Professeur Ali Bencheneb*, Lexis Nexis, 2016 (25 pages)

RIGAUD, M.-C., « L'apprentissage expérientiel ou la pédagogie du vécu », Dossier apprentissage expérientiel, *Droit Montréal*, Automne 2015, 14 à 16.

RIGAUD, M.-C., « White Space, Implied Terms and the Concept of Usage in Quebec », dans GÉLINAS, F. (dir.), *Trade Usages and Implied Terms in the Age of Arbitration*, Oxford, OUP, 2016, 37-58.

RIGAUD, M.-C., « L'éthique et la déontologie dans le contexte des MARCs », dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Le règlement privé des conflits*, Montréal, Lexis Nexis, 2016, 349-408.

RIGAUD, M.-C., « Les alizés et les cyclones de la procédure arbitrale transnationale », dans P. CECCHI-DIMEGLIO et B. BRENNEUR (dir.), *Manuel Interdisciplinaire des modes amiables de résolution des différends/Interdisciplinary Handbook of Dispute Resolution*, Bruxelles, Larcier, 2015, 1039-1064.

RIGAUD, M.-C. et E. STEYN, « Professor Mackaay: And if Legal Ethics Were to Become an Emeritus Project », in ROUSSEAU, S., *Juriste sans frontières. Mélanges Mackaay*, Montréal, Éd. Thémis, 2015, 633-690.

STORCK, M., S. ROUSSEAU et T. de RAVEL d'ESCLAPON (dir.), *La rémunération des dirigeants des sociétés cotées et le vote contraignant des actionnaires*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2018, 234 p.

CRÊTE., R. et S. ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions*, 4e édition, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 978 p.

LEFEBVRE, G. et S. ROUSSEAU (dir.), *Introduction au droit des affaires*, 2e éd., Montréal, Éditions Thémis, 2018, 678 p.

DESAILLIERS, P. et S. ROUSSEAU, *Gouvernance d'entreprise, devoirs et responsabilité des administrateurs et dirigeants*, JurisClasseur Québec, Montréal, LexisNexis, 2016 [Collection Théma en format couverture souple]

ROUSSEAU, S. et P. DESAILLIERS, *Les devoirs des administrateurs lors d'une prise de contrôle – Étude comparative du droit du Delaware et du droit canadien*, 2e édition, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 492 p.

ROUSSEAU, S., *Législation sur les valeurs mobilières annotée – Autres lois, règlements et normes*, Cowansville, Éditions Yvon Blais (édition annuelle)

ROUSSEAU, S., *Juriste sans frontières - Mélanges Ejan Mackaay*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2015.

ROUSSEAU, S., « Aux confins du réel : la place de l'intelligence artificielle dans la gouvernance des sociétés par actions », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2019, 83-122.

ROUSSEAU, S., « The Protection of Minority Investors and the Compensation of Their Losses in Canada », dans P.-H. CONAC & M. GELTER (eds.), *Global Securities Litigation and Enforcement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018, 143-178.

ROUSSEAU, S., « Qualité et intégrité de l'information sur les marchés financiers : quel rôle pour les sanctions civiles au Canada ? », dans *Études à la mémoire de Philippe Naud-Leduc – Le juriste dans la cité*, Paris, L.G.D.J., 2018, 901-912.

ROUSSEAU, S., « L'obligation de surveillance des administrateurs : l'impact de la compliance sur sa reconnaissance et son évolution jurisprudentielles en Amérique du Nord », dans P. PAILLIER et alii (dir.), *Mélanges en l'honneur de Jean-Jacques Daigre – Autour du droit bancaire et financier et au-delà*, Paris, Éditions Joly, 2017.

ROUSSEAU, S. et J. BROUSSE, « L'économie collaborative : quels modèles de régulation envisager? », dans PARACHEVOVA, I. et M. TELLER (dir.), *Quelles régulations pour l'économie collaborative ?*, Paris, Dalloz, 2017, 31-57.

ROUSSEAU, S., « Le droit des sociétés cotées, 15 ans après la loi Sarbanes-Oxley : quel rôle pour les autorités canadiennes en valeurs mobilières en matière de gouvernance? », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 43-100.

ROUSSEAU, S., « The Evolution of Corporate Law in Canada : Towards Regulatory Competition? », dans PRÜM, A. (dir.), *Cent ans de droit luxembourgeois des sociétés*, Bruxelles, Larcier, 2016, 335-347.

ROUSSEAU, S., « L'obligation de surveillance des administrateurs à l'ère de la conformité », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 227-260.

ROUSSEAU, S., « La simplicité volontaire : observations transatlantiques sur la recherche et les manifestations de la flexibilité en droit des sociétés », dans P.-H. CONAC et I. URBAIN-PARLÉANI (dir.), *La société par actions simplifiée (SAS)*, Paris, Dalloz, 2016.

ROUSSEAU, S., « Quelques observations sur l'action collective au regard de la théorie économique », dans Centre français de droit comparé, *L'action de groupe : le droit français à l'épreuve des expériences étrangères*, Paris, Société de législation comparée, vol. 8, 2015, 21-29.

ROUSSEAU, S. et L. YABOUBI, « Structure du système financier canadien », dans DESCHAMPS, M. (dir.), *Droit bancaire*, Jurisclasseur Québec, Toronto, Lexis Nexis, 2014.

ROUSSEAU, S., « L'acquisition du pouvoir dans les sociétés : rapport général », dans *Le pouvoir dans les sociétés*, Association Henri-Capitant – Journées chiliennes 2012, Tome LXII, Bruxelles, Bruylant, 2014, 23-48.

ROUSSEAU, S., J. BIRON et E. MACKAAY, « Lawyers as Gatekeepers », dans P. COHEN et C. ROQUILLY, *Company Lawyers: Independent by Design*, Paris, Lexis Nexis, 2014.

ROUSSEAU, S., « La réglementation des émissions de cryptomonnaies (ICOs) au Canada : la protection des investisseurs et le bon fonctionnement du marché dans le bac à sable réglementaire », (2018) 1 *Revue internationale des services financiers* 15-21.

ROUSSEAU, S., « L'application de la législation sur les valeurs mobilières au Québec : une étude du rôle du Tribunal administratif des marchés financiers », (2017) 76 *R. du B.* 1-52.

ROUSSEAU, S., « L'application de la Loi sur les valeurs mobilières aux prêts et autres montages contractuels », (2017) 2 *C.P. du N.* 215-250.

KOLLI, K. et S. ROUSSEAU, « Le contrat de prestations logistiques », (2016) 62 *R.D. de McGill* (2017) 62 *R.D. de McGill* 1043-1100.

AGBODJAN PRINCE, H. et S. ROUSSEAU, « La Loi sur Investissement Canada à l'épreuve de l'attractivité : Contribution à la modernisation du cadre juridique canadien de l'investissement étranger », (2016) 94 *R. du B. can.* 111-147.

FILIP, A., R. LABELLE et S. ROUSSEAU, « Legal Regime and Financial Reporting Quality Legal Regime and Financial Reporting Quality », (2015) 32 *Contemporary Accounting Research* 280-307.

ALLAIRE, Y. et S. ROUSSEAU, « To Govern in the Interest of the Corporation: What Is the Board's Responsibility to Stakeholders other than Shareholders? », (2015) 5 *Journal of Management and Sustainability* 1-16.

ROUSSEAU, S., « Le cumul des sanctions pénales et administratives en droit financier canadien », *Revue internationale des services financiers*, 2015, no. 2, 34-39.

ROUSSEAU, S., « Le code déthique : un instrument de gouvernance créateur de valeur », *Cahiers de droit de l'entreprise*, no. 4, juillet 2014.

ROUSSEAU, S., « Le Say on Pay : l'expérience nord-américaine », *R.T.D. Com.* 2014, 461-472.

ROUSSEAU, S., « La continuation en vertu de la Loi sur les sociétés par actions », (2014) 2 *Cours de perfectionnement du Notariat* 211-242.

ROUSSEAU, S., « Après la crise financière : vers une réforme de la réglementation du marché des valeurs mobilières municipales aux États-Unis ? », *Revue internationale des services financiers*, (2014) 2, 33-37.

ROUSSEAU, S., G. FAURE et N. SMAILI, « La responsabilité civile des administrateurs pour les retenues à la source : une étude de la défense de diligence raisonnable en matière fiscale », (2014) 45 *Revue de droit d'Ottawa / Ottawa Law Review* 441-493.

ROUSSEAU, S., « La protection des actifs des investisseurs dans les fonds d'investissement en droit canadien », *Revue internationale des services financiers* 2014, no. 1, 18-24.

ROY, A., « Commentaires et annotations sous les articles 1 à 898 (Livres 1, 2 et 3) », dans MOORE, B. (dir.), *Code civil du Québec : Annotations - Commentaires*, 3e éd., Cowansville, Yvon Blais, 2018, 2579 p.

ROY, A. et J.-P. DUTRISAC, *Commission citoyenne sur le droit de la famille*, Rapport final, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 168 p. (incluant les annexes).

CHARPENTIER, E., S. LANCTÔT, B. MOORE et A. ROY, *Code civil du Québec : Annotations - Commentaires*, 2e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 2520 p.

CHARPENTIER, E., S. LANCTÔT, B. MOORE et A. ROY, *Code civil du Québec : Annotations - Commentaires*, 2e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 2249 p.

COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE, ROY, A. (prés.), *Pour un droit de la famille adapté aux nouvelles réalités conjugales et familiales*, Montréal, Éditions Thémis, 2015, 794 p.

ROY, A. et M. BEAUCHAMP, *Les régimes de protection du majeur inapte*, 3e éd., Collection Bleue - Série Répertoire de droit, Montréal, Éditions Wilson & Lafleur, 2015, 61 p.

ROY, A., *La filiation par le sang et par la procréation assistée - Commentaires sur le Code civil du Québec*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2014, 274 p.

ROY, A., « De certains enjeux contemporains du droit québécois de la filiation », (2017) 2 *Cours de perfectionnement du notariat* 324-364.

ROY, A., « La famille d'hier à aujourd'hui : Survol historique du droit de la famille québécois », (2017) 119 *Revue du Notariat* 425-469.

ROY, A. et M. MORIN, « La célébration du mariage doit respecter les prescriptions du Code civil du Québec, qu'elle revête ou non un caractère religieux », (2016) 46 *R.D.U.S.* 183-203.

JARRY, J., É. LAPIERRE-ADAMCYK, C. LE BOURDAIS et A. ROY, « Lignes directrices facultatives en matière de pensions alimentaires pour époux - Pertinence de leur application au Québec ? », (2016) 31 *Revue canadienne Droit et Société* 243-265. PDF

ROY, A., « Pour un droit de la famille adapté aux nouvelles réalités conjugales et familiales - le rapport du Comité consultatif sur le droit de la famille », dans *Développements récents en droit familial* (2015), Service de la formation permanente du Barreau, Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2015, 1-18.

LE BOURDAIS, C., É. LAPIERRE-ADAMCYK et A. ROY, « Instabilité des unions libres. Une analyse comparative des facteurs démographiques », (2014) 55-1 *Recherches sociographiques* 53-78.

ROY, A., « L'intérêt de l'enfant », dans MOORE, B. (dir.), *Les grands grands classiques du droit civil - Les grandes notions*, Montréal, Éditions Thémis, 2015, 245-274.

Préface, Johanne CLOUET, *Décisions judiciaires en matière de garde d'enfants : Contribution à l'étude de l'influence des marqueurs identitaires du juge*, Montréal, Éditions Thémis, 2017

ROY, A. et J.-J. KONA-BOUN, « Analyses vétérinaires des observations effectuées durant les rodéos de Montréal et de St-Tite et conclusions juridiques », Rapport du demandeur, (02-2018), 681 p.

ROY, A., J. JARRY, É. LAPIERRE-ADAMCYCK et C. LE BOURDAIS, « Étude complémentaire sur les pensions alimentaires pour ex-époux - Impact de l'arbitrage judiciaire et du partage du patrimoine familial sur la pension alimentaire », Rapport de recherche, Ministère de la Justice du Québec (2014), 64 p.

ROY, A., « À l'aube d'une réforme du droit familial québécois », (2014) 38-3, Bulletin de liaison de la Fédération des Associations de familles monoparentales du Québec (FAFMQ).

ROY, A., « 97 723 actes en minute partis en fumée à Lac Mégantic (Québec) », (2014) 179 *Revue internationale d'histoire du notariat*, 5-11.

TALPIS, J. A., « Religious Inheritance laws by the Front Door and the Back Doors: How Wide Open is the Door in Quebec ? », dans *Développement récents en succession et Fiducies*, Formation du Barreau du Québec, Cowansville, Editions Yvon Blais, t. 391, 2014, 37

TALPIS, J. A., « La liquidation et la planification d'une succession internationale en droit Québécois à la lumière du nouveau Règlement européen sur les successions » dans *Développements récents en successions et fiducies*, Formation du Barreau du Québec, Cowansville, Editions Yvon Blais, t. 411 2016

TALPIS, J. A., « Freedom of cross-border estate planning: anticipated problems », *Trusts & Estates*, 2015, Oxford University Press.

TALPIS, J. A., « Impact of the European Regulation on Succession in Canada », (2017) 36-2 *E.T.P.J.*, 116-159.

TREMBLAY, H., « Le développement des hydrocarbures face à la fragmentation des juridictions dans le golfe du Saint-Laurent » dans KROLIK, C. (dir.), *Le droit des ressources naturelles et de l'énergie - Où en sommes-nous? Où allons nous?*, Montréal, LexisNexis, 2017, 14 p.

TREMBLAY, H., « La justice et les générations futures », dans C. RÉGIS, K. BENYEKHLEF et D. WEINSTOCK, *Sauvons la justice ! 39 propositions pour agir*, Montréal, Del Busso, 2017, 6 p.

TREMBLAY, H., K. KOLLI, « L'impact de la fragmentation du droit sur le développement des hydrocarbures dans le Golfe du Saint-Laurent » dans P. ARCHAMBAULT, I. SCHLOSS, C. GRANT et S. PLANTE (dir.), *Les hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent. Enjeux sociaux, économiques et environnementaux*, Rimouski, Notre Golfe, 2017, 30 p.

BOURGAULT, D., H. TREMBLAY, I. SCHLOSS, S. PLANTE, et P. ARCHAMBAULT, « Données environnementales commercialement sensibles : une étude de cas à propos d'assertions de suintements de pétrole à Old Harry », dans P. ARCHAMBAULT, I. SCHLOSS, C. GRANT et S. PLANTE (dir.), *Les hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent. Enjeux sociaux, économiques et environnementaux*, Rimouski, Notre Golfe, 2017, 18 p.

TREMBLAY, H., « L'économie circulaire en politique et en législation québécoises », dans S. SAUVÉ, D. NORMANDIN et M. McDONALD (dir.), *L'économie circulaire*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2016, 6 p.

TREMBLAY, H., « Les prélèvements d'eau », Fascicule 19 *JurisClasser Québec, Droit de l'environnement*, Conseillers éditoriaux : HALLEY, P. et H. TREMBLAY, Montréal, LexisNexis, 2012 – refonte complète et mise-à-jour en février 2015, 40 p.

TREMBLAY, H., « Le droit de l'eau face aux déluges bibliques et aux sécheresses millénaires : la gestion des conflits d'usage causés par la variabilité hydrologique », (2017) 58-3 *Cahiers de droit* 383-424.

BOURGAULT, D., H. TREMBLAY, I. SCHLOSS, S. PLANTE et P. ARCHAMBAULT, « Commercially sensitive" environmental data: a case study of oil seep claims for the Old Harry prospect in the Gulf of St. Lawrence », (2017) *Case Studies in the Environment*, 1-7.

TREMBLAY, H., « Sustaining Development in a Thermodynamic Universe: Raging Against the Dying of the Light », (2016) 28-3 *Journal of Environmental Law and Practice* 333-353.

TREMBLAY, H., « Municipalités et hydrocarbures: chargées à blanc sur la ligne de front », (2016) 26-1 *R.G.D.* 179-214.

ARCHAMBAULT, P., C. GRANT, R. AUDET, B. BADER, D. BOURGAULT, M. CUSSON, S. DOYON, D. DUMONT, S. LAMALLE, M. LEVASSEUR, É. MORIN, É. PELLETIER, I. SCHLOSS, G. ST-ONGE, G. THERIAULT, H. TREMBLAY, J.-É. TREMBLAY, R. TREMBLAY et S. PLANTE, « Notre Golfe : l'émergence d'un réseau intersectoriel pour l'étude de l'environnement socio-écologique du golfe du Saint-Laurent », (2016) 140-2 *Le Naturaliste canadien*, 41-44.

TREMBLAY, H., « La délimitation du pouvoir réglementaire des municipalités à la lumière de l'affaire Courses automobiles Mont-Tremblant inc. c. Iredale », (2014) 73 *R. du B.* 353-392.

TREMBLAY, H., « Le contentieux des pipelines : du nouveau en milieu marin », (2016) 49-1 *Vecteur Environnement* 26-27.

TREMBLAY, H., « Le retour des gaz de schiste : un pas en avant, deux pas en arrière », (2015) 48-3 *Vecteur Environnement* 32-34.

TREMBLAY, H., « Développement des ressources minérales au Québec : oscillations entre le free mining et le développement durable », (2015) 20 *Droit Montréal* 17-20.

TREMBLAY, L. B., « L'origine mythique de la primauté du droit : Hésiode et les dieux », (2019) 52 *R.J.T.U.M.* 1-67.

TREMBLAY, L. B., « Le constitutionnalisme à l'heure du pluralisme et du multiculturalisme », (2018) 5 *Revue de la Recherche Juridique*, 1869-1902.

TREMBLAY, L. B., « La démocratie proportionnelle », dans C. RÉGIS, K. BENYEKHLEF et D. WEINSTOCK, *Sauvons la justice ! 39 propositions pour agir*, Montréal, Del Busso, 2017.

TREMBLAY, L. B., « L'émergence d'un constitutionnalisme pluraliste et le subjectivisme en droit constitutionnel », dans A.-G. GAGNON et P. NOREAU (dir.), *Constitutionnalisme, droits et diversité : Mélanges en l'honneur de José Woerhling*, Montréal, Éditions Thémis, 2017, 15-47.

TREMBLAY, L. B., « An Egalitarian Defense of Proportionality-Based Balancing », *Int J Constitutional Law* (ICON), (2014) 12 (4) 864-890 (Section « Debate »).

TREMBLAY, L. B., « An Egalitarian Defense of Proportionality-Based Balancing: A Rejoinder to Matthias Klatt », *Int J Constitutional Law* (ICON), (2014) 12 (4) 900-903 (Section « Debate »).

TREMBLAY, L. B., *L'odyssée de la pensée juridique occidentale (les anciens)*, 2015-2016 - publication restreinte d'une version d'un ouvrage en philosophie du droit - (400 pages).

TRUDEAU, G., « Defining Labour Standards: Harry Arthurs' Beau Risque », in P. ZUMBANSEN, S. ARCHER et D. DRACHE (dir.), *The Daunting Enterprise of the Law – Essays in Honour of Harry W. Arthurs*, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 2017, 93 – 108;

TRUDEAU, G. et R.-C. DROUIN, « Les normes minimales du travail : bilan et éléments de prospective », dans P.-L. BILODEAU et M. D'AMOURS (dir.), *Fondements des relations industrielles*, Montréal, Chenelière Éducation, 2015, 166 – 190.

DAUDELIN, S. et G. TRUDEAU, « Rupture à l'initiative de l'employeur pour des motifs tenant au salarié », dans G. VALLÉE et K. LIPPEL (dir.), *Rapports individuels et collectifs du travail*, Montréal, *JurisClasser Québec, LexisNexis Canada*, 2009, p. 26/1 - 26/68. (Mis à jour : 15 janvier 2015, 15 janvier 2016, 30 juin 2017, 15 décembre 2018).

TRUDEAU, G., « Aspects constitutionnels du travail salarié », dans G. VALLÉE et K. LIPPEL (dir.), *Rapports individuels et collectifs du travail*, *JurisClasser Québec, LexisNexis*, 2009, p. 1/1 – 1/35. (Mis à jour : 30 janvier 2015, 31 mai 2015, 25 juillet 2017, 31 mai 2019)

JALETTE, P., M. LAROCHE et G. TRUDEAU (dir.), *La convention collective au Québec*, 3e éd., Montréal, Chenelières éducation, 2018, 535 p.

THE LABOUR LAW CASE BOOK GROUP (formé de 20 professeurs), *Labour and Employment Law: Cases, Materials, and Commentary*, 9e édition, Toronto, Irwin Law, 2018, 1200 p.

TRUDEAU, G., « Contrôle et prise en compte de la consommation de drogues et d'alcool par l'employeur au Québec », dans AUVERGNON, P. (dir.), *Drogues illicites et activité salariée, Éclairages de droits étrangers et pluridisciplinaires*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2017, 129 – 152;

TRUDEAU, Gilles, « Dialogue social et droit : l'expérience canadienne », dans P. AUVERGNON et C. KÉNOUKON (dir.), *Dialogue social dans les pays de l'espace OHADA et ailleurs dans le monde*, L'Harmattan, Paris, 2018, 313 – 342.

PARÉ, F. et G. TRUDEAU, « Les Right-to-Work Laws aux États-Unis », (2015) 1 *Revue de Droit Comparé du Travail et de la Sécurité Sociale*, 6 – 16.

TRUDEAU, G., « La constitutionnalisation du droit de grève au Canada », (2015) 7-8 *Revue de droit du travail*, 479 – 488.

DROUIN, R.-C. et G. TRUDEAU, « Les lois spéciales de retour au travail : enjeux institutionnels et constitutionnels », (2015) 61-2 *McGill Law Journal/ Revue de droit de McGill* 387-446.

TRUDEAU, G., « La dimension internationale des litiges sociaux à la Cour suprême du Canada », (2016) 3 *Droit social* 237-245.

DROUIN, R.-C., N. POCHE et G. TRUDEAU, « L'affirmation du rôle central des institutions des rapports collectifs du travail dans un environnement juridique modifié : l'apport du juge LeBel au développement du droit du travail », (2016) 94-3 *R. du B. can.* 633 – 674.

JALETTE, P., M. LAROCHE et G. TRUDEAU, « Relations du travail : Résurgence, aggravation et complexification des conflits de travail au Québec », *Revue RH*, Vol 21, n° 4 – oct/nov/déc 2018, 6 p. (disponible en ligne).

TRUDEAU, G., « Le précompte syndical obligatoire revu à la lumière de la décision de la Cour suprême américaine dans l'affaire Janus » (2019) 74-1 *Relations industrielles/Industrial Relations* 174-186.

TRUDEAU, G., « Canada » dans la chronique Actualités juridiques internationales, (2016) 2 *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* 132-133.

TRUDEAU, G., « Canada : le droit du travail confronté à la légalisation du cannabis » dans la chronique Actualités juridiques internationales, (2018) 1 *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*, 136-139.

MURRAY, G., G. TRUDEAU et C. LÈVESQUE, « Hommages à Jacques Bélanger/A Tribute to Jacques Bélanger » (2018) 73-3 *Relations industrielles/Industrial Relations* 419-424.

TRUDEAU, G. et P.-L. BILODEAU, « Une nouvelle rubrique sur les politiques du travail et de l'emploi/A New Column on Labour and Employment Policies » Editorial/Editorial, (2018) 73-3 *Relations industrielles/Industrial Relations* 425-428.

TRUDEAU, G., « Au-delà de l'emploi: Transformation du travail en Europe [Beyond Employment : Changes in Work and the Future of Labor Law in Europe] », (2018) 40-1 *Comparative Labor Law & Policy Journal*, 131-143.

TRUDEAU, G., « Canada : les modifications apportées à la Loi sur les normes du travail du Québec », dans La chronique Actualités juridiques internationales, (2019) 1 *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* 184 – 187.

ARBOUR, J.M., S. LAVALLÉE, J. SOHNLE et H. TRUDEAU, *Droit international de l'environnement*, 3e édition, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 1500 p.

TRUDEAU, H., « Principle of Preventive Action » in J.-F. MORIN et ORSINI, *Essential Concepts of Global Environmental Governance*, Abingdon, Routledge, 2014.

TRUDEAU, H., « Évaluation, réglementation et gestion des substances toxiques », dans *JurisClasser Québec, coll. Droit public, Droit de l'environnement*, fasc. 24, Montréal, LexisNexis Canada, Publications CCH, édition avec mises à jour annuelles, feuilles mobiles, 24-1; 24-37.

HALLEY, P. et H. TRUDEAU, « Partage des compétences sur l'environnement, l'eau et les ressources naturelles », dans *JurisClasser Québec, coll. Droit public, Droit de l'environnement*, fasc.2, Montréal, Lexisnexis, Publications CCH, édition avec mises à jour annuelles, feuilles mobiles, p. 2-1 à 2-36.

TRUDEAU, H. et C. CODÈRE, « À la recherche d'une tarification pancanadienne du carbone : les enjeux juridiques de la coopération intergouvernementale pour protéger le climat », dans J. POIRIER et N. LEVRAT, *Le fédéralisme coopératif comme terrain de jeu du droit*, (2018) 18 *Fédéralisme Régionalisme*, 34 p.

TRUDEAU, H., « Cap-and-Trade System for Greenhouse Gas Emission Allowances: the Quebec Experience » dans *Canadian Institute of Resources Law, Law Paper, Symposium on Environment in the Court room enforcing Canadian GHG Emissions Laws* (October 2018), 8 p.

TRUDEAU, H., « Le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre : l'expérience québécoise » dans *Canadian Institute of Resources Law, Law Paper, Symposium on Environment in the Courtroom : Enforcing Canadian GHG Emissions Laws* (October 2018), 8 p.

LACHAPELLE, E., J. PAPY, J. PINEAU et H. TRUDEAU, « Enquête sur les entreprises touchées par le Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre du Québec » (SPEDE), Rapport Bourgogne, CIRANO, 2017, 48 p.

TRUDEAU, H., « La protection des ressources partagées et de l'environnement à la lumière du droit constitutionnel canadien : quel rôle pour le fédéralisme coopératif? », dans *Service de la Formation continue, Barreau du Québec, Développements récents en droit de l'environnement* (2017), Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 191-221.

ARBOUR, J.-M., S. LAVALLÉE, J. SOHNLE et H. TRUDEAU, « Le droit international de l'environnement : 2015-2016 ou les jours fastes avant l'arrivée du cyclope » (2017) 3 *Revue juridique de l'environnement* 525-547.

SAUVAGEU, F., S. THIBAUT et P. TRUDEL, *Les fausses nouvelles nouveaux visages, nouveaux défis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 268 p.

BRIN, C., D. GIROUX, F. SAUVAGEAU, avec la collaboration de P. TRUDEL, *Réflexions et mise en contexte de la situation créée par l'élection de M. Pierre Karl Péladeau*, Québec, Centre d'études sur les médias, 2015, 79 p.

GIROUX, D. et P. TRUDEL (dir.), *La régulation du travail journalistique dans dix pays dont le Canada*, Québec, Centre d'études sur les médias, 2014.

TRUDEL, P., « La liberté d'expression », dans BAILLARGEON, N. (dir.), *Liberté surveillée- Quelques essais sur la parole à l'intérieur et à l'extérieur du cadre académique*, Montréal, Leméac, 2019, 37-61.

TRUDEL, P., « Le droit de la personne sur son image », dans V. GAUTRAIS, C. RÉGIS et L. LARGENTÉ (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Patrick A. Molinari*, Montréal, Éditions Thémis, 2018, 353-389.

TRUDEL, P., « La régulation des activités sur Internet : une gestion de risques en réseaux » dans É. DEGRAVE, C. de TERWANGNE, S. DUSSOLIER et R. QUECK, *Law, Norms and Freedoms in Cyberspace / Droit, normes et libertés dans le cybermonde*, Bruxelles, Larcier, 2018, 445-458.

TRUDEL, P., « Les fondements de la protection des sources journalistiques dans l'univers médiatique du 21e siècle », dans COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA PROTECTION DE LA CONFIDENTIALITÉ DES SOURCES JOURNALISTIQUES, Annexes du rapport, Québec, les publications du Québec, 2017, 188-197.

GAUTRAIS, V. et P. TRUDEL, « Mondialisation et Internet au Québec », dans *Travaux de l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française, La mondialisation*, Bruxelles, Paris, Bruylant et LB2V, 2016, 895-916.

TRUDEL, P., « Garantir l'espace de la prise de parole », dans C. RÉGIS, K. BENYKHELF et D. WEINSTOCK, *Sauvons la justice ! 39 propositions pour agir*, Montréal, DelBusso éditeur, 2017, 200-204.

TRUDEL, P., « E-réputation et régulation des opinions sur Internet », dans F. CHAREST, C. ALCANTARA, A. LAVIGNE et C. MOUMOUNI (dir.), *E-réputation et influenceurs dans les médias sociaux*, Québec, PUQ, 2017, 95 à 108.

TRUDEL, P., Préface du livre de ROBILLARD, C., *La liberté de presse, la liberté de tous*, Montréal, Québec Amérique, 2016, 15-19.

TRUDEL, P., « La souveraineté en réseaux », dans BLANDIN-OBERNESSER, A., *Droits et souveraineté numérique en Europe*, Bruxelles, Bruylant, 2016, 5-14.

TRUDEL, P., « Les mutations internationales de la régulation de l'audiovisuel » dans S. REGOURD et L. CALANDRI, *La régulation de la communication audiovisuelle – enjeux et prospectives*, Paris, L.G.D.J., Institut Universitaire Varenne, 2015, 123-139.

TRUDEL, P., « Le modèle nord-américain de régulation audiovisuelle » dans S. REGOURD et L. CALANDRI, *La régulation de la communication audiovisuelle – enjeux et prospectives*, Paris, L.G.D.J., Institut Universitaire Varenne, 2015, 269-287.

TRUDEL, P., « Visions américaines et européenne de l'e-reputation », dans ALCANTARA, C., *E-réputation regards croisés sur une notion émergente*, Paris, Gualino Lextenso éditions, 2015, 61-71.

TRUDEL, P., « Rendre le droit lisible », *Droit Montréal*, Automne 2018, numéro 25.

TRUDEL, P., « Moteurs de recherche, déréférencement, oubli et vie privée en droit québécois », (2016) 21 *Lex electronica* 89, en ligne : <http://www.lex-electronica.org/s/1535>.

TRUDEL, P., « Mutations numériques et droit des médias », *Droit Montréal*, Automne 2016, 18-19.

TRUDEL, P., « La neutralité d'Internet en droit canadien », *Repères*, Août 2016, 5 p.

TRUDEL, P., « La faute journalistique en droit civil », (2015) 49 *R.J.T.U.M.* 636-684

THERRIEN, C. et P. TRUDEL, « The Brazilian Civil Rights Framework for the Internet (or the virtual times of a postmodern law) O Marco Civil da Internet (ou o tempo virtual de uma lei pós-moderna) », (2015) 20, 3 *Pensar - Revista de Ciências Jurídicas* 746-766.

TRUDEL, P., « La technologie et le droit », *Grains de sagesse, Bulletin de l'Association des professeurs retraités de l'Université de Montréal*, (12-2014).

TRUDEL, P., « Modèles et enjeux pour le déploiement des réseaux de télécommunication de prochaine génération en contexte municipal », *CEFRIO*, 2018.

TRUDEL, P., « Les enjeux et risques juridiques des échanges d'information dans la relation patient-médecin dans l'espace santé TELUS », *CEFRIO*, 2017.

TRUDEL, P. et F. ABRAN, « Les enjeux et risques juridiques des échanges d'information dans la relation patient-médecin dans l'espace santé TELUS », Étude menée dans le cadre du programme Ma première ligne numérique en santé du CEFRIO, (02-2016), 80 p.

GENDREAU, Y., M. MÉNARD, G. ROUSSEL, A. TAILLEFER et P. TRUDEL, « L'environnement numérique et la problématique du droit d'auteur, entre autres », Rapport du comité des sages, Québec, Ministère de la Culture et des communications, 2017, 74 p.

TRUDEL, P., « La recherche sur les rationalités des règles de droit et les techniques de réglementation - Éléments d'un modèle d'analyse », Étude inédite réalisée à la demande de la Commission de réforme du droit du Canada, 1993.

TRUDEL, P., F. ABRAN et J. ZHU, « Les partages d'information entre les organismes publics dans la lutte contre la criminalité économique », Rapport préparé pour la Commission Charbonneau, (05-2014), 164 p.

TURP, D. and M. SANJAUME (ed.), *The Emergence of a Democratic Right of Self-Determination in Europe*, Brussels, Centre Maurits Coppiters, 2017, 303 p.

TURP, D., *Recueil de droit international et constitutionnel des droits fondamentaux*, 2 tomes, Montréal, Éditions JFD, 2015.

BERNATCHEZ, S., M. MONTPETIT, M. RIVET et D. TURP (dir.), *Mélanges en l'honneur de Jacques-Yvan Morin, Revue québécoise de droit international*, Numéro hors-série, 2015, 396 p.

TURP, D., « Le droit à l'indépendance du peuple kanak selon le droit international », *L'Action nationale*, Octobre 2018, vol. CVIII, no 8, 82-87.

POIRIER, J., D. TURP et al., « Le projet de Constitution du Canada de 2017 et la fertilité des conversations constitutionnelles », (2018) 12 *Revue de droit parlementaire et politique/Journal of Parliamentary and Political Law* 301-359.

TURP, D., « De l'échec du rapport Bouchard-Taylor à l'inconstitutionnalité de la loi québécoise sur la neutralité religieuse », dans S. LEFEBVRE et G. SAINT-LAURENT (dir.), *Dix ans plus tard : La Commission Bouchard-Taylor, succès ou échec ?*, Montréal, Québec-Amérique, 2018, 113-124.

TURP, D. and A. BEAUSÉJOUR, « Self-Determination, Autonomy, Independence and the Case of Québec », in HIPOLD, P. (ed.), *Autonomy and Self-Determination - Between Legal Assertions and Utopian Aspirations*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2018, 316-338.

TURP, D., « Le Québec et le droit international », dans GUILLAUME, G. (dir.), *La vie internationale et le droit*, Paris, Éditions Hermann, 2017, 179-214.

TURP, D., « Les mécanismes d'accès à l'indépendance et les initiatives d'élaboration d'une constitution » dans IRAI, *Les processus constitutifs et les indépendances nationales : perspectives internationales, comparées et québécoises*, Montréal, IRAI, 2017, 3-26.

TURP, D., « Le droit de décider de la Catalogne selon le droit international, européen, espagnol, catalan et comparé », dans IRAI, *Le référendum sur l'indépendance catalane : une évaluation du processus d'autodétermination*, Montréal, IRAI, 2017, 55-87.

TURP, D., « Catalonia's Right to Decide under International, European, Spanish, Catalan and Comparative Law », in IRAI, *The Catalan Independence Referendum: an Assessment of the Process of Self-Determination*, Montréal, IRAI, 2017, 55-87.

TURP, D., « Les engagements internationaux importants et leur approbation par l'Assemblée natonale du Québec », dans *Liber amicorum Yves Lejeune*, Bruxelles, Bruylant, 2017, 617-630.

TURP, D. and M. SANJAUME, « Foreword », in D. TURP and M. SANJAUME (eds) *The Emergence of a Democratic Right of Self-Determination in Europe*, Brussels, Centre Maurits Coppiters, 2017, 6-7.

TURP, D., « Conclusion », in D. TURP and M. SANJAUME (eds), *The Emergence of a Democratic Right of Self-Determination in Europe*, Brussels, Centre Maurits Coppiters, 2017, 264-271.

TURP, D., « Le pouvoir constituant, le droit à l'autodétermination et la constitution du Québec », dans SEYMOUR, M. (dir.), *Repenser l'autodétermination interne*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 321-393.

TURP, D., « L'approbation des engagements internationaux importants du Québec : la nouvelle dimension parlementaire à la doctrine Gérin-Lajoie », (2016) *R.Q.D.I.* 9-40.

TURP, D., « Le pouvoir constituant et la constitution du Québec », dans P. TAILLON, E. BROUILLET et A. BINETTE (dir.), *Un regard québécois sur le droit constitutionnel : Mélanges en l'honneur d'Henri Brun et de Guy Tremblay*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 677-702.

TURP, Daniel, « The Principle of Autonomy, the Right of Self-Determination and the Case of Québec », in HIPOLD, P. (ed.) *Autonomie un Selbstbestimmung in Europa une im internationalen Vergleich (Autonomy and Self-determination in Europe and in Global Perspective*, Nomos / Dike / Facultas, 2016, 312-321.

TURP, D., « The Principle of Nationality, the Right of Self-Determination and the Case of Québec », (2016) 1/2 *Europa Ethnica* 5-7.

TURP, Daniel, « De l'impérieuse nécessité d'approfondir la recherche sur le projet d'indépendance nationale du Québec », *L'Action nationale*, 02-2016, vol. CVI, no 2, 63-88.

TURP, D., « Conclusion », in D. TURP and M. SANJAUME (ed.), *The Emergence of a Democratic Right of Self-Determination in Europe*, Brussels, Centre Maurits Coppiters, 2017, 264-271.

TURP, D., « El dret a decidir de Catalunya i del Québec », *Eines* 23, Estiu 2015, 116-122.

BERNATCHEZ, S., M. MONTPETIT, M. RIVET et D. TURP, « Introduction générale », dans BERNATCHEZ, S., M. MONTPETIT, M. RIVET et D. TURP (dir.), *Mélanges en l'honneur de Jacques-Yvan Morin*, 2015 *R.Q.D.I.* 3-4.

BERNATCHEZ, S., M. MONTPETIT, M. RIVET et D. TURP, « Introduction au colloque - De la Charte des droits et libertés de la personne pour le Québec à la Charte des droits et liberté de la personne », dans BERNATCHEZ, S., M. MONTPETIT, M. RIVET et D. TURP (dir.), *Mélanges en l'honneur de Jacques-Yvan Morin, Revue québécoise de droit international*, Numéro hors-série, Juin 2015, 11-12.

TURP, D., « Pour une pleine constitutionnalisation et un enrichissement normatif de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec », dans BERNATCHEZ, S., M. MONTPETIT, M. RIVET et D. TURP (dir.), *Mélanges en l'honneur de Jacques-Yvan Morin, Revue québécoise de droit international*, Numéro hors-série, Juin 2015, 221-241.

TURP, D., « La représentation parlementaire au sein des institutions internationales », dans VELLANO (dir.), *L'avenir des organisations internationales - Perspectives juridiques / I Futuro Delle Organizzazioni Internazionali - Prospettive Giuridiche*, Actes du Colloque de la Société italienne de droit international et de la Société française de droit international, Societa Italiana di Diritto Internazionale, dit., (s.n.) 2015, 315-329.

VALOIS, M., « L'intégrité dans les contrats publics : de nouveaux outils dans la lutte contre la corruption au Québec », (2016) *R.J.T.U.M.* 745.

NOREAU, P., F. HOULE, M. VALOIS, P. ISSALYS, *La justice administrative : entre indépendance et responsabilité. Jalons pour la création d'un régime commun des décideurs administratifs*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2014, 468 p.

VALOIS, M., « Si l'histoire de la norme m'était contée : évolution et circonvolutions du principe de déférence au Canada », dans P. DALY et L. SIROTA (dir.) *A decade of Dunsmuir/Les 10 ans de Dunsmuir*, (2018) Can. J. Adm. L.P. 19 (Special Issue).

VALOIS, M., « La théorie des systèmes sociaux et la question de la femme : le silence malicieux de Niklas Luhmann », dans SOSOE L. K. (dir.), *Systèmes psychiques et systèmes Sociaux*, Georg Olms Verlag, Hildelsheim, 2017.

BÉGIN, L., P. O. BRODEUR, P. LALONDE, G. OJIMET, D. ST-MARTIN, P. TRENT et M. VALOIS, « Rapport du Comité public de suivi des recommandations de la Commission Charbonneau », *Éthique et scandales publics*, (2016) 18-2 *Éthique publique*.

VALOIS, M., « La gestion éthique des contrats publics », dans L. BÉGUIN et Y. BOISVERT (dir.), *Éthique et scandales publics*, (2016) 18-2 *Éthique publique*.

HOULE, F., P. ISSALYS, P. NOREAU et M. VALOIS, « Administrative Justice: Independence and Responsibility – Towards a Common Regime for Independent Adjudicators », (2014) 27 *C.J.A.L.P.* 219-233.

VALOIS, M., « L'indépendance et l'impartialité des organismes administratifs », Fascicule no 15, *Juris* Classeur Québec – Droit administratif, 2014, Montréal, LexisNexis, 27 pages, mise à jour au 15 juin 2014.

VALOIS, M., « Le citoyen et l'État », Fascicule no 3, *Juris* Classeur Québec – Droit constitutionnel, 2011, Montréal, LexisNexis, mise à jour au 15 août 2014, 43 p.

VALOIS, Martine, « Préserver la confiance du public dans l'indépendance du Commissaire à la lutte contre la corruption et du Directeur des poursuites criminelles et pénales », Mémoire présenté à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale sur l'étude du projet de loi no 1 intitulé *Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales*, (02-2019).

BÉGIN, L., P. O. BRODEUR et als., Rapport de suivi de la Commission Charbonneau, (12-2018).

VALOIS, M., « Si l'histoire de la norme m'était contée : Évolution et circonvolutions du principe de déférence au Canada », *Dunsmuir Decade*, en ligne : <https://doubleaspect.blog/>

VALOIS, M., « La difficile tâche de découvrir la vérité », dans FAHMY, M. (dir.), *L'État du Québec 2013-2014*, Institut du Nouveau Monde, Boréal, 201, 210-211.

VALOIS, M., « Rencontre avec le professeur émérite Yves Ouellette », Dialogue intergénérationnel, *Droit Montréal*, 2011/2012, numéro 14, 20-21.

VERMEYS, N., *Droit codifié et nouvelles technologies : le Code civil*, Cowansville, Yvon Blais, 2015.

VERMEYS, N., « Les modes privés de prévention et de règlement des différends en ligne » dans P.-C. LAFOND (dir.), *Régler autrement les différends*, 2e éd., Montréal, Lexis Nexis, 2018.

VERMEYS, N., « La justice... par les médias sociaux » dans LAFOND, P.-C., *Les voies de justice du consommateur*, Cowansville, Yvon Blais, 2018, 41-62.

VERMEYS, N., « Le document technologique et ses incidences en droit des affaires », dans *Développements récents en droit des affaires*, vol. 435, Service de la formation continue du Barreau du Québec, Cowansville, Yvon Blais, 2017.

VERMEYS, N., « Les incidences de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne sur le commerce électronique... Quelles incidences ? », dans PRINCE AGBODJIAN, H., *Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) : esprit et dynamique d'un bilatéralisme nouveau*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2017, 215-246.

VERMEYS, N., « L'admissibilité en preuve de contenus issus d'Internet en matière de santé et sécurité du travail », dans V. GAUTRAIS et M. MEKKI, *Preuve et développement durable*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 163-188.

VERMEYS, N., « Le règlement en ligne des différends de cyberconsommation » dans P.-C. LAFOND et V. GAUTRAIS, *Le consommateur numérique : une protection à la hauteur de la confiance ?*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016.

VERMEYS, N., « Privacy v. Transparency: How Remote Access to Court Records Forces Us to Re-examine Our Fundamental Values », dans K. Benykhlef et al. (éd.), *eAccess to Justice*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2016.

VERMEYS, N., « Les modes privés de prévention et de règlement des différends en ligne », dans LAFOND, P.-C. (dir.), *Régler autrement les différends*, Montréal, Lexis Nexis, 2015.

VERMEYS, N., « Un modèle économique pour baliser l'obligation de sécurité informationnelle », dans ROUSSEAU, S. (dir.), *Juriste dans frontières – Mélanges Ejan Mackaay*, Montréal, Éditions Thémis, 2015.

IAVARONE-TURCOTTE, C., N. VERMEYS et F. GÉLINAS, « Procédure et immatériel au Québec », dans *L'immatériel*, Bruxelles, Bruylant, 2015.

VERMEYS, N., « Facebook et la relation employeur-employé : quand amitié et surveillance vont de pair » dans *Développements récents en droit de la santé et sécurité au travail*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2014.

VERMEYS, N. et D. CHALATI, « La sécurité des actes notariés dématérialisés », (2019) 120/3 *R. du N.* 479.

VERMEYS, N., « La responsabilité civile du fait des agents autonomes », (2018) 30 *C.P.I.*, 851-880.

GIUFFRIDA, I., F. LEDERER et N. VERMEYS, « A Legal Perspective on the Trials and Tribulations of AI », (2018) *Case Western Reserve Law Review*, 68-3 *Case W. Res. L. Rev.*, 747-781.

BIRON, J. et N. VERMEYS, « L'encadrement des robots-conseillers canadiens », (2018) *R. du B.*, tome 77, 41-88.

VERMEYS, N., « Fostering Trust and Confidence in Electronic Commerce: Will the EU-Canada Comprehensive Economic and Trade Agreement Really Effect Change? », (2015) 20:2 *Lex-Electronica* 63.

VERMEYS, N. et al., « Étude relative à l'incidence des technologies de l'information et des communications sur la gestion de l'information dans l'administration judiciaire québécoise », Étude présentée au Ministère de la Justice du Québec, 2017.

VERMEYS, N. et E. AMAR, avec la collaboration de V. GAUTRAIS, « Le dépôt technologique des documents », Étude présentée au Ministère de la Justice du Québec, 2016.

VERMEYS, N., J. M. GAUTHIER et S. MIZRAHI, « Étude sur les incidences juridiques de l'utilisation de l'infonuagique par le gouvernement du Québec », Étude présentée au Conseil du Trésor du Québec, 2014.

GINGRAS, P. et N. VERMEYS, Bulletin « Technologies de l'information en bref », n° 12, janvier 2016.

GINGRAS, P. et N. VERMEYS, Bulletin « Technologies de l'information en bref », n° 11, septembre 2015.

GINGRAS, P. et N. VERMEYS, Bulletin « Technologies de l'information en bref », n° 10, mai 2015.

GINGRAS, P. et N. VERMEYS, Bulletin « Technologies de l'information en bref », n° 9, janvier 2015.

GINGRAS, P. et N. VERMEYS, Bulletin « Technologies de l'information en bref », n° 8, octobre 2014.

ZHOU, H.-R., *F. Chevette et H. Marx, Droit constitutionnel canadien : principes fondamentaux – notes et jurisprudence*, 2e éd., Montréal, Éditions Thémis, 2016, 1264 p.

ZHOU, H.-R. et J. LECLAIR (dir.), collection « Les Conférences Chevette-Marx/The Chevette Marx Lectures », Montréal, Éditions Thémis, 2016, site web : <http://chevette-marx.openum.ca/>.

ZHOU, H.-R., « The Continuing Significance of Dr Bonham's Case », dans DALY, P. (dir.), *Apex Courts and the Common Law*, Toronto, University of Toronto Press, 2019.

ZHOU, H.-R., « La pertinence en contexte canadien de la jurisprudence constitutionnelle du Conseil privé relative à l'indépendance judiciaire », (2015) 45 *R.D.U.S.* 235.

ZHOU, H.-R., « A Contextual Defense of 'Comparative Constitutional Common Law' », (2014) 12 *International Journal of Constitutional Law* 1034.

ZHOU, H.-R., « L'immunité de la Couronne à l'égard des lois, la Loi sur le droit d'auteur et l'affaire Manitoba c. Canadian Copyright Licensing Agency », (2014) 26 *C.P.I.* 823.

ZHOU, H.-R., « Le droit constitutionnel à la Faculté : d'hier à aujourd'hui », (2017) 41 *Le Pigeon dissident* 13.

KARAZIVAN, N. et H.-R. ZHOU, « International Survey: Canada - Supreme Court extends scope of Indian Act 1876 – Metis decision, Daniels v Canada (Indian Affairs and Northern Development) » (2016) *Public Law* 517.

KARAZIVAN, N. et H.-R. ZHOU, « International Survey: Canada - No torture exception to foreign state immunity: Kazemi Estate v Islamic Republic of Iran », (2016) *Public Law* 160.

KARAZIVAN, N. et H.-R. ZHOU, « International Survey: Canada - Co-operative federalism cannot limit the scope of legislative authority: Quebec (Attorney General) v Canada (Attorney General) », (2016) *Public Law* 158.

ZHOU, H.-R. et N. KARAZIVAN, « International Survey: Canada - Mandatory prison term for a firearm licensing offence held constitutionally invalid: R. v Nur », (2016) *Public Law* 157.

ZHOU, H.-R. et N. KARAZIVAN, « International Survey: Canada—Physician-assisted dying judicially legalised: Carter v Canada (AG) », (2016) *Public Law* 156.

Doctorats

Doctorates

Nom, Prénom <i>Full name</i>	Directeur.trice <i>Director</i>	Titre de la thèse <i>Title of the Thesis</i>	Gradué ou soutenu en <i>Graduated or accepted in</i>
Malacket, Andréanne	Roy, Alain	Des règles de dévolution en droit québécois : perspectives socio-historiques des affections présumées, pour une reconnaissance de la vocation successorale ab intestat du conjoint de fait survivant.	2019
Kang, Pyeng Hwa	Gaudreault-DesBiens, Jean-François Karaziven, Noura	Group defamation and Harm to Identity.	2019
Depatie-Pelletier, Eugénie	Houle, France	Labour Migration Program Declared a "Modern Form of Slavery" under Constitutional Review : Employer-Tying Measure's Impact vs Mythical "Harm Reduction" Policies.	2019
Kousha, Amirhossein	Darankoum, Sibidi Emmanuel	The Principle of Compensation in the Practice of the Iran - Unites States Claims Tribunal and the Transnational Rules: Shared Values?	2019
Djemba-Kandjo, Joseph	Koutouki, Konstantia	La nécessité d'associer la biopiraterie à la criminalité environnementale pour une meilleure protection des ressources génétiques et des savoirs traditionnels en droit international.	2019
Ferron Parayre, Audrey	Régis, Catherine	Donner un consentement éclairé à un soin : réalité ou fiction? Exploration de l'effectivité du consentement éclairé aux soins.	2019
Sun, Sisi	Prince, Hervé A.	The China-OHADA BIT, a step in the right direction : a new model of China-Africa BIT at a regional or sub-regional level.	2019
Zhang, Ping	Trudeau, Gilles	État-parti, conflits de travail et autonomie collective : pourquoi le droit du travail chinois est-il inefficace ?	2019
Mouchard, Emilie	Goffaux Callebaut, Géraldine Gautrais, Vincent	L'accountability ou le principe de responsabilité en matière de protection des renseignements personnels.	2019
Grotino, Frédéric	Rousseau, Stéphane	La rémunération des hauts dirigeants en droit des sociétés par actions : le rôle et les limites du droit.	2019
Blanc, Nicolas	Ponthoreau, Marie-Claire Gaudreault-Desbiens, Jean-François	Constitutionnalisme et exclusion : critique du regard français sur le modèle canadien de pluralisme.	2019

Nom, Prénom <i>Full name</i>	Directeur.trice <i>Director</i>	Titre de la thèse <i>Title of the Thesis</i>	Gradué ou soutenu en <i>Graduated or accepted in</i>
Barry, Sarah	Charpentier, Élise Cabrillic, Rémy	Les pourparlers précontractuels en droit québécois : de l'opportunité d'une modification du Code civil du Québec à la lumière des récentes réformes française et allemande.	2018
Frazer, Linda	Rigaud, Marie-Claude	Juridical gyroscopic orientation of transnational business negotiations.	2018
Pelletier, Julien	Rousseau, Stéphane	L'analyse économique du droit du poste de commissaire de la Ligue nationale de hockey.	2018
Seymour, Caroline Jane	Grégoire, Marie Annik	Law, religion, and physician-assistance to suicide : the roles of christianity in north american judicial dignified death debates.	2018
Prophète, Lucien	Koutouki, Konstantia	Le droit à la mobilité et le droit au développement : une analyse du déplacement systématique des travailleurs qualifiés de la République d'Haïti vers le Canada.	2018
Dongmo Kahou, Paulette Flore	Gaudreault-DesBiens, Jean-François	Contribution à l'éradication des problèmes liés à la polygamie au Canada, au Cameroun et en Côte-d'Ivoire : essai féministe de théorie interdisciplinaire critique des différentes politiques de gouvernance.	2018
Guilmain, Antoine	Benyekhlef, Karim Jeuland, Emmanuel	Le principe de proportionnalité procédurale à l'aune des technologies de l'information : pour une modernisation en modération de la procédure civile.	2018
Kandolo On'ufuku wa Kandolo, Pierre Félix	Frémont, Jacques	Réparations en droits de la personne et en droit international humanitaire : problèmes et perspectives pour les victimes en République démocratique du Congo.	2018
He, An	Tremblay, Luc B.	À la recherche d'une diversité dans l'unité : le passé, le présent et l'avenir de la Chine multiethnique.	2018
Cardillo, Chloé	Cimamonti, Sylvie Boisvert, Anne-Marie	Le contrôle de constitutionnalité des lois pénales a posteriori : essai comparé sur la protection des droits des justiciables en France et au Canada.	2018
Steyn, Elizabeth A.	Gaudreault-DesBiens, Jean-François	At the Intersection of Tangible and Intangible : Constructing a Framework for the Protection of Indigenous Sacred Sites in the Pursuit of Natural Resource Development Projects.	2018
Charbonneau, Olivier	Trudel, Pierre	Émergence de normes dans les systèmes économiques et sociaux d'oeuvres numériques protégées par droit d'auteur.	2018
Viaud, Agnès	Navarro, Jean-Louis Moore, Benoît	Contrat et imprévision : approche comparée.	2018
Dibra, Migen	Drouin, Renée-Claude	Le droit de participation des salariés canadiens lors des restructurations d'entreprises : le cadre législatif britannique comme source d'inspiration pour le Canada. Une étude de droit comparé : Québec, cadre juridique fédéral canadien, Union européenne, Royaume-Uni.	2018
Fimpa Tuwizana, Twison	Trudeau, Hélène	Perspectives juridiques quant à l'implantation du programme REDD+ dans les pays en développement: développement durable et participation locale.	2018

Nom, Prénom <i>Full name</i>	Directeur.trice <i>Director</i>	Titre de la thèse <i>Title of the Thesis</i>	Gradué ou soutenu en <i>Graduated or accepted in</i>
Congo, Ibrahim P.	Gautrais, Vincent	Convergence des technologies de l'information : plaider pour une nouvelle normativité des communications dans l'espace UEMOA.	2018
Nassarah, Eric Arnaud	Gaudreault-DesBiens, Jean-François	Le secret sacramental à l'épreuve du durcissement de la répression de la pédophilie : proposition de réforme du droit québécois à la lumière du droit français.	2017
Kenfack, Henri Bandolo	Turp, Daniel	L'impact de la dignité humaine sur la protection du droit à la vie en droit international des droits de l'homme.	2017
Mac Allister, Karine	Crépeau, François Beaulac, Stéphane	Reading Population Transfer in International Human Rights Law, International Humanitarian Law and International Criminal Law through the Principle of Humanity.	2017
Martin-Bariteau, Florian	Gautrais, Vincent	Repenser le droit de marque : essai sur une approche fonctionnelle des marques dans l'économie globale et numérique.	2017
Stylios, Alexandre	Dumont, Hélène	L'aveu dans les traditions occidentales accusatoire et inquisitoire : une brève histoire de l'aveu en droit pénal.	2017
Boulay, Claude	Gaudreault-DesBiens, Jean-François Leclair, Jean	La relation changeante entre la Cour suprême du Canada et la société civile : l'impact des acteurs sociaux sur l'accès à la justice et la production du droit.	2017
Hammoud, Hania	Antaki, Nabil	Clearing away the legal mist of the family business.	2017
Sauvé, Jean-Sébastien	Gaudreault-DesBiens, Jean-François	Aux confins du «M» et du «F» : une généalogie critique de ce sexe que l'on catégorise aux fins de l'état civil québécois.	2017
Lavoie, Bertrand	Tremblay, Luc B. Beaud, Olivier	La foi musulmane et la laïcité, entre régulation publique et négociation quotidienne.	2017
Torres-Ceyte, Jérémie	Moore, Benoît Barbier, Hugo	Les contrats et les droits fondamentaux : perspective franco-québécoise.	2016
Al-Salem, Rouba	La Rosa, Anne-Marie Beaulac, Stéphane	What 'Security', whose 'Rights' and which 'Law'? : the Israeli High Court of Justice and the Israeli settlements in the occupied West Bank.	2016
Carré, Dobah	Goldstein, Gérald Muir-Watt, Horatia	La loi applicable aux transferts de biens virtuels.	2016
Zhao, Yue	Trudreau, Hélène	Obligation des États de coopérer en droit international des cours d'eau transfrontaliers : état du droit et étude du cas Chinois.	2016
Bérard, Frédéric	Gaudreault-DesBiens, Jean-François	Charte canadienne et droits linguistiques : frontières allégoriques et autres assertions consensuelles.	2016
Li, Boxuan	Lefebvre, Guy	The carrier's exemption from liability in the Hague, Hamburg and Rotterdam Rules : an examination from the perspectives of fairness and clarity.	2016

Nom, Prénom <i>Full name</i>	Directeur.trice <i>Director</i>	Titre de la thèse <i>Title of the Thesis</i>	Gradué ou soutenu en <i>Graduated or accepted in</i>
Djedi Djongambolo Ohonge, Daniel	Provencher, Annick Lemay, Violaine	Le principe québécois de l'impartageabilité de la réserve des coopératives non financières: discussion critique autour du maintien ou de la suppression.	2016
Tassé, Anne Marie	Knoppers, Bartha Maria	La recherche internationale en génétique et l'utilisation secondaire des données : entre dissociation et harmonisation.	2016
Déziel, Pierre-Luc	Benyekhlef, Karim	La protection de la vie privée au temps de la biosécurité.	2016
Laperrière, Marie-Neige	Lemay, Violaine	Critique féministe matérialiste du droit civil québécois : le travail « domestique » et les violences sexuées, les « impensés » du droit du logement.	2016
Cachecho, Maya	Goldstein, Gérald	Les droits réels et personnels sur les titres détenus auprès d'un intermédiaire : analyse comparative en droit québécois interne et international privé.	2016
Giocas, Athanasios	Tremblay, Luc B.	La synthèse philosophico-juridique de V.S. Soloviev : élaboration et mise en œuvre d'un cadre théorique.	2016
Gesualdi-Fecteau, Dalia	Vallée, Guylaine	L'usage par les travailleurs étrangers temporaires des ressources proposées par le droit du travail : une contribution aux études portant sur l'effectivité du droit.	2016
Clouet, Johanne	Gaudreault-DesBiens, Jean-François Roy, Alain	L'influence des marqueurs identitaires du juge dans les décisions relatives à la garde des enfants dans un contexte post-rupture.	2015
Aguilon, Claire	Gaudreault-DesBiens, Jean-François	Justice constitutionnelle et subsidiarité : l'apport de l'expérience canadienne pour la construction européenne.	2015
Kolli, Kamelia	Lefebvre, Guy	Droit du transport intermodal international de marchandises : une perspective « supply chain management ».	2015
Gok, Erdal	Parent, Hugues Houle, France	The Application of a Pluralist Approach of Global Administrative Law on the Governance of Doping in Sport.	2015
Duaso Calés, Rosario	Trudel, Pierre Bourcier, Danièle	Principe de finalité, protection des renseignements personnels et secteur public : étude sur la gouvernance des structures en réseau.	2015
Dogue, Karel Osiris C.	Darankoum, Sibidi Emmanuel	Jalons pour un cadre de référence OHADA en droit des contrats.	2015
Reda, Mohamed H.	Antaki, Nabil	Shari'a Commercial Law : "old wine in new bottles?"	2015
Caron, Vincent	Moore, Benoît Lluelles, Didier	Jalons pour une théorie pragmatique de l'interprétation du contrat : du temple de la volonté à la pyramide de sens.	2015
Law, Alexandra	Lemay, Violaine	Social Movement Casework and the Law and Organizing Ideal : Toward a modified law and organizing model.	2015

Nom, Prénom <i>Full name</i>	Directeur.trice <i>Director</i>	Titre de la thèse <i>Title of the Thesis</i>	Gradué ou soutenu en <i>Graduated or accepted in</i>
Mercer, Henrique	Koutouki, Konstantia	L'accès et le partage des avantages des savoirs traditionnels en Amérique latine : comment les droits de propriété intellectuelle peuvent empêcher la biopiraterie.	2014
Paré, Frédéric	Trudeau, Gilles	Le droit du travail américain : un droit plus favorable à l'investissement que le droit du travail québécois ? Une étude de la question...	2014
Mignault, Patrick	Rousseau, Stéphane	La réglementation des risques associés à la gouvernance des régimes complémentaires de retraite.	2014
Janik, Kinga	Crépeau, François	Quand les gendarmes font la loi : la pénalisation du droit des réfugiés au Canada.	2014
Papy, Jacques	Trudeau, Hélène Mackaay, Ejan	Vers un marché du carbone au Québec : éléments de réflexion à la lumière de l'analyse économique du droit.	2014
Seffar, Karim	Benyekhlef, Karim	La régulation du commerce électronique global.	2014
Hel, Sambath	Navarro, Jean-Louis Gautrais, Vincent	Le formalisme du contrat électronique dans l'ASEAN : définition et interprétation des notions d'écrit et de signature.	2014
Lapierre, Jean Marcel	Rocher, Guy Vallée, Guylaine	Le droit québécois du travail et la mise en œuvre du principe d'égalité dans les milieux de travail syndiqués.	2014
Vézina, Christine	Benyekhlef, Karim Rocher, Guy	Les pratiques communautaires de lutte au VIH et le droit à la santé : une exploration de l'effectivité internormative du droit.	2014
Kraba, Hania	Parent, Hugues Ghelfie, Fabienne	Les voies de recours à l'encontre des sanctions disciplinaires carcérales en droit français et canadien.	2014
Saint-Germain, Christian	Gaudreault-DesBiens, Jean-François	Le néo-sujet du droit criminel. Effets secondaires des psychotropes sur l'anthropologie pénale.	2014



Faculté de droit
Université de Montréal

FONDÉE EN 1878





Faculté de droit
Pavillon Maximilien Caron
Université de Montréal
3101, chemin de la Tour
Montréal (Québec) H3T 1J7

droit.umontreal.ca



Faculté de droit

Université 
de Montréal et du monde.

   
[@droitumontreal](https://twitter.com/droitumontreal)